

Contribution numérique : cultures et savoirs

Marta Severo, Roch Delannay

Contribution numérique : cultures et savoirs
Marta Severo, Roch Delannay

Les ateliers de [sens public] - 06/2024 - Montréal
Fabrique collective et collectif de fabrique, les ateliers naviguent
dans l'archipel Sens public, avec le soutien de la Chaire de Re-
cherche du Canada sur les écritures numériques et du Centre de
recherche interuniversitaire sur les humanités numériques.

Couverture : Hélène Beauchef

Dépôt légal : 2^e trimestre 2024
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Ce livre fait l'objet d'une version augmentée disponible en accès
libre sur ateliers.sens-public.org

ISBN :
978-2-924925-26-3 (imprimé)
978-2-924925-28-7 (EPUB)
978-2-924925-27-0 (PDF)
978-2-924925-29-4 (HTML)



Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-SA 4.0)

Table des matières

Introduction	7
Plateformes contributives culturelles : un observatoire	15
Introduction	15
L'observatoire	17
C'est quoi une plateforme contributive culturelle?	18
Des patrimoines à la nature : un large éventail de thématiques et d'acteurs	21
Des gros projets internationaux aux petites initia- tives locales : chaque contributeur trouve sa place	24
L'infrastructure sociotechnique de la contribution	26
Les données entre ouverture et intérêts commer- ciaux	28
Contribution, pourquoi? Création, mémoire ou production de savoir	30
Conclusion	32
Généricité des plateformes culturelles contributives	34
Introduction	34
Cadre et objet de la recherche	35
Généricité liée à l'interfaçage	37
Généricité liée à la génération des plateformes . .	39
Arbitrages générique - spécifique	39
Conclusion : vers une méthodologie de concep- tion des plateformes culturelles contributives	41
Le défi des labs en sciences humaines et sociales	43
Le FabPart Lab : une mission d'incubation de la recherche	45
Les défis d'un lab : problématiser les données entre recherche et ingénierie	48
Conclusion	52
Forces et limites de la « gouvernementalité » par les plateformes collaboratives	55

Introduction	55
Ce que font les plateformes et ce qu'elles ne font pas	56
Transkribus	56
Slack associée à DropBox	57
Hypotheses.org	58
Persée	58
Liberté des contributeurs <i>versus</i> domination par la technique	59
Faciliter ou diriger? Quel optimum pour une plateforme?	60
Science participative et liberté d'action des contributeurs	61
Co-construction	62
Conclusion	62
Archives de Saint-Brieuc	64
Introduction	64
Droits culturels et politique culturelle publique	64
« Qu'est ce je peux faire pour vous? » : bien commun et intérêts particuliers	66
Changer de sujet, un objectif en soi?	71
Conclusion : intégrer la citoyenneté invite au décloisonnement	73
Particip-Arc	75
Introduction	75
Public, architecture, et règles de fonctionnement	75
Faire réseau : par et hors de la plateforme	79
Conclusion	80
WikiTopia Archives	82
Introduction	82
Pourquoi s'intéresser à des collections privées?	82
WikiTopia Archives, genèse d'un programme	84

Stocker et diffuser la matière première, choisir son espace juridique	86
Anonymat des collectionneurs, comment faire? .	87
Conclusion : ouvrir les collections privées, un enjeu pour la recherche et les Communs	89
Association PhDOOC	91
Introduction	91
Organisation de l'association PhDOOC	92
Animation de la participation	94
Conclusion	99
Archives nationales participatives	101
Introduction	101
Les pratiques collaboratives dans les services d'archives	101
Archives nationales participatives	103
Le projet GIROPHARES	105
Conclusion	108
Histoires de nature	110
Introduction	110
Comprendre les perceptions individuelles et collectives des changements environnementaux	110
La plateforme « Changing natures » pour collecter, consulter, débattre	113
La méthodologie participative pour les sciences humaines et sociales : une approche sensible	115
Conclusion	117
Nantes Patrimonia	119
Introduction	119
Une mobilisation citoyenne ancienne autour du patrimoine nantais	120

Vers le prolongement digital des pratiques participatives présentiels	121
Nantes Patrimonia : une plateforme numérique au service des patrimoines	122
Une démarche structurante ancrée dans un projet de direction	123
Une mobilisation et animation du quotidien	124
Conclusion	126
Mémoire minière dans le Nord-Pas-de-Calais	128
Introduction	128
La part des témoins	129
La pérennité du projet « Mineurs du Monde »	132
Conclusion	134

Introduction

Marta Severo

Roch Delannay

Participation, collaboration, contribution... Ces dernières années, le secteur culturel s'est engagé dans un mouvement global d'ouverture envers les citoyens. Ce phénomène semble prendre ses racines les plus évidentes dans la diffusion de mouvements sociétaux tels que la culture participative¹ ou la culture remix². Ces mouvements, en embrassant les idées de participation active et de co-création, ont catalysé une transformation profonde de la relation entre les individus et les institutions culturelles.

Cependant, ce phénomène remet en lumière une relation entre le citoyen et l'institution qui perdure depuis des siècles. Depuis l'époque de l'amateur éclairé jusqu'au temps de l'Académie royale de Louis XIV, le « citoyen ordinaire » se tenait aux côtés du roi, avec ses goûts et son expertise, pour l'aider à distinguer l'art de ce qui ne l'était pas. Cette tradition séculaire de contribution à l'appréciation artistique forme un fondement culturel profondément enraciné, qui trouve aujourd'hui une nouvelle expression à travers les dynamiques numériques et contributives.

Sans réexaminer ces dynamiques historiques, cet ouvrage se fixe pour objectif de redécouvrir toute leur pertinence actuelle. Le virage participatif est aujourd'hui au cœur des préoccupations de nombreux acteurs du domaine culturel. Déjà dans sa stratégie de recherche pour la période 2017-2020, le ministère de la Culture avait établi les « recherches culturelles participatives » comme l'un des fondements de son action. Pourtant, cela ne représente que la partie émergée de l'iceberg d'un mouvement plus vaste entamé il y a quelques décennies, où des institutions telles que les ar-

1. Jenkins, Henry. 2013 (2006). *La Culture de la convergence. Des médias au transmédia*. Armand Colin/Ina Éditions.

2. Lessig, Lawrence. 2008. *Remix : Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*. Penguin Press.

chives nationales ou départementales, ainsi que les collectivités territoriales, ont développé des stratégies inclusives visant à placer le bénévole au cœur de la co-construction des connaissances liées à leurs collections documentaires.

Au sein de ce mouvement général, le numérique a émergé comme l'outil privilégié pour générer des changements³. Dans la lignée des débuts d'internet, le numérique est perçu comme un levier de décentralisation, de démocratisation et d'engagement collectif qui transforme la relation entre l'État et le citoyen⁴. L'ouverture de l'institution envers le citoyen s'est souvent concrétisée par la mise en place de dispositifs numériques variés : des outils d'annotation ou de transcription, des espaces pour les commentaires, des wikis et même des comptes sur les médias sociaux. Ces dispositifs deviennent des arènes d'échange et de négociation où les connaissances professionnelles et amateurs se rencontrent et s'interpénètrent.

Au cours des dernières décennies, la recherche académique s'est penchée sur cette transformation, l'explorant à la fois d'un point de vue théorique et empirique. Le choix du terme « contribution » dans le titre de cet ouvrage fait écho aux travaux de Bernard Stiegler⁵ qui, en France, ont poussé ce paradigme d'ouverture vers son interprétation la plus radicale. Utiliser le terme « contribution » plutôt que « participation » ou « collaboration » met en évidence le rôle actif

3. Severo, Marta et Emma Filippini. Avril 2021. « Les sociétés savantes face aux sciences participatives : Un exemple d'innovation collaborative dans le secteur culturel? ». *Approches Théoriques en Information-Communication (ATIC)*, vol. 2, n 1, p. 107-126.

4. Benkler, Yochai. 2006. *The wealth of networks : how social production transforms markets and freedom*. Yale University Press. Arsène, Séverine et Clément Mabi. 2021. L'action publique au prisme de la gouvernementalité numérique. *Réseaux*, vol. 225, n 1, p. 9-22.

5. Stiegler, Bernard (dir.). 2014. *Digital studies : organologie des savoirs et technologies de la connaissance*. Fyp éditions.

du citoyen, qui devient un acteur de la production (aussi dans le sens économique tel qu'interprété par Stiegler), en interaction avec les acteurs publics.

Bien que les expérimentations dans ce domaine se multiplient, le partage d'expérience et la diffusion des bonnes pratiques restent encore limités entre les acteurs du secteur. Comme c'est souvent le cas avec tout phénomène émergent, le dialogue entre le monde académique et le monde professionnel prend du temps à se mettre en place. En juillet 2022, dans le cadre du projet ANR COLLABORA⁶, nous avons organisé un événement visant à réunir ces deux mondes. Le forum « Contribution numérique, cultures, savoirs », qui s'est tenu au Carrefour numérique de la Cité des sciences et de l'industrie, avait un double objectif. D'un côté, il marquait la conclusion d'un projet de recherche qui, pendant trois ans, s'était penché sur les diverses formes de contribution numérique dans les domaines culturels et du savoir. D'un autre côté, il inaugurerait un nouveau mouvement de dialogue plaçant les professionnels au centre de la réflexion autour de la contribution numérique. Un appel à participation a été lancé auprès de tous les acteurs qui ont interagi avec l'équipe de l'ANR COLLABORA pendant la durée du projet et, plus largement, auprès de toute personne portant un projet de contribution numérique lié à des objets culturels.

Le forum a été structuré de manière dynamique et dialogique, sous forme d'ateliers participatifs et de tables rondes, afin de faciliter la connaissance et l'échange entre les participants. Le défi de l'ouvrage que vous avez entre les mains est de restituer non seulement le contenu de ces échanges, mais aussi l'esprit de cette journée et d'un réseau de dialogue qui en est à ses débuts. Le livre présente les retours d'expérience de divers acteurs de terrain concernant les ex-

6. Réf. ANR-18-CE38-0005.

périmentations de contribution numérique réalisées dans le cadre de leurs missions. Il est structuré en trois axes, reflétant les trois thèmes autour desquels s'est articulée la discussion du forum : les données, les partenaires et les contributeurs.

La première section, intitulée « Les données, l'infrastructure », regroupe des textes se concentrant sur l'infrastructure numérique sous-tendant la contribution. L'objectif de ces chapitres est de proposer une approche socio-technique en examinant les interactions entre acteurs sociaux et supports technologiques. Le premier texte restitue le travail d'enquête mené dans le cadre du projet ANR COLLABORA pour construire un observatoire des plateformes contributives culturelles. En effet, la « plateforme » émerge comme l'outil privilégié de la contribution numérique. Dans ce contexte, nous cherchons à démontrer que derrière cette apparente uniformité se cache un vaste éventail de dispositifs qui structurent les relations entre citoyens et objets culturels. Cette réflexion est prolongée dans le texte de Cécile Payeur, proposant une analyse rétrospective des infrastructures techniques sous-tendant les plateformes de l'observatoire. Même en soulignant la diversité de ces dispositifs, Cécile Payeur met en lumière leur infrastructure technique en montrant comment elle tend vers une structure « générique » d'un point de vue technique. Nicolas Sauret, quant à lui, propose une transition de l'angle analytique à l'angle prospectif. Il présente l'expérience du FabPart Lab, un laboratoire d'accompagnement de projets scientifiques visant à favoriser l'ouverture des projets sous tous leurs aspects, de la conception à la valorisation. De manière similaire, le dernier texte de cette section, rédigé par Jean-Pierre Girard, présente un retour d'expérience du chantier « Bulliot, Bibracte et moi », en mettant en avant l'infrastructure technique mise en place, avec ses avantages

et ses inconvénients, pour soutenir l'activité contributive des archéologues bénévoles.

La deuxième section, intitulée « Les partenaires, le réseau », a pour objectif de creuser l'infrastructure sociale de la contribution numérique, c'est-à-dire les diverses configurations d'acteurs combinant institutions, organismes de recherche, associations et groupes de citoyens, pouvant être mises en place pour soutenir la participation. L'intérêt de cette section réside dans la variété des projets présentés. Le premier texte, rédigé par Yolaine Coutentin, expose l'expérience de nombreuses campagnes participatives menées par les archives de la Ville de Saint-Brieuc. Yolaine Coutentin se penche sur la question des droits culturels et montre comment la contribution numérique peut être considérée comme une forme de restitution au citoyen de ses patrimoines. Ces mêmes valeurs sous-tendent également le réseau Particip-Arc, présenté par Alexandra Villarroel Parada. Créé sous l'impulsion du ministère de la Culture et animé par le Muséum national d'histoire naturelle, Particip-Arc vise à rassembler les divers acteurs français intéressés par les recherches culturelles participatives. Cependant, animer ce réseau nécessite d'importantes ressources relationnelles et numériques pour construire des synergies entre des acteurs partageant des intérêts communs mais aux activités parfois divergentes. C'est également la problématique à la base du projet ArkéoTopia, décrit par Jean-Olivier Gransard-Desmond. Ce programme de recherche vise à fédérer des collections privées fournissant de nouvelles données sur les recherches archéologiques en France. Il doit relever non seulement les défis liés à la construction du réseau, mais aussi des questions légales concernant les relations entre les sphères publique et privée. Enfin, le dernier texte, écrit par Laurianne Bayle, nous présente l'expérience de l'association PhDOOC qui anime depuis des années un MOOC

collaboratif sur le doctorat et la poursuite de carrière. Ce chapitre met en évidence le travail considérable nécessaire pour attirer des partenariats institutionnels ainsi que des bénévoles, afin de maintenir la plateforme active.

La dernière section, « Les contributeurs, la contribution », met en lumière les acteurs centraux de la contribution numérique : qu'ils soient professionnels ou amateurs, issus du milieu institutionnel ou du grand public, ces intervenants interagissent pour collaborer à la création d'une connaissance commune. Romain Le Gendre nous présente l'expérience des Archives Nationales qui, depuis plusieurs années, impliquent les citoyens dans des campagnes de transcription et d'annotation de leurs fonds documentaires. Dans les projets de contribution numérique actuels, le rôle du citoyen ne se limite pas à des tâches basiques comme la transcription, il devient également producteur de contenu. En effet, certains projets offrent l'opportunité de collecter des connaissances que les institutions ou organismes de recherche n'ont plus, laissant ainsi au citoyen la responsabilité de leur préservation. Cela se vérifie dans les projets tels que *Histoires de nature* (présenté par Frédérique Chlous, Aurélia Desplain et Romain Julliard) et *Nantes Patrimonia* (présenté par Pierre Fauvel et Alizé Sibella). Le premier, porté par le Muséum national d'histoire naturelle, vise à recueillir des témoignages sur notre interaction avec l'environnement, afin de retracer l'expérience du changement climatique du point de vue de l'homme. Le second ambitionne de placer les Nantais au cœur de la valorisation de leur territoire en les encourageant à partager leurs récits sur une plateforme modérée par Nantes Métropole. Cette première partie se conclut par un texte ouvrant la voie à un scénario opposé, celui d'un projet institutionnel abandonné par l'institution, mais qui persiste grâce à l'engagement des bénévoles. Juliette Le Marquer nous décrit l'activité contri-

butive des témoins des mines du Nord-Pas-de-Calais sur la plateforme Facebook.

Avant de vous plonger dans cette lecture, il est essentiel de comprendre le format et les modalités de création de cet ouvrage. En effet, il se veut être en lui-même un objet d'expérimentation. Premièrement, nous avons opté pour la mise en place d'un protocole d'écriture basé sur Stylo⁷, permettant aux auteurs de corriger leurs textes en autonomie et en temps réel. Deuxièmement, l'expérimentation concerne la production des artefacts finaux du livre. En effet, les Ateliers de [sens public] s'appuient sur le principe de *single source publishing* que l'on peut résumer par le fait de générer plusieurs formats à partir d'une source unique. En conséquence, chaque ouvrage fait l'objet d'une publication dans plusieurs formats : HTML pour les versions web et ePUB, PDF et TeX pour les versions imprimées.

Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidés à travers cette aventure : les jeunes chercheurs du projet ANR COLLABORA (Benjamin Barbier, Sébastien Shulz, Alizé Sibella, Emma Filipponi) qui nous ont aidés dans l'organisation du forum et dans la collecte des textes, les collaborateurs des Ateliers de [sens public] qui ont cru dans ce projet, et tous les auteurs qui ont adhéré à ce protocole de publication original. La collaboration

7. Stylo est un éditeur de texte sémantique développé par la Chaire de recherche du Canada sur les écritures numériques. Il s'agit d'une solution SaaS (*Software as a Service*), hébergée par la TGIR Huma-Num, qui centralise une multitude de fonctionnalités au cœur des enjeux de l'édition scientifique. Stylo permet, en plus de l'activité initiale d'écriture en Markdown, d'éditer les métadonnées d'un document, de suivre les évolutions d'un document grâce au versionnage de fichiers, de gérer les données bibliographiques (notamment via Zotero ou en BibTeX), d'annoter les documents, de les partager avec des collaborateurs et, enfin, de les exporter dans différents formats.

avec les Ateliers de [sens public] et les développements qui en résultent ne sont pas seulement de nouvelles fonctionnalités ajoutées au livre numérique : chaque expérimentation et développement technique est l'implémentation formelle d'un choix éditorial pour donner un sens particulier au texte dont il fait l'objet.

Plateformes contributives culturelles : un observatoire

Marta Severo

Benjamin Barbier

Sébastien Schulz

Introduction

De nos jours, quand nous pensons à la participation des utilisateurs sur internet, nous pensons principalement aux formes de création et interaction proposées par les médias sociaux et les plateformes commerciales. Des plateformes telles que Facebook, Instagram et YouTube sont considérées comme les principaux lieux de sociabilité, d'interaction, ainsi que de mise en avant de soi et de ses productions. Cependant, ces outils récents représentent seulement une partie du phénomène. Même s'ils attirent des millions d'utilisateurs, il ne faut pas oublier que le numérique offre de nombreuses autres formes de participation et construction des savoirs – pas toujours orientées vers la monétisation des données des utilisateurs.

Dans le domaine de la culture, depuis les années 1990, le web collaboratif, à travers les blogs, les wikis et d'autres dispositifs, a offert une infrastructure propice à la création de nouvelles formes de coopération entre utilisateurs. Des passionnés partageant leurs compétences autodidactes ont gagné en importance, utilisant des dispositifs comme Flickr, Wattpad et MySpace pour exposer leurs créations et découvrir celles des autres. Cette évolution technologique a été accompagnée d'un mouvement culturel qui valorise le partage et les pratiques contributives. Il trouve ses origines dans les pionniers d'internet et continue à vivre avec des projets collaboratifs tels que Wikipédia et OpenStreetMap. Des millions de volontaires à travers le monde ont contribué, et continuent de le faire, à ces biens communs numériques autogérés et accessibles à tous.

Plus récemment, le développement d'un tournant participatif, aussi dans le monde institutionnel et académique, a porté au déploiement d'autres outils participatifs visant à la collecte et à la co-construction des savoirs. Nous faisons ici référence principalement aux dispositifs de *crowdsourcing* émergés dans le cadre des sciences participatives. Ces plateformes contributives ont permis d'enrichir encore plus ce scénario en offrant des espaces où non seulement le contributeur peut s'exprimer, mais où il peut également acquérir des compétences et contribuer plus globalement à la construction des connaissances scientifiques. En France, ce mouvement a surtout été impulsé par le Museum national d'Histoire naturelle avec des projets comme Vigie-Nature ou Tela Botanica. Ces dernières années, de nombreux acteurs du monde culturel, tels que archives, bibliothèques et musées, se sont emparés de ces types de dispositif pour engager leurs publics dans la consolidation des savoirs liés à leurs collections.

Comme pour tout phénomène récent, il est difficile d'avoir une vision globale et systématique du développement des plateformes culturelles contributives, c'est-à-dire de tout dispositif (institutionnel, commercial ou amateur) qui permet à un bénévole de contribuer à la co-construction des savoirs liés à des objets culturels. Pourtant, cette connaissance est aujourd'hui de plus en plus nécessaire pour comprendre l'ampleur de ce phénomène et en soutenir la croissance. Pour cette raison, dans le cadre du projet ANR COLLABORA dédié à l'étude de ces plateformes, nous avons construit un observatoire visant à répertorier un éventail large de ce type de dispositif. L'objectif n'était pas d'identifier tous les projets existants, mais d'en saisir l'importance et la variété, en privilégiant les exemples français, tout en prenant en compte des cas particulièrement intéressants venant d'autres pays.

L'observatoire

Ce chapitre vise à présenter l'observatoire des plateformes contributives culturelles et les 130 plateformes qui y sont contenues. Cet observatoire⁸ a été mis en place à partir de novembre 2019 et il a été alimenté jusqu'en 2022. Du point de vue méthodologique, les plateformes ont été collectées à travers deux techniques. Un premier noyau a été identifié par les chercheurs du projet ANR COLLABORA à partir de leurs connaissances et de leurs réseaux préexistants. Ensuite, un formulaire a été ouvert sur le site web de l'observatoire pour permettre à des externes de faire des suggestions. Toutes les plateformes signalées ont été intégrées à l'observatoire à l'exception de projets qui n'avaient pas de volet participatif ou qui ne visaient pas à construire des connaissances – par exemple des plateformes uniquement de médiation n'étaient pas pertinentes pour le projet. Les plateformes proposées à travers le formulaire correspondent à 20 % du corpus.

Les projets récoltés dans l'observatoire peuvent être très anciens, le premier datant de 1994 (Grand Comics Database). La large majorité a été créée pendant les années 2010, avec deux pics en 2011 et en 2018. Le volume réduit des plateformes après 2020 ne doit pas être interprété comme une perte d'importance du phénomène, mais il est simplement lié à la fin du projet.

L'observatoire a aussi pris en compte des dispositifs qui aujourd'hui ne sont plus actifs, mais qui ont joué un rôle important dans le passé. Des 130 plateformes, 35 sont aujourd'hui inactives soit parce que la campagne participative est terminée, soit parce que les créateurs ou les contributeurs ont perdu intérêt dans le projet.

8. Au moment où nous écrivons ce texte, l'observatoire est également accessible en ligne.

Une grille d'analyse a été construite de manière collaborative à travers un *focus group* auquel tous les membres du projet ont participé (avril 2019). Cette grille est structurée autour de trois axes principaux : la structure organisationnelle de la plateforme (objectifs, porteurs, partenaires, financeurs, institutions concernées, etc.), la contribution sur la plateforme (contributeur visé, conditions de contribution, niveau de participation, caractères des profils des contributeurs, nombre des contributeurs, tâche de la contribution) et l'infrastructure technique (type et statut des données produites, couverture géographique et chronologique des données, consultation et téléchargement des données, modalité d'accès, présence sur les réseaux sociaux, type d'infrastructure technique). Pour chaque plateforme, la grille a été remplie sur la base d'une analyse ethnographique et fonctionnelle du dispositif, ainsi que sur la lecture de la documentation disponible. Parfois, un contact a été établi avec les gestionnaires de la plateforme, mais qui n'a pas toujours été fructueux.

En bref, la grille vise à mettre en évidence, par le biais d'une fiche très détaillée, les thèmes, les sujets, les éléments innovants et l'organisation fonctionnelle de chaque dispositif. De cette manière, cet observatoire consiste désormais dans une base de données qui permet de produire une définition opérationnelle de plateforme contributive culturelle à travers l'analyse quantitative et qualitative d'un corpus de dispositifs par rapport à une série de paramètres prédéfinis.

C'est quoi une plateforme contributive culturelle ?

Le terme « plateforme contributive culturelle » englobe une multitude de dispositifs permettant au citoyen numérique de partager en ligne ses connaissances, ses créations et ses récits. Cette notion fait référence à une variété de pla-

teformes, depuis celles où des artistes amateurs présentent leurs œuvres numériques jusqu'à des projets institutionnels ou scientifiques de transcription et d'annotation de manuscrits. Le terme « culture » est utilisé dans un sens large, englobant tous les éléments revêtant une valeur symbolique aux yeux des contributeurs, des domaines classiques comme le patrimoine et les arts jusqu'aux sciences et à la nature. Ces plateformes contributives partagent deux caractéristiques fondamentales. Tout d'abord, elles sont des foyers de production de savoirs culturels. En permettant aux citoyens de contribuer à une connaissance commune, elles acceptent une variété de contenus : annotations, récits, critiques, numérisations de documents, photos, etc. Les motivations de ces participants ne sont pas seulement sociales, mais reflètent également le désir de laisser une trace pour les générations futures et de partager des connaissances. Ensuite, ces plateformes engendrent une forme de contribution, selon le sens que Bernard Stiegler attribue à ce terme. Les contributeurs agissent de manière volontaire pour créer une valeur orientée vers le bien commun. En utilisant le terme « contributif », d'un côté, nous mettons en évidence le fait que la valeur produite sur ces plateformes n'est pas (entièrement) monnayable, contrairement aux plateformes collaboratives comme YouTube ou Airbnb. D'un autre côté, le choix de « contributif », par rapport à « participatif », met en avant le caractère ouvert de ces dispositifs, où chaque contributeur a la possibilité de jouer un rôle actif.

Ces plateformes reposent sur une multitude d'acteurs qui les fondent, les créent et les gèrent. Un premier groupe de plateformes, existant depuis près de deux décennies voire davantage, trouve ses racines aux débuts du web grand public. Créées par des internautes individuels ou des groupes informels avant l'essor des GAFAM, elles ont survécu grâce

à l'implication inlassable de leurs initiateurs et aux vastes communautés de contributeurs qu'elles ont réussi à attirer. C'est le cas, par exemple, du Grand Comics Database, actif depuis 1994, Tric Trac, créé en 2000, ou de l'Encyclopaedia Metallum, lancée en 2002.

Un deuxième ensemble de plateformes, plus ou moins récentes, a émergé au sein de projets institutionnels. Portées par des institutions culturelles, scientifiques ou des collectivités locales, ces plateformes visent principalement à contribuer au bien commun et à créer des dynamiques d'encapitation auprès des citoyens. Parmi celles-ci figurent des projets historiques comme Wiki-Brest, lancé en 2006, rassemblant les connaissances autour de la ville, ou les Archives de la Vendée, qui proposent depuis 2003 des dispositifs de contribution liés à leurs collections.

Plus récemment, l'élan des sciences participatives a impulsé le lancement de nombreuses plateformes de transcription de documents issus de fonds publics, comme la plateforme *By the people* de la Library of Congress et celles de *Testaments de Poilus* gérée par les Archives Nationales.

Enfin, un troisième groupe regroupe des plateformes soutenues par des acteurs commerciaux. Celles-ci sont particulièrement intéressantes, car malgré leur objectif économique prédominant, les contributeurs qui y participent peuvent être motivés par des raisons plus altruistes et collectives. Par ailleurs, les acteurs commerciaux peuvent trouver des formes d'interaction avec des institutions ou avec les contributeurs qui visent à soutenir le contributif et vont au-delà du simple intérêt commercial. C'est le cas notamment de grandes plateformes telles que *Geneanet*, *Babelio* ou *Sens-Critique*. Pour elles, la rentabilité économique s'associe à des dynamiques de partage spontanées et désintéressées. La définition des plateformes culturelles contributives adoptée nous a amenés à exclure certains dispositifs, bien

qu'intéressants, où l'engagement envers le bien commun par la production collective de savoirs culturels semblait moins prédominant. Cela est le cas des médias sociaux tels qu'Instagram, encourageant davantage la sociabilité, le réseautage et la construction algorithmique de relations sociales, plutôt que la production de savoirs. De même, des plateformes comme SoundCloud, qui offrent principalement une visibilité individuelle plutôt qu'un espace de production collective, ne sont pas incluses dans notre cadre. Nous avons également écarté les plateformes culturelles dirigées par des institutions publiques ne permettant pas une contribution citoyenne effective, telles que l'Inathèque ou la base Joconde, plutôt définies comme des portails d'accès à des contenus numérisés publics. Enfin, nous avons dû opérer des choix parmi des centaines de plateformes qui auraient mérité leur place dans cet observatoire. Cela a conduit à l'exclusion de certaines plateformes d'archives, de critiques littéraires, de collectes musicales, d'annotations et de transcriptions pour la recherche participative, ainsi que de projets qui, bien que moins actifs aujourd'hui, ont joué un rôle significatif par le passé.

Des patrimoines à la nature : un large éventail de thématiques et d'acteurs

Les plateformes ont été catégorisées en six domaines thématiques principaux : Arts et littérature, Archives et histoire, Culture populaire, Patrimoine et tourisme, Musique et audiovisuel, Science et nature. Ce découpage vise à mettre en évidence la variété des objets culturels traités par ces dispositifs.

La catégorie « Archives et histoire », la plus vaste avec 44 plateformes présentées, englobe des projets contributifs centrés sur les archives et les bases de données historiques. Ces dispositifs sont souvent créés par des institutions cultu-

relles ou académiques, visant à enrichir leurs collections grâce à la retranscription ou à l'annotation de documents numérisés. Parmi eux, *Transcribe Bentham*, lancé en 2010 par l'University College de Londres, invite le public à transcrire en ligne des manuscrits inédits ou méconnus de Jeremy Bentham (1748-1832), précurseur de la philosophie utilitariste.

Des centaines de plateformes similaires ont suivi, dont certaines sont présentées dans cet ouvrage : Archives nationales participatives, *By the people* de la Library of Congress, Passports de la ville de Saint-Brieuc (s'appuyant sur Zooniverse), TACT - Transcrire Benoîte Groult, etc.

Cette catégorie englobe également des projets de collecte de mémoires ou de témoignages liés à des documents d'archives, tels que *Mémoire*, porté par Ciclic, ou divers projets autour de la Grande Guerre.

La plupart de ces initiatives sont dirigées par des institutions culturelles (31), bien que des plateformes commerciales existent (*Geneanet* pour les généalogistes), ainsi que des projets plus modestes portés par des associations (*Bul-liot*, *Bibracte et moi* dédié aux archéologues amateurs) ou des groupes informels.

La catégorie « Patrimoine et tourisme » comprend 31 dispositifs axés sur le patrimoine matériel et immatériel ainsi que la mémoire collective. Cette catégorie offre une grande variété en termes de contenu (patrimoine bâti, urbain, archéologique, oral, etc.) et de modèles de contribution. On y retrouve des plateformes similaires à celles des archives, telles qu'*Europeana Transcribe*, ainsi que des dispositifs où les citoyens peuvent partager des récits informels liés à leur patrimoine (ex. *Nantes Patrimonia*), ou des projets amateurs visant à préserver un héritage souvent négligé par les institutions (*Histoires de Ch'tis*). Cette catégorie englobe

également des projets de valorisation patrimoniale à des fins touristiques, comme IZI Travel.

Ces plateformes ont des modèles économiques et des licences variés, mais la plupart sont portées par des institutions publiques (16) ou des associations (8), afin de mettre à disposition du public des contenus accessibles et libres de droits. Cette catégorie englobe également quelques initiatives individuelles ou collectives des citoyens (4) visant à valoriser leur territoire, comme Histoires de Ch'tis et Photos Normandie.

La catégorie, « Science et nature », présente 17 plateformes contributives, principalement institutionnelles (11) qui s'éloignent quelque peu de la notion traditionnelle de culture, mais qui illustrent la diversité des domaines couverts par ces plateformes. On y trouve des projets tels que Les Herbonautes, qui invite les passionnés de biologie et de botanique à contribuer à des herbiers. D'autres projets de sciences participatives, comme Histoires de nature ou Oscahr, visent à produire et valoriser des connaissances scientifiques sur des objets culturels. Des projets plus atypiques, comme Open Food Facts, cherchent à créer une base de données sur le contenu des produits alimentaires à l'échelle internationale. Tous partagent l'objectif de générer des contenus scientifiques standardisés et privilégient des licences libres pour favoriser leur réutilisation.

La catégorie « Culture populaire » regroupe 14 plateformes liées à différents aspects de la culture populaire, comme les bandes dessinées, les jeux vidéo, les séries télévisées ou les jeux de société. Ces projets attirent des milliers d'enthousiastes. Ils sont portés par une variété d'acteurs, souvent institutionnels (7), mais aussi associatifs ou informels, qui doivent trouver des sources de financement pour perdurer (ex. Grand Comics Database et Abandonware magazines). Ils peuvent aussi adopter des modèles économiques

commerciaux, comme SensCritique, qui génère des revenus grâce à des contenus sponsorisés et à la publicité, ou des modèles hybrides où une partie du contenu est payante. Certaines plateformes, comme Abandonware magazines, sont autofinancées par les dons des passionnés qui y contribuent.

Dans le domaine de l'« Arts et littérature », nous avons regroupé deux types de plateformes (13). D'une part, celles qui permettent aux contributeurs de soumettre des critiques ou d'évaluer des livres, telles que Babelio ou Anobii. D'autre part, celles qui facilitent le partage d'œuvres originales, comme DeviantArt, la plus grande galerie d'art contributive en ligne. Contrairement aux catégories précédentes, ces plateformes sont principalement gérées par des acteurs commerciaux (6), ce qui limite la libre utilisation des contenus en raison de leur potentiel lucratif.

La dernière catégorie « Musique et audiovisuel » réunit 11 plateformes contributives. Certaines sont gérées par des organisations publiques (7) pour rassembler des créations audio, telles qu'Écouter le monde ou Locustream, tandis que d'autres sont le fruit d'acteurs privés, comme Radiooooo ou Genius Lyrics. Leur modèle économique repose sur l'accès payant à une partie du contenu, des récompenses en partenariat avec des entreprises commerciales, ou des liens sponsorisés. Ces plateformes génèrent des connaissances dans un domaine où les acteurs publics sont moins impliqués, attirant souvent des milliers voire des centaines de milliers d'utilisateurs.

Des gros projets internationaux aux petites initiatives locales : chaque contributeur trouve sa place

La majorité des plateformes présentées dans l'observatoire est en langue française (65). Cependant, les aires géogra-

phiques et linguistiques couvertes sont très variables. Une cinquantaine de plateformes sont en anglais et une vingtaine sont disponibles en plusieurs langues. Ces dernières traitent généralement de sujets internationaux et elles sont gérées par des acteurs commerciaux (ex. Geneanet, Genius Lyrics, DeviantArt).

Concernant l'échelle géographique, si la majorité des dispositifs correspondent à des initiatives nationales (54), les projets internationaux (40) et locaux (36) sont nombreux eux aussi. Évidemment, les plateformes nationales sont principalement françaises, mais certains projets concernent des pays francophones, comme la Suisse avec Notre Histoire ou l'Algérie avec 1000autres.

Nous avons aussi retenu des projets qui n'ont pas d'équivalent en France, comme la plateforme Ajapaik, dédiée au patrimoine photographique estonien, ou le projet Don't Lose Your Way, qui a pour objectif de répertorier les chemins de randonnée oubliés du Royaume-Uni, ou encore CITiZAN, le réseau des zones archéologiques des côtes anglaises.

Enfin, nous avons pu identifier une trentaine de plateformes qui visent à produire des savoirs à l'échelle des régions ou des villes françaises, comme Wiki-Brest ou Nantes Patrimonia.

Un autre aspect intéressant est la taille de ces plateformes qui peut être évaluée en prenant notamment en compte le nombre de contributeurs. Les « petites » plateformes mobilisent quelques dizaines de contributeurs, les « moyennes », quelques centaines, et les « grandes » peuvent en compter des milliers, voire jusqu'à des millions. Le nombre de contributeurs n'est pas toujours un indicateur fiable du volume des contributions, car quelques dizaines d'utilisateurs peuvent créer une grande quantité du contenu. Cela peut être le cas de certains projets institutionnels qui peuvent

compter sur des amateurs fidèles et actifs (souvent des personnes à la retraite); ou de projets amateurs informels ayant une longue histoire, et qui, au fil des années, ont pu fidéliser des contributeurs qui dédient une partie de leur temps libre au projet; ou encore de plateformes institutionnelles dont le contenu est alimenté par des salariés. L'observatoire cherche à restituer la variété de cette activité, en répertoriant 45 plateformes de grande taille, 51 de taille moyenne et 34 de petite taille. Il est intéressant d'observer que, comme l'on peut s'y attendre, les plateformes qui récoltent des volumes plus importants de contributeurs hébergent des projets internationaux et les plateformes avec moins de contributions interviennent davantage au niveau local.

L'infrastructure sociotechnique de la contribution

La plateforme contributive culturelle peut être considérée comme une forme générique de plateforme⁹ qui présente certaines fonctionnalités nécessaires pour permettre à l'utilisateur de produire ou d'intervenir sur du contenu. À ce propos, nous pouvons observer que la majorité des dispositifs (89 sur 130) offre à l'utilisateur la possibilité de créer un compte. Généralement, le compte permet d'un côté à la plateforme de tracer la participation d'un utilisateur ainsi que de collecter certaines informations sur lui et, de l'autre côté, à l'usager de garder trace de son activité passée. Les fonctionnalités d'un compte peuvent être plus ou moins avancées. Les plateformes institutionnelles tendent à réduire au minimum les informations associées à un compte ainsi que ses options de personnalisation (ex. création d'un profil). Au contraire, les plateformes commerciales tendent à offrir un large éventail de fonctionnalités pour rendre l'ex-

9. Voir le chapitre de Cécile Payeur : « Généricité des plateformes culturelles contributives ».

périence de participation plus riche (construction de profil, création de liens sociaux, participation à des groupes, possibilité d'enregistrer des favoris, possibilité de construire des classements, etc.). Quelle que soit leur nature, la majorité des dispositifs (62 %) contient une charte d'utilisation définissant les droits et devoirs du contributeur (notamment par rapport à la vie privée et au droit d'auteur). Les sites sans charte sont des sites anciens ou avec une gestion amateur, ou encore avec un système de participation réduit (pas de création de contenu).

Concernant la validation des contenus, plus de la moitié des plateformes (78) prévoient la validation, par le gestionnaire, de tous les contenus publiés. Cette validation est principalement finalisée au contrôle de la qualité de l'information produite. Une partie des dispositifs (29) prévoit des outils de validation par les pairs, soit en tant que seul système de vérification du contenu, soit afin de réduire le travail de validation institutionnelle qui intervient après. Seules 23 plateformes publient directement les contributions des utilisateurs. À noter que cela est le cas pour de petites plateformes ou de gros dispositifs commerciaux qui peuvent intervenir a posteriori en cas de contenu ne respectant pas les principes juridiques ou éthiques de la publication en ligne.

Le fait d'identifier la plateforme contributive culturelle comme une forme générique de plateforme avec certaines propriétés récurrentes ne doit pas faire sous-évaluer la spécificité sociotechnique de chaque dispositif. En effet, si nous considérons l'infrastructure technique des plateformes de l'observatoire, nous pouvons voir que 36 % d'entre elles s'appuient sur des interfaces web ad hoc qui permettent d'alimenter des bases de données adaptées à l'objet de la plateforme. Pour le reste, Wordpress est le système de gestion de contenu le plus répandu (18 %) suivi par Drupal,

Omeka et Zooniverse. Quelques plateformes s'appuient sur des systèmes wiki ou blog. Il faut noter que, si Wordpress peut être considéré comme une solution générique, ses potentialités très importantes de personnalisation (à travers les thèmes et les extensions) rendent chaque configuration unique.

Enfin, plus de la moitié des plateformes étudiées (55 %) ne s'appuient pas uniquement sur le système de gestion de contenu où la contribution est hébergée, mais offrent aux participants d'autres espaces d'expression sur les médias sociaux, sous forme de page Facebook, de compte ou hashtag Twitter, de chaîne YouTube ou d'autres solutions. Dans ce cas, l'étude du dispositif sociotechnique nécessiterait l'adoption d'une approche cross-média¹⁰ capable de saisir les circulations des acteurs entre ces différents espaces. Ce type d'analyse échappant la brièveté de ce texte, nous nous contentons de souligner la complexité sociotechnique de ces plateformes qui combinent une configuration générique adaptée à la création de la participation à des configurations particulières pensées pour les publics et les objets qui font la spécificité de chaque dispositif.

Les données entre ouverture et intérêts commerciaux

La participation créée par ces plateformes contributives génère des jeux de données qui peuvent avoir un statut très différent. Dans certains cas, les données produites sont l'effet du traçage du dispositif numérique, mais elles ne constituent pas le focus de la plateforme. Cela est par exemple le cas des dispositifs qui ne permettent pas à l'utilisateur de

10. Severo, Marta et Céline Morin. 2023. « Designing Cultural Participatory Platforms as Multi-Space Environments : A Cross-Media Approach ». *International Journal of Design Sciences & Technology*, vol. 25, n 2.

créer ou modifier des contenus, dont l'action est limitée à des interactions basiques comme un *like*. Cependant, dans la grande majorité de cas (122 sur 130 dans notre corpus), l'objectif principal d'une plateforme contributive est la production de données qui sont rendues disponibles à la consultation des utilisateurs.

Le statut juridique de ces données hébergées et consultables sur ces plateformes est plutôt hétérogène. Presque la moitié des dispositifs étudiés (63) proposent des données « ouvertes », c'est-à-dire sous des licences permettant un libre accès. Par exemple, les organismes publics, comme le ministère de la Culture avec la plateforme #culturechez-nous, sont tenus légalement de mettre leurs données à disposition en *open data*.

D'autres plateformes, qui ne sont pas légalement contraintes, adoptent néanmoins des licences favorisant la libre circulation de l'information, comme l'*Open Database Licence* (comme Open Food Facts) ou des licences *Creative Commons* (comme Nantes Patrimonia). Une partie de ces plateformes (21) qui offrent des jeux de données ouvertes les proposent non seulement en consultation, mais aussi en téléchargement. Cela reste encore cependant une tendance marginale. D'autres plateformes protègent leurs droits d'auteur et considèrent leurs données comme « fermées », ne permettant que la consultation pour un usage personnel. Cela est souvent le cas des plateformes commerciales pour lesquelles les données des utilisateurs sont la principale source des revenus. D'autres projets encore ont des données « mixtes », combinant des éléments ouverts et fermés. Cependant, le statut légal des données n'est pas toujours clair, ce qui peut générer des ambiguïtés et des controverses, comme en témoigne l'exemple de Rap Genius (devenu Genius Lyrics).

Contribution, pourquoi? Création, mémoire ou production de savoir

Au-delà de ces éléments descriptifs, le défi de l'observatoire était de comprendre plus en profondeur le fonctionnement de ces plateformes. Pourquoi les contributeurs participent-ils? Quel est leur objectif? Quel est le type de contribution que le dispositif génère afin de répondre à cet objectif?

Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à une double catégorisation qualitative des plateformes en distinguant leur type de contribution et leur fonction. Concernant le type de contribution qu'elles offrent, nous avons pu identifier trois modèles proposés aux utilisateurs : la participation, la production partagée et la co-construction. La « participation » implique des tâches spécifiques basées sur des actions simples de l'utilisateur, telles que la notation ou le téléchargement de documents. La « production partagée » comprend des actions plus complexes, allant de l'annotation de documents au partage de contenus originaux pour des collectes mémorielles ou multimédias. Enfin, la « co-construction » permet aux utilisateurs d'intervenir dans le protocole de contribution, souvent à travers des wikis, des forums, des blogs ou des sites dédiés.

Au sujet de la fonction des plateformes, nous avons réduit la variété des objectifs à trois typologies principales : la création, la mémoire et la production des savoirs. En croisant la distribution par typologie et fonction, il n'y a pas nécessairement de corrélation directe entre le type de contribution et la fonction de la plateforme. De plus, en considérant la taille pour chaque fonction, on peut constater que des plateformes de différentes tailles se retrouvent dans différentes fonctions.

Les plateformes destinées à la « création » sont celles qui permettent aux utilisateurs de produire ou de partager des œuvres originales. Cela est par exemple le cas des

plateformes commerciales comme DeviantArt ou IZI Travel. Ces plateformes sont généralement de taille grande ou moyenne et peuvent offrir un type de contribution très différent. Dans certains cas, comme IZI Travel ou Écouter le monde, la création s'appuie sur un dispositif de contribution limité qui ne permet aux usagers que de publier leurs oeuvres et de réagir à celles des autres utilisateurs. Dans d'autres cas, comme AudioCite ou LibriVox, la plateforme est un véritable espace de co-construction où les utilisateurs participent à la définition du fonctionnement du dispositif. Les plateformes dédiées à la « mémoire » visent à collecter des informations pour les transmettre aux générations futures. Cette catégorie regroupe principalement des projets institutionnels ou associatifs, de taille moyenne et petite, dédiés à des événements traumatiques comme les guerres ou même la crise du COVID-19. Ces dispositifs prennent souvent la forme de plateforme de *crowdsourcing* pour faciliter une production partagée.

Enfin, la majorité des plateformes contributives de l'observatoire (76) ont pour finalité la « production des savoirs » autour d'objets assez variés, de fonds d'archives aux parcours de randonnée, du patrimoine local à la musique. Aussi, dans ce cas, la forme privilégiée est celle de la production partagée à travers des outils d'annotation et de retranscription. Cependant, on peut trouver un groupe significatif de dispositifs (14) qui mettent en place des espaces de co-construction. Cela peut être le cas de dispositifs wiki comme Wiki-Brest et WikiTopia Archives, des forums comme Encyclopaedia Metallum, ou des sites commerciaux comme Tric Trac.

En somme, une approche fonctionnelle ou structurelle seule ne suffit pas à comprendre une plateforme. Il n'y a pas une tendance unique qui permet de décrire ce phénomène. Il est essentiel d'étudier l'histoire, les créateurs, les contri-

buteurs et les publics de chaque plateforme pour en saisir la complexité. L'observatoire, à travers ses 130 fiches¹¹, cherche à restituer cette complexité en explorant les motivations sous-jacentes de ces plateformes, leurs communautés et leurs modes de fonctionnement.

Conclusion

Derrière le terme « plateforme contributive culturelle » se cache une grande variété de formes de participation. L'observatoire que nous avons créé dans le cadre du projet ANR COLLABORA vise à restituer cette variété et à montrer comment les dynamiques de contribution hébergées par ces dispositifs (institutionnels, associatifs ou commerciaux) reflètent encore en partie le projet politique initial d'internet en faveur du partage. Ce projet politique se manifeste aujourd'hui à travers la montée des biens communs numériques, auxquels certaines de ces plateformes contributives s'apparentent. Les biens communs numériques réintroduisent dans le monde numérique des formes de propriété partagée et d'auto-organisation observées depuis des millénaires autour de ressources naturelles. Les communs numériques offrent une alternative aux logiques du marché et de la propriété privée d'une part et, de l'autre, aux logiques de l'État et de la propriété publique. Ils valorisent le pouvoir d'action des citoyens auto-organisés pour prendre soin de ressources partagées.

Dans le monde numérique, ce modèle de communs est incarné par des projets tels que Wikipédia ou certaines plateformes culturelles contributives mentionnées dans l'observatoire, comme Open Food Facts ou Wiki-Brest. D'autres projets, même s'ils ne correspondent pas exactement à ce modèle, adoptent des éléments caractéristiques des communs numériques : contribution, partage, auto-

11. Les 130 fiches sont consultables sur le site de l'observatoire.

organisation. Dans un contexte où les internautes ont de moins en moins de pouvoir face aux décisions unilatérales des géants technologiques ou aux réglementations autoritaires, ces plateformes cultivent un modèle alternatif plaçant les usagers au centre, reconnaissant leur capacité à générer collectivement des objets culturels et des connaissances complexes au profit de l'ensemble de l'humanité. À travers cet observatoire, nous espérons illustrer la vitalité et la diversité des projets politiques d'internet qui existent en parallèle aux discours pessimistes sur la domination des géants technologiques et des États.

Généricité des plateformes culturelles contributives

Cécile Payeur

Introduction

Depuis l'émergence du web 2.0¹², les dispositifs contributifs d'écriture et de publication, assemblages momentanés d'éléments constitutifs instaurant diverses médiations¹³, n'ont cessé de se renouveler, de se densifier et de se complexifier¹⁴. Dans le domaine culturel et scientifique, les dispositifs info-communicationnels, centrés initialement sur une plateforme numérique, incluent désormais différentes interfaces, espaces et outils, parfois difficiles à délimiter, offrant des capacités d'action nouvelles à des utilisateurs « qui acquièrent une vraie reconnaissance qui en fait “des professionnels au sein de leur hobbies” appelé parfois proteurs (professionnels-amateurs)¹⁵ » et interagissent avec les institutions¹⁶. Est-il possible, au sein de cette complexité, de trouver du commun? Peut-on identifier, dans la disparité, des lignes directrices qui soient en mesure d'orienter un acteur nouvellement intéressé par la mise en place de ce type de dispositif, en tenant compte à la fois des lignes génériques et des caractéristiques spécifiques à chaque projet? Cet article, à partir du concept de généricité, questionne la

12. O'Reilly, Tim. 2005. « What Is Web 2.0 ».

13. Latour, Bruno. 2010. « Prendre le pli des techniques ». *Réseaux*, vol. 163, n 5, p. 11-31.

14. Monnoyer-Smith, Laurence. 2013. « Chapitre 1 - Le web comme dispositif : comment appréhender le complexe? », dans : *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* sous la direction de Christine Barats, p. 11-31. Armand Colin.

15. Flichy, Patrice. 2019. « Le travail sur plateforme : Une activité ambivalente ». *Réseaux*, vol. 213, n 1, p. 173-209.

16. Severo, Marta. 2021. *L'impératif participatif: Institutions culturelles, amateurs et plateformes*. Collection Études & Controverses, Éditions de l'Ina.

possibilité de trouver une « ossature commune » aux dispositifs culturels contributifs, en interrogeant à la fois ce qu'ils partagent et la façon dont ils se renouvellent. Nous y présentons la notion de généricité, les étapes de la recherche et différents niveaux de généricité observables, pour affiner les modalités de conception de futures plateformes culturelles contributives.

Cadre et objet de la recherche

La recherche autour de la généricité des plateformes a été menée de 2019 à 2022 dans le cadre du projet ANR COLLABORA, qui vise à étudier d'un point de vue théorique les plateformes contributives dans le domaine culturel, au sens large du terme, avec pour objectif « la co-création de recommandations et leur validation à travers la co-création d'une plateforme, en engageant dans cette démarche les principaux acteurs du projet : les institutions, les amateurs, les chercheurs et les ingénieurs¹⁷ ». L'observatoire construit au cours du projet recense plus d'une centaine de « dispositifs contributifs culturels » qui permettent « à des acteurs de la société civile de contribuer à la construction de savoirs liés à des objets culturels en interaction avec une ou plusieurs institutions culturelles (archives, bibliothèques, musées, théâtres ou directement une administration centrale comme le ministère de la Culture)¹⁸ » et permet d'en analyser les caractéristiques de manière transverse. Elle s'appuie également sur un travail d'analyse réalisé pour le colloque *Collabora* et sur différents projets effectués par les étudiants de deuxième année du Master DEFI de l'Université Paris Nanterre, sous notre encadrement. Quatre projets de fin d'études ont permis successivement : la construction d'une base de données de référencement des plateformes en vue

17. Cf. le site du projet ANR COLLABORA.

18. Cf. l'observatoire des plateformes culturelles contributives.

de la mise en place d'un observatoire participatif, une étude sur les outils de génération des plateformes dans un objectif de catégorisation, à partir des données de l'observatoire, une étude pratique sur la comparaison des modalités de participation sur différentes plateformes culturelles contributives, avec pour but l'enrichissement des données de l'observatoire, et une analyse sur la catégorisation des formes génériques/spécifiques de manière interne aux plateformes.

La notion de généricité est appréhendée ici de différentes manières. Nous l'entendons d'abord au sens d'abstraction (générique/particulier). Le processus est celui à l'œuvre dans les raisonnements de conception comme, par exemple, la théorie C-K, issue des sciences de gestion et sollicitée pour la modélisation de raisonnements de conception innovante. Elle met en dialogue l'exploitation des connaissances spécifiques et situées issues du terrain (K) et l'élaboration de concepts génériques (C) à partir d'opérations inverses mais complémentaires de conjonction et de disjonction¹⁹.

La notion de généricité est également liée à la notion de genre, issue de la linguistique et de la caractérisation des discours, que le web vient interroger²⁰. Elle entraîne la recherche d'invariants (motifs/*pattern*) qui permettent d'identifier et de caractériser les dispositifs. Enfin, la généricité est employée dans le sens de ré-exploitable, c'est-à-dire liée à des caractéristiques permettant la génération et l'expansion interne du dispositif. Lorsque le niveau de gé-

19. Le Masson, Pascal, Armand Hatchuel et Benoît Weil. 2020. *Integrated Design Engineering - Interdisciplinary and holistic product development*. C-K Design Theory.

20. Maingueneau, Dominique. 2013. « Chapitre 4 - Genres de discours et web : existe-t-il des genres web? », dans : *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales* sous la direction de Christine Barats, p. 74-98. Armand Colin.

néricité est fort, les plateformes portent en elles un potentiel d'innovation, qui les rend facilement appropriables – puisque transverses – par des utilisateurs qui deviennent potentiellement actifs dans le renouvellement de la plateforme. Ces dispositifs sont porteurs d'innovation, « présente à partir du moment où l'invention, qu'elle porte sur la solution ou sur le processus, va être reproduite et réutilisée pour répondre à d'autres problèmes similaires. Elle constitue un acquis qui bénéficie à une communauté²¹ ».

Généricité liée à l'interfaçage

Un premier niveau de généricité observé se situe au niveau des interfaces, au sens large du terme, c'est-à-dire dans la façon dont les plateformes entrent en lien avec d'autres outils pour se constituer. Nous avons identifié plusieurs manières de faire plateforme, qui s'établissent dans un processus de plateformes²². Une première logique est le détournement de certaines plateformes génériques du web social et l'appropriation par des acteurs porteurs de projets spécifiques, afin d'être mises au service de la participation. Les réseaux sociaux, en venant s'adosser aux plateformes participatives, comme outils de communication mais aussi comme outils de recrutement d'utilisateurs, de collecte de matériaux et d'animation d'une communauté, fournissent un milieu à la fois très formaté et facilement ap-

21. Zacklad, Manuel, Béa Arruabarrena, Anne Berthinier-Poncet et Nicolas Guezal. 2021. « Les labs d'innovation interne : typologie des innovations, approche plateforme, rôle du design ». *Approches Théoriques en Information-Communication (ATIC)*, vol. 213, n 1, p. 127-161.

22. Payeur, Cécile et Lisa Chupin. Novembre 2020. « Génération et généricité des plateformes de valorisation participative du patrimoine numérisé », [Conférence] La fabrique de la participation culturelle. Plateformes numériques et enjeux démocratiques, à Nanterre (France).

propriable par des utilisateurs qui en maîtrisent les usages. Les pages Facebook dédiées aux projets Vitrines en confinement et l'Observatoire Participatif du Risque de Canicule en attestent.

Ces espaces sur les réseaux sociaux, actifs et bien interfacés avec les plateformes, viennent renforcer et compléter les sites web dédiés des projets (ici, Risque canicule et Vitrines en confinement). Une autre logique de plateformes, qui a émergé plus particulièrement au sein de certaines plateformes monothématiques ou dédiées à un projet unique, prend la forme de différents projets réalisés parallèlement ou successivement à partir d'un ensemble d'outils communs aux différentes missions. C'est le cas des projets participatifs de transcription d'archives Testaments de Poilus ou du projet Recolnat, porté par le réseau de collections naturalistes.

Une logique différente, encore, est celle de l'ouverture d'une partie des outils aux internautes – la génération par *Content Management System* (CMS) d'un programme participatif ou des outils de communication, par exemple – offrant une forme de communication du discours scientifique assez standardisée. La plateforme participative multidisciplinaire Zooniverse permet aux utilisateurs, à l'aide de la fonctionnalité « construire un projet », de répondre à des demandes issues de différentes disciplines en créant de nouveaux projets au fur et à mesure. L'utilisateur devient son propre éditeur, non plus uniquement de contenu, mais aussi de projet. Une logique de plateformes par agrégation de projets et de données est également identifiable, comme sur la plateforme DigitalNZ dont la vocation est la numérisation et la valorisation du patrimoine culturel néo-zélandais. Dans la plateforme, chaque utilisateur est invité à rattacher son projet spécifique à un portail générique.

Généricité liée à la génération des plateformes

Un second niveau de généricité concerne les outils de génération des plateformes, qui peuvent être eux-mêmes plus ou moins génériques. Le degré de généricité des plateformes paraît en lien avec les potentialités créatives de l'outil, mais aussi avec la composition d'un milieu dans lequel l'utilisateur est habile. Au niveau de la génération des outils et du code informatique, la différenciation se fait notamment dans le choix d'une manière de créer la plateforme, c'est-à-dire dans le choix d'un développement propre/spécifique ou de l'utilisation d'outils génériques paramétrables. L'étude des outils de génération de plateformes menée en 2020 par les étudiants du Master DEFI montre qu'une plateforme sur deux est développée à l'aide d'outils génériques du web (CMS). Les utilisateurs présentent une familiarité avec les usages et les fonctionnalités d'écriture/lecture de ces outils. Non seulement ils se les approprient facilement, mais, nous l'avons vu ci-dessus, ils sont efficacement outillés et héritent de capacités d'action dans la plateforme, notamment de création. La généricité des outils contraint bien à une certaine standardisation des projets, mais, dans le même temps, elle permet la mise en place d'un dispositif info-communicationnel dans lequel l'utilisateur sait agir, participer, et même au-delà, qu'il contribue à renouveler et à créer.

Arbitrages générique - spécifique

L'arbitrage entre les modalités génériques et spécifiques dans lesquelles l'utilisateur transite et agit semble également jouer un rôle important. Les fonctionnalités très génériques communes à l'ensemble des plateformes – comme la communication, l'information, la contribution, la publica-

tion de contenu – peuvent être prises en charge facilement par les outils numériques génériques internes ou externes à la plateforme (web social, CMS, etc.). L'outil générique vient alors à l'appui de la plateforme spécifique, comme c'est le cas, par exemple, pour la plateforme Histoires de Ch'tis qui a peu évolué depuis sa création, mais à laquelle une page Facebook adossée dans un second temps apporte désormais un réel outil d'animation et de recrutement de la communauté.

Ces fonctionnalités génériques sont, dans le même temps, reliées à des fonctionnalités plus spécifiques, qui peuvent s'établir au sein des espaces numérique ou physique. Dans l'espace numérique, elles sont généralement intégrées directement dans la plateforme – nous pensons, par exemple, à la boutique en ligne de la galerie d'art contributive DeviantArt ou à des fonctionnalités de contribution poussées comme les modules de transcription, pour les plateformes Transcribe Bentham ou Transcrire.

Dans l'espace physique, des fonctionnalités spécifiques essentielles au dispositif peuvent être implémentées sous la forme de temps et de lieux de regroupements des acteurs de la communauté, de façon ponctuelle ou régulière. La plateforme Archipop, qui a pour mission la collecte, la numérisation et la valorisation des films des Hauts-de-France, fournit un exemple parlant de ces événements, que l'on retrouve de manière fréquente et récurrente dans les dispositifs.

L'agenda numérique disponible en ligne propose d'assister à différentes projections au sein de lieux en rapport avec les thématiques des films et soutenues par les collectivités territoriales, ce qui stimule la mobilisation des contributeurs.

Conclusion : vers une méthodologie de conception des plateformes culturelles contributives

Nous avons tracé de premières lignes directrices vers la mise en place d'une méthodologie de conception de plateformes culturelles contributives, dans laquelle il conviendrait de considérer chaque plateforme avec une approche dispositive, c'est-à-dire en envisageant à la fois « la nature du lien qui peut exister entre ces éléments hétérogènes²³ » et la façon dont elle est en renouvellement constant. En complément d'une approche par fonctionnalités, usages ou pratiques, c'est l'approche par la globalité du dispositif info-communicationnel et la manière de mettre en relation différents éléments selon des motifs identifiables, dans un ensemble en mouvement, que nous apporte la notion de généralité. L'enjeu serait dès lors de réussir à clarifier l'intention, à distinguer les éléments communs à différents projets et ceux qui nécessitent une adaptation spécifique (développement de fonctionnalités ou d'outils numériques spécifiques, mise en place d'évènements dans des lieux physiques, etc.). L'enjeu est la conception adaptée d'un dispositif info-communicationnel innovant, avec un arbitrage fin entre des lignes génériques et des lignes spécifiques selon une logique propre à chaque projet. Le choix des outils et la conception du dispositif final semblent liés, entre autres, à l'identification des modalités de mise en commun entre les outils du numérique qui répondent à une certaine logique de plateformes – dont il s'agit de penser les éléments de l'interfaçage –, à une articulation efficace entre les espaces physiques et numériques permettant de créer des lieux et des temps d'action différents, à la différenciation entre des fonctionnalités spécifiquement dé-

23. Voir le texte de Michel Foucault (1977), accessible en ligne.

veloppées pour la plateforme et des fonctionnalités communes à d'autres outils génériques, qui peuvent leur être déléguées ou mutualisées avec d'autres projets, avec un degré d'action et de participation variable de l'utilisateur pouvant agir comme contributeur, mais également comme designer, dans le sens où il devient capable d'effectuer des actions de génération du dispositif (en créant des briques de projets ou en recrutant des participants, par exemple) et garantissant par là-même l'évolutivité du site et l'implication de la communauté.

Le défi des labs en sciences humaines et sociales

Retour sur deux années d'expérience du FabPart Lab entre ingénierie et recherche

Nicolas Sauret

Marta Severo

Les sciences participatives désignent les travaux de recherche adoptant sciemment une démarche où des participant·e·s extérieur·e·s au monde académique viennent contribuer et collaborer avec les chercheur·e·s. De nombreuses recherches sont ainsi menées toutes disciplines confondues en intégrant dans les processus de collecte, d'analyse et d'interprétation des citoyen·ne·s, des amateurs, des élèves, mettant à profit les capacités cognitives individuelles (décrypter un manuscrit ancien, catégoriser un astre), l'intelligence collective du groupe (faire émerger de nouvelles catégories), ou plus simplement la force du nombre (observer des espèces sauvages). Certains de ces projets adoptent une démarche plus inclusive encore d'échange et de partage de connaissances en impliquant des communautés de savoirs constituées hors du monde académique dans toutes les phases de la recherche.

Le projet FabPart Lab a été initié au sein du Labex *Les passés dans le présent* pour soutenir de telles approches participatives dans les études patrimoniales et mémorielles pour lesquelles les dynamiques contributives et collaboratives présentent un intérêt particulier.

En effet, ces dynamiques sont déjà à l'œuvre depuis plus d'une décennie dans les institutions culturelles qui ont ainsi exploré le rôle que pouvait jouer le numérique dans leurs activités de médiation et valorisation. En 2012, le rapport Chevrefils-Desbiolles décrivait « les mutations profondes que connaissent, avec l'essor de la culture numérique et de l'internet, les conditions d'accès à la culture, mais aussi les pratiques artistiques et culturelles notamment des ama-

teurs ». De même, le ministère de la Culture a défini la « recherche culturelle participative » comme priorité dans sa stratégie de recherche (2017-2021) et a lancé en 2019 le réseau Particip-Arc pour fédérer les acteurs culturels intéressés aux recherches et sciences participatives.

En lien avec ces mouvements sociétaux, les questions de la médiation et de la valorisation et plus récemment celles de la participation sont devenues centrales dans les études académiques sur les patrimoines et les mémoires. Des chercheur·e·s de différentes disciplines (archéologie, anthropologie, philosophie, etc.) ont attiré l'attention sur de nouveaux enjeux liés à leurs terrains d'études : la création d'archives citoyennes ; le développement de plateformes contributives (*crowdsourcing*, folksonomies, etc.) ; l'expérimentation d'outils de médiation numérique (réalité virtuelle, réalité augmentée, réseaux sociaux, etc.) ; la valorisation et l'ouverture de jeux des données culturelles, etc.

Cependant, les laboratoires ont souvent du mal à faire face à ces enjeux car leur gestion nécessite d'adopter une approche interdisciplinaire qui prenne également en compte les aspects sociaux, politiques, communicationnels, technologiques, juridiques et éthiques soulevés par la mise en place de projets de participation, de valorisation et de médiation numérique des mémoires et patrimoines. Par ailleurs, quand d'excellents projets sont réalisés, leur valorisation et pérennisation s'avèrent également difficiles au-delà des financements alloués par les organismes subventionnaires.

C'est en partie pour répondre à ce constat que le projet Fab-Part Lab, auquel est dédié ce texte, a été imaginé. Comment accompagner les projets dans cette recherche participative ? Comment penser la valorisation numérique dès le début d'un projet ? Quels besoins et quelles difficultés a dû adres-

ser le FabPart Lab ? Et finalement comment *faire lab* dans un écosystème universitaire encore très balisé ?

Ce texte revient sur ces deux années d'expérience du FabPart Lab, à travers les actions menées et les défis que nous avons tenté de relever. À partir de ce retour de terrain, il interroge plus globalement la nouvelle manière de faire recherche dans et avec *les labs* et il explore les défis scientifiques et techniques générés par les interactions inédites entre recherche et accompagnement à la recherche qui animent ces nouveaux espaces d'incubation.

Le FabPart Lab : une mission d'incubation de la recherche

Le projet FabPart Lab a eu pour vocation première de créer, au sein du Labex *Les passés dans le présent*, un lieu physique et virtuel, un *lab*, d'échange et d'expérimentation autour de la participation, de la médiation et de la valorisation numérique des mémoires et des patrimoines. Il s'agissait, d'un côté, d'élargir le potentiel d'innovation du Labex dans ce secteur par le partage de pratiques et par l'incubation de nouveaux projets, et de l'autre, de créer une réflexion collective autour des enjeux scientifiques liés à ces nouvelles pratiques.

Plusieurs actions et initiatives ont ainsi été conçues et réalisées pour répondre à ces objectifs. Afin d'identifier précisément les besoins des chercheur·e·s, une série d'entretiens ont d'abord été menés avec les porteurs de projets soutenus par le Labex et susceptibles de déployer une dimension contributive et/ou participative. Ces entretiens ont fait ressortir plusieurs axes d'intervention récurrents :

1. l'accompagnement dans la conception de protocoles participatifs ou contributifs ;

2. l'accompagnement dans la modélisation ou la *mise en données* des objets et des problématiques de recherche ;
3. un soutien technique et méthodologique dans le choix et la mise en œuvre d'outils numériques de modélisation, structuration et valorisation des données de la recherche ;
4. un soutien technique et méthodologique dans la gestion collaborative des projets et des données.

Sans les détailler ici, des axes spécifiques à chaque projet ont par ailleurs été identifiés et parfois travaillés avec les équipes de projet.

Une fois ce prisme établi, le FabPart Lab a pu se structurer autour d'initiatives communes et d'actions spécifiques pour répondre aux besoins exprimés et pour fédérer les acteur·rice·s au sein d'un réseau de chercheur·e·s et praticien·ne·s au niveau local au sein de l'Université Paris Nanterre.

Un premier axe de travail a consisté dans l'organisation d'une série d'ateliers théoriques, pratiques et thématiques qui ont permis de générer des ressources et des connaissances sur un spectre diversifié d'expériences et de méthodologies : retours d'expérience de projets participatifs, méthodologie de l'entretien et de l'analyse chronothématique, présentation et prise en main de la boîte à outils du projet ModOAP²⁴, présentation des outils et corpus de l'INAthèque, méthode et outil de documentation de terrains de recherche, etc.

24. Mené par Julien Schuh, le projet ModOAP (Modèles et Outils d'Apprentissage Profond) a mis en œuvre des outils « clé en main » sous forme de *notebooks* implémentant des méthodes de *machine* et *deep learning* dédiés aux travaux de recherche sur les archives et les contenus patrimoniaux.

Les séances en visioconférence, puis en hybride ont donné lieu à des enregistrements et à une prise de notes collaborative. Ces nouvelles ressources ont fait l'objet d'un dépôt institutionnel sur l'entrepôt de données Nakala²⁵, et rééditorialisées sur le site du FabPart Lab dans une section Ressources dédiées²⁶. L'objectif de ces actions était de créer une base de connaissances partagées autour des enjeux du projet.

Le FabPart Lab a par ailleurs développé une offre de soutien aux projets de recherche, selon différentes modalités de suivi et d'assistance : *permanence*, *sprint*, *collaboration*, *accompagnement*. Ces actions reflètent une gradation dans l'investissement du FabPart Lab, de la réponse à une simple question technique ou méthodologique (*permanence*), jusqu'à la mise en œuvre d'une série d'ateliers dédiés à un projet (*accompagnement*), en passant par l'organisation d'une session de co-conception pour initier une dynamique collaborative au sein d'une équipe (*collaboration*).

Par ce biais, le projet a accompagné plusieurs projets du Labex dans la mise en données de leurs objets de recherche et dans certaines démarches participatives ou collaboratives. C'est par exemple le cas du projet TAPLA autour des terrains d'aventure pour lequel le FabPart Lab est intervenu afin d'accompagner les chercheur·e·s dans l'identification d'une solution cartographique en ligne avec des objectifs de valorisation et d'ouverture numériques. De manière similaire, le FabPart Lab a assisté le projet FESMAN, dédié au Festival mondial des arts nègres, Dakar 1966, pour identifier une solution d'organisation en ligne de ressources ouvertes et pérennes, mais aussi adaptées à la littératie numérique des membres du projet.

25. Une collection publique Nakala rassemble ces ressources.

26. Voir sur le site du FabPart Lab.

Enfin, sur le plan scientifique, le projet a initié une journée d'étude sur la thématique de l'écriture collective des objets patrimoniaux et mémoriels, questionnant les processus d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation, les modes de gouvernance adoptés par ces communautés d'écriture, et enfin la littératie numérique qui se dessine à partir de ces pratiques d'écritures, témoignant d'un régime de savoir avec lequel les institutions doivent désormais compter. Cette journée a abouti à la publication d'un ouvrage collectif composé de quatorze contributions couvrant différents aspects et domaines de la production mémorielle et patrimoniale²⁷. Adoptant une approche alternative de l'édition scientifique, nous avons mis en place pour cet ouvrage un protocole collectif d'écriture et de relecture par les pairs. Les contributeurs et contributrices se sont ainsi constitué·e·s en comité scientifique menant des lectures et annotations croisées grâce à l'édition ouverte et continue des textes édités et publiés sur un espace de travail. Cette expérience collaborative se veut une preuve de concept des méthodes alternatives que le FabPart Lab avait vocation à développer au sein des équipes de recherche. Elle illustre bien finalement le type de protocoles qui peuvent être introduits dans les projets pour « faire science autrement ».

Les défis d'un lab : problématiser les données entre recherche et ingénierie

L'expérience du FabPart Lab permet de réfléchir plus largement aux défis rencontrés par les labs, c'est-à-dire des structures et entités créées récemment au sein des universités, des institutions de recherche ou des institutions cultu-

27. L'ouvrage *Communautés et pratiques d'écritures des patrimoines et des mémoires*, sous la direction de Nicolas Sauret et de Marta Severo, est paru en janvier 2024 aux Presses universitaires de Paris Nanterre, dans la collection « Intelligences numériques ».

relles pour tenter de répondre aux besoins croissants des chercheur·e·s dans les différentes disciplines en sciences humaines et sociales en termes de gestion et de valorisation des données de la recherche. Ces initiatives (DH lab, média lab, etc.) accompagnent les équipes de recherche dans leurs projets pour s'approprier les méthodologies numériques de traitement, d'analyse et d'éditorialisation de ces données. Elles se confrontent dans cette tâche à plusieurs difficultés que nous avons nous-mêmes rencontrées dans le cadre du FabPart Lab.

La vision poursuivie par le FabPart Lab doit être remise dans le contexte et dans la nature même du FabPart Lab, à savoir celle d'un projet et non d'une structure, de surcroît aux ressources et à la temporalité très limitées. Or une telle initiative ne peut porter ses fruits qu'avec un fort soutien institutionnel, mobilisant des ressources plus pérennes et s'inscrivant dans la durée. L'expérience du FabPart Lab a ainsi réussi à générer une certaine dynamique auprès d'un cercle restreint pour l'accompagnement et d'un collectif distendu pour les ateliers théoriques et pratiques. L'ingrédient manquant pour consolider et créer du lien relève sans doute d'un ancrage dans un lieu physique dédié, bien identifié et surtout ouvert à la communauté universitaire.

Concernant l'accompagnement, le projet FabPart Lab avait pour objectif la facilitation de dynamiques participatives et collaboratives au sein des projets du Labex. Or, si plusieurs projets du Labex ont effectivement été accompagnés, soit ponctuellement, soit dans la durée, le projet n'a pas su insuffler suffisamment la dynamique espérée en termes de méthodes collaboratives et participatives au sein des projets. Les projets se sont montrés en premier lieu soucieux de valoriser leurs objets de recherche dans l'espace numérique. Or nous avons pu observer le manque de littératie numérique, tant sur la modélisation que sur les méthodes

de traitement des données et leur éditorialisation. Les accompagnements du Lab se sont ainsi positionnés au mieux pour répondre plus spécifiquement à la mise en données des corpus, à la modélisation sémantique des données et à la publication en ligne des bases de données implémentées. Ce retour d'expérience pose également la question du rôle et du statut de l'ingénierie de recherche dans les projets. Les échanges que le FabPart Lab a pu avoir avec certains projets révèlent en effet ce paradoxe pour les chercheur·e·s de tenir la chose technique à distance, reléguée à son statut de *moyen*, alors même que leurs travaux de recherche en dépendent entièrement. De fait, les différentes étapes de la mise en données des objets de recherche montrent bien à quel point la modélisation et son implémentation sont des questions éminemment scientifiques, voire disciplinaires. À l'heure où les connaissances (et les données de la recherche) sont produites et circulent dans l'espace numérique, les chercheur·e·s ne devraient plus déléguer les aspects « techniques » de leurs travaux, mais bien les incorporer comme des compétences disciplinaires afin de saisir les enjeux scientifiques de la matérialité technique et méthodologique, et de maîtriser ainsi les résultats de leur travaux. Par ailleurs, ce constat met en évidence la tension entre *faire* et *transmettre*, dessinant un gradient dans lequel chaque lab doit se positionner selon sa mission et ses ressources. Entre l'approche *faire à la place* et l'approche *autonomiser*, il est possible de déployer une diversité progressive d'actions : *faire avec, faire et documenter, orienter, conseiller, sensibiliser, former*, etc. Cela suppose d'intégrer ou de faire appel à des compétences spécifiques en pédagogie et en documentation, qui ne sont pas nécessairement celles des ingénieur·e·s. De surcroît, le verrou le plus épineux sur le plan méthodologique réside dans l'articulation entre l'objet scientifique et son implémentation technique. Entre l'ingénieur·e et le ou la cher-

cheur·e, une communication particulière doit se mettre en place, relevant de la pédagogie mutuelle pour les méthodes et les problématiques sous-jacentes à chaque pratique. Selon les connaissances de l'un·e ou l'autre, le chemin à parcourir sera plus ou moins long, plus ou moins équidistant. Le FabPart Lab a rapidement été confronté à cette tension pour laquelle nous avons adopté une stratégie diversifiée de sensibilisation et de formation. Pour les projets accompagnés, nous nous sommes résolus à *faire avec*, avec des résultats mitigés en terme d'autonomisation.

Outre l'aspect technique des outils, l'autonomie se joue en particulier sur la mise en données des objets scientifiques. Les équipes accompagnées peinent à problématiser la mise en données de leurs objets, c'est-à-dire à traduire et à transposer leurs problématiques scientifiques dans le processus de modélisation et d'implémentation de leurs données. Pourquoi caractérise-t-on une donnée? Comment cette donnée s'articule-t-elle avec les autres? Qu'est-ce qu'elle vient questionner sur le plan scientifique? Certain·e·s chercheur·e·s considèrent la donnée de recherche selon sa dimension technique et matérielle, isolée, sans lien avec l'objet de recherche. Nativement numérique, ou encodée dans un format numérique, la donnée devient pour eux-elles *inconcevable*. Elle échappe à leur maîtrise, et le lien à la problématique de recherche est coupé. Problématiser la donnée permet alors de ramener ce travail de mise en données à sa dimension scientifique et non simplement technique.

Il nous semble aujourd'hui essentiel de mettre cette autonomisation des chercheur·e·s dans la gestion scientifique de leurs données au cœur de la mission des labs. L'autonomie nécessite bien entendu des compétences spécifiques liées aux modèles et aux outils qui les implémentent. Mais elle réside aussi dans une culture numérique plus générale qui n'existe pas encore dans certaines disciplines, peut-être en-

core trop confiantes de pouvoir se reposer sur le corps ingénieur pourtant structurellement intérimaire dans les projets ou dans les équipes.

Pour les labs, la complexité d'une telle mission réside dans la grande disparité de littératie et de compétences numériques. Les formations universitaires devraient nécessairement intégrer un socle méthodologique et technique plus solide pour les disciplines qui aujourd'hui aspirent au numérique, pour que les chercheur·e·s ne soient pas déposés·e·s de leur premier matériau de recherche.

Conclusion

Le projet FabPart Lab s'est arrêté en août 2022 après deux années d'activité. Au sein de l'Université Paris Nanterre, la cellule AgoraNum a pris le relais avec une structure plus pérenne et une mission élargie à la pédagogie et à la recherche. Avant de conclure le projet, nous avons souhaité rouvrir des possibles en rassemblant, en mai 2022 et pour la première fois, plusieurs labs actifs dans le champs des humanités numériques. Sous forme d'atelier de travail dans le cadre du colloque Humanistica 2022, la rencontre « Comment accompagner les humanités numériques? Les défis des labs » a été l'occasion d'échanger sur les difficultés opérationnelles et institutionnelles des labs, des unités de services et autre cellules de soutien à la recherche. Plusieurs axes de discussion ont été identifiés en amont de la rencontre, tels que la mutualisation des ressources, l'espace et la temporalité de l'accompagnement, l'articulation aux infrastructures nationales et locales de recherche, l'ancrage institutionnel ou encore la littératie numérique. Il s'agissait d'initier en particulier un réseau d'acteur·rice·s et de structures émergentes partageant la même problématique de consolider leur présence au sein de leur institution de

tutelle et auprès des disciplines encore peu outillées méthodologiquement face au numérique.

Lors de cette rencontre, les acteurs et actrices de chaque lab représenté ont exprimé des difficultés convergentes avec celles que nous avons observé. L'un des points soulevé vient illustrer la question de la littératie numérique. Benjamin Ooghe-Tabanou (médialab de Sciences Po) note cet écart entre la demande initiale des équipes venant chercher un support, et les réalisations effectives permises par le lab. Exemple d'une situation régulièrement vécue et dont nous avons fait également l'expérience au sein du FabPart Lab : une équipe souhaite réaliser « une visualisation », mais se trouve finalement accompagnée pour procéder à une collecte et à une mise en données. Une telle divergence illustre le manque de compréhension de certaines équipes dans la chaîne méthodologique de traitement des données de la recherche. Valérie Julliard (CERES - Sorbonne Université) suggère à ce propos que la découverte et l'expérimentation de nouvelles méthodologies présente une valeur heuristique très précieuse lorsque les chercheur·e·s s'en emparent. La confrontation à la collecte, à l'encodage ou au traitement de données numériques fait émerger des problématiques de recherche inédites pour les chercheur·e·s. Plusieurs participant·e·s ont par ailleurs fait remonter le caractère essentiel de la traduction, au cœur de la relation entre corps de métiers. Nous évoquions précédemment la nécessité de combler l'écart entre le fait scientifique et le fait technique. Or la figure du designer se révèle comme un passeur idéal, dont les compétences communicationnelles jouent un rôle facilitateur dans le processus d'accompagnement.

Sans pouvoir transcrire ici toutes les thématiques abordées, notons que les participant·e·s ont conclu sur la nécessité pour les labs de faire réseau et de mutualiser certaines ressources afin de mieux appréhender la diversité et la com-

plexité des problématiques soulevées par les chercheur·e·s. Les problématiques soulevées lors de cette journée constituent un cadre de réflexion important pour structurer les actions à mener au sein des labs, et pour mieux assurer une position institutionnelle à la fois essentielle mais pas encore acquise.

Brian Chauvel (PUD²⁸ Paris Nanterre) notait que de tels réseaux métiers existent déjà sur la thématique des données de la recherche ou sur les outils et les méthodes numériques. Pour autant, sur le modèle des humanités numériques, les labs ont vocation à mieux articuler la question scientifique et la question technique. À la fois incubateurs, passeurs et indicateurs de l'innovation scientifique, les labs élargissent aujourd'hui cette dynamique initiée par le champ des humanités numériques vers les communautés de recherche en sciences humaines et sociales (SHS) encore balbutiantes sur les problématiques de littératie numérique et d'ouverture de la recherche. Les labs sont ainsi l'opportunité de structurer et de pérenniser le sillon tracé par la communauté des humanités numériques, à condition de poursuivre cet esprit de partage qui la caractérise.

28. Plateforme universitaire de données.

Forces et limites de la « gouvernementalité » par les plateformes collaboratives

Le projet « Bulliot, Bibracte et moi »

Jean-Pierre Girard

Introduction

Le projet collaboratif Bulliot, Bibracte et moi²⁹ s'est déroulé de septembre 2019 à juin 2021, en très grande partie au plus fort de la pandémie du COVID-19.

L'engagement pris était de transcrire l'intégralité des carnets de fouille de Jacques-Gabriel Bulliot – premier véritable archéologue du site gaulois de Bibracte sur le mont Beuvray, de 1867 à 1895 – grâce à un dispositif associant intelligence artificielle et science participative, afin de publier cette transcription, en une version augmentée par des liens sémantiques, dans la bibliothèque numérique Persée. Les carnets de J.-G. Bulliot représentent 808 pages en onze volumes, soit de 700 à 750 pages réelles (en tenant compte des pages vierges, pages de titre, etc.), à transcrire, relire et corriger par les participants. Compte tenu des trois phases de relectures successives, ce sont, au total, plus de 2 600 pages manuscrites qui ont ainsi été scrutées par une « *team* Bulliot » d'une quinzaine de personnes.

Cet article n'est pas une réflexion épistémologique sur le processus mis en œuvre pour mener à bien ce projet mais, plus modestement, un compte-rendu de cette expérimentation de science participative sous l'angle de l'expérience utilisateur, en contexte multi-plateformes.

29. Grousset, Jean-Robert *et al.*. 2021. *Bulliot, Bibracte et moi*. Étude-action (rapport scientifique) remis au ministère de la Culture à l'issue du projet. Télécharger le PDF.

Ce que font les plateformes et ce qu'elles ne font pas

À l'issue d'un atelier liminaire avec les participants, une « chaîne d'information » a été construite; la plateforme de reconnaissance d'écriture manuscrite Transkribus (en amont) et la plateforme de diffusion scientifique Perséide (en aval) ont été articulées avec trois outils choisis pour leur simplicité et leur souplesse d'usage :

- Slack, plateforme de messagerie augmentée;
- DropBox, plateforme de partage de documents dans le « cloud »;
- Hypotheses.org, plateforme de blogs scientifiques et de carnets de recherche.

Transkribus

La plateforme Transkribus (accessible à travers une application ou à travers un navigateur sous forme de webApp) offre (et formate) un environnement de travail complet : transcription manuelle page à page de textes manuscrits depuis des scans de pages téléchargés sur la plateforme puis traités automatiquement pour en isoler les lignes de texte sur le texte transcrit (les balises étant pour partie configurables); export du résultat via une palette de formats³⁰. Le tout est opéré à travers une interface dense dont le projet a prouvé qu'elle reste maîtrisable par tout un chacun.

Le *processus de transcription* est de *facto* très contrôlé par l'enchaînement logique des opérations, tel qu'il est imposé par les règles de fonctionnement de l'algorithme HTR, d'une part, et l'interface de la plateforme qui le sert, d'autre part. Néanmoins, l'*organisation du travail* (collectif ou individuel,

30. Mülberger, Guenter *et al.* (2019). « Transforming scholarship in the archives through handwritten text recognition : Transkribus as a case study ». *Journal of Documentation*, 75/ 5, p. 954-976.

selon quel rythme, avec quelles balises, selon quelle(s) norme(s) de correction, etc.) a été totalement négocié avec les participants lors des premiers ateliers du projet; elle a donc pu être affranchie du déterminisme technologique qui semblait prévaloir au premier abord.

Slack associée à DropBox

La messagerie Slack permet la thématization des échanges, l'enrichissement des messages avec des pièces jointes, liens internet, emojis, etc., la gestion personnalisée des alertes, la possibilité de messages directs. Elle a structuré le lien direct entre tous les participants fidélisés (douze à quatorze personnes) et avec l'équipe d'animation du projet (deux personnes). DropBox a servi à stocker des documents, principalement méthodologiques, utiles à la transcription et au groupe de pilotage (les transcriptions elles-mêmes restant stockées sur Transkribus et étant sauvegardées par ailleurs, sur des disques externes).

Comme toute messagerie, Slack ne vaut que pour ce que ses utilisateurs en font; en l'occurrence, le projet a expérimenté deux temps bien distincts : avant la pandémie et pendant. Les événements ont donc produit les conditions d'un test *in vivo* de la robustesse du dispositif collectif mis en place.

Au 15 mars 2020 (premier jour du premier confinement), la jauge minimale du jeu d'essai nécessaire à Transkribus (24 500 mots soit trois carnets sur onze) était déjà constituée et une première version du moteur d'IA avait pu être produite. Les participants ont alors choisi d'organiser la correction en micro-groupes pratiquant des relectures croisées entre pairs plutôt proches géographiquement les uns des autres, pour permettre éventuellement des échanges directs; la communauté dans son ensemble s'est tenue en appui de chaque participant via l'usage quotidien des outils sociaux et via des ateliers virtuels numériques. Pour ceux-ci, la solution proposée a été d'organiser, non pas des visio-

conférences, mais une combinaison de Slack, de DropBox et de ressources accessibles en ligne³¹.

Cette solution s'est révélée, à l'usage, très efficace et plus productive que la visioconférence.

Cette dynamique humaine supportée par la technique a contribué à forger un esprit de groupe et a, sans nul doute, permis au projet de rester en ligne avec le calendrier prévu, en tirant profit de la désormais très forte diffusion des ordinateurs personnels et de la formation spontanée à la « littératie » numérique qu'elle avait provoquée ou accompagnée.

Hypotheses.org

La plateforme héberge le carnet de recherche du projet ; ce dernier est à la fois un centre éditorialisé d'informations pour la communauté (bilans d'usage, tutoriels, comptes-rendus de conférence à destination d'autres communautés de transcripteurs, documents d'organisation du projet) et une chambre d'écho pour ses réalisations³².

Pour aller au-delà de la conversation scientifique traditionnelle entre pairs académiques, des extraits de transcription, assortis d'un véritable appareil critique, y ont été régulièrement publiés. Leurs auteurs sont exclusivement des participants « amateurs » du groupe et ont signé leurs articles ; ils sont ainsi *de facto* élevés au rang de scientifiques à part entière.

Persée

Nouveau format de la bibliothèque numérique Persée, une Perséide propose un accès unique à un corpus de docu-

31. Chassignet, Philippe et Emmanuelle Perrin. 2020. « L'animation virtuelle du projet participatif Bulliot, Bibracte et moi... (BBM) : outils, pratiques, bilans ». Enregistrement du webinaire Partecip-Arc du 7 juillet 2020.

32. Carnet de recherche du projet « Bulliot, Bibracte et moi ».

ments aujourd'hui dispersés et offrent des fonctionnalités de navigation et de recherche intégrées (interrogation du plein texte et des métadonnées des documents avec croisement des résultats de recherche) qui autorisent la mise en relation sémantique des sources réunies. Concernant les carnets manuscrits de Bibracte, la « Perséide Bulliot ³³ » permet la mise à disposition du texte transcrit sous une forme structuré et indexée; elle sera rapidement augmentée de liens directs vers les publications parues à l'époque et certaines publications modernes. C'est la dimension « aval » du projet.

Encore faut-il, pour que ces fonctionnalités donnent leur pleine mesure, que l'indexation, donc le repérage topologique et la pertinence (précision descriptive, cohérence de sens) des métadonnées soient pleinement assurés en amont. Or, la pose des balises revient entièrement aux « préparateurs de copie » qu'ont aussi été, dans le projet, les participants amateurs. Leur travail sera sans doute complété à terme par l'usage d'outils sophistiqués de fouille de texte (par Persée et/ou Archéorient et Bibracte) mais, lors de la mise en ligne, ce sont bien les balises directement issues du travail collaboratif – sans correction par les scientifiques – qui permettront à la plateforme d'établir les liens sémantiques entre les documents.

Liberté des contributeurs *versus* domination par la technique

Du point de vue d'Archéorient et de Bibracte, l'enjeu du projet était de permettre une expérience collective d'usage des archives archéologiques et non d'organiser une simple récolte de données. La démonstration la plus claire de la difficulté à « gouverner » un tel projet collaboratif, pour

33. Mise en ligne à l'été 2024.

une plateforme qui le supporte, est paradoxalement fournie par celle qui, au premier abord, paraît la plus contraignante pour ses utilisateurs : Transkribus.

Faciliter ou diriger? Quel optimum pour une plateforme?

Cette application est d'abord pensée (et très majoritairement utilisée) pour un usage individuel ou dans le cadre d'une petite équipe de recherche. Or, la « *team* Bulliot » a pu la détourner vers une tout autre organisation. La raison en est la nature *communautaire* de toute plateforme, qu'elle soit gratuite ou payante.

Transkribus s'inscrit ainsi dans une sorte de marché « biface » : les utilisateurs (les transcripteurs) ne sont pas les payeurs (leurs institutions de rattachement), ce qui, sous une autre forme, est aussi une caractéristique de Slack (la gratuité pour la plupart est « payée » par les abonnements « premium » de quelques-uns). Leur vocation commune est d'agréger le plus grand nombre possible d'utilisateurs autour d'un service spécialisé, dans des conditions optimales pour *chacun*. Ceci suppose de limiter les contraintes d'usage au niveau minimum nécessaire pour garantir la qualité du service, c'est-à-dire privilégier l'expérience utilisateur : « faciliter » et non diriger.

À ce stade, il faut noter que Transkribus est une plateforme en transition : intégralement gratuit jusqu'en 2021 (son coût était supporté par un projet de recherche européen), le service est désormais commercialisé via une coopérative et une tarification différenciée (abonnement modeste pour les projets de transcription scientifique). Certains de ses clients se positionnent eux-mêmes en relais de commercialisation, en intégrant les fonctionnalités de transcription dans un package de prestations proposées à des institutions (archives municipales ou nationales, etc.). Dans ce nou-

veau cadre, les fonctionnalités sont élargies à des modules de gestion de projet plus sophistiqués qui permettent d'intégrer des milliers de contributeurs (voir par exemple cette application); à cette échelle, la liberté d'action de ces derniers (cf. ci-après) n'est plus guère soutenable et il s'agira bien de « diriger » : si la fluidité de l'expérience utilisateur peut rester un objectif pertinent pour le *design* de l'application, elle s'entend ici sous réserve de ce qu'impose le modèle économique choisi et la nécessaire efficacité du processus global pour l'acheteur final.

Science participative et liberté d'action des contributeurs

Les participants (et non le musée ni les institutions) ont donc été considérés comme le véritable cœur du projet « Bulliot », d'où l'adoption de quelques principes nourris des enseignements tirés de l'expérience accumulée en science participative³⁴ :

- nouer une relation de pair à pair à l'intérieur du projet;
- négocier étape par étape les objectifs à atteindre;
- s'appuyer sur les motivations et sur les *expertises profanes* de chacun;
- co-construire avec les participants les modalités opérationnelles de leur participation.

Cependant, du point de vue des participants, il est apparu que le projet était l'occasion d'établir « une relation avec un objet scientifique plus que la production » d'un corpus nouveau à étudier³⁵. Cette relation s'épanouira d'au-

34. Bernard, Loup *et al.*. 2019. *Recherche culturelle et sciences participatives PARTICIP-ARC*, Muséum national d'histoire naturelle.

35. Grousset, Jean-Robert *et al.*. 2021. *Bulliot, Bibracte et moi*. Étude-action (rapport scientifique) remis au ministère de la Culture à l'issue du projet. Télécharger le PDF.

tant plus qu'elle résonnera avec les aspirations personnelles, ce que traduira la négociation et la co-construction des objectifs, modalités d'action, etc., avec des volontaires toujours libres de participer ou non. Dans cette négociation s'inscrivent donc nécessairement les modalités concrètes d'usage des plateformes de travail choisies (ou imposée dans le cas de Transkribus) pour supporter le projet.

Co-construction

Il appartiendra donc à la communauté ou à son animateur d'imaginer et de proposer des arbitrages (et/ou des solutions techniques ou organisationnelles) pour qu'à chaque stade du projet, la valeur que le groupe considère comme essentielle (confort, efficacité, rapidité, qualité scientifique, ré-assurance individuelle, etc.) soit servie par un *modus operandi* adapté aux fonctionnalités proposées par la plateforme. Celle-ci et l'animateur ont partie liée : *agréger* (les participants) exige de *faciliter* (leur action), donc d'articuler tout ou seulement partie du fonctionnement technique collectif à la libre motivation de chacun. C'est le prix d'une véritable co-construction et de la pérennité.

Conclusion

Le plaisir de participer et les affects mobilisés ou réactivés par la participation sont les moteurs individuels de l'implication dans un projet de science participative³⁶. La qualité de l'expérience utilisateur des plateformes supports en est un ingrédient essentiel : c'est elle qui encadre la pratique

36. Grousset, Jean-Robert *et al.*. 2022. « Transcrire, traduire ou vivre l'Histoire en train de s'écrire ? Regards sur la transcription collaborative d'une archive archéologique », *Valorisations et appropriations numériques des patrimoines et des mémoires. Communautés et pratiques d'écritures*. Presses Universitaires de Paris Nanterre.

concrète des volontaires et maintient, renforce ou dilue leur motivation.

Entre l'efficacité des fonctionnalités des plateformes et la « liberté d'aller et venir » des participants, la pérennité du projet collaboratif exige que la balance penche du côté de la liberté d'appréciation du contributeur. Choisir de s'appuyer sur telle ou telle plateforme ne suffit donc pas ; les conditions pratiques de leur usage par les volontaires (le scénario pas-à-pas de l'action) font partie intégrante de la co-construction du dispositif avec eux.

De la pérennité du modèle biface de l'internet des plateformes et de la souplesse d'usage qu'elle induit dépend donc, pour partie, cette « mise en capacité » des projets financièrement les plus modestes et, à travers eux, de leurs contributeurs.

Archives de Saint-Brieuc

Changer de sujet. Ce que les droits culturels f(er)ont aux sciences participatives du patrimoine

Yolaine Coutentin

Introduction

Le titre de mon article est un emprunt assumé à celui de Philippe Teillet : « Ce que les droits culturels f(er)ont aux politiques culturelles » paru dans *L'Observatoire, la revue des politiques culturelles*, en 2017. Ma réflexion sur l'apport du contributif aux sciences participatives se situe en effet dans le cadre du service Archives et patrimoine de la ville de Saint-Brieuc que je dirige et dont l'action se place dans le champs des politiques culturelles publiques. Pourtant, les expériences de sciences collaboratives menées dans le service semblent impacter davantage la création du savoir que la réflexion sur la démocratie culturelle dans la collectivité. Tous les deux proposent un changement de sujet c'est-à-dire une place nouvelle accordée aux citoyens. Mais les droits culturels ont une finalité politique alors que les sciences contributives ont un objectif de recherche de résultat.

Droits culturels et politique culturelle publique

Les droits culturels, malgré leur nom, ne doivent pas être circonscrits au seul domaine juridique. Comme les droits de l'homme dont ils sont une déclinaison, leur objectif est politique, sociétal et philosophique. Ils se basent sur la définition de la culture de l'UNESCO énoncés lors de la conférence de Mexico en 1982 dans laquelle la culture est considérée comme ce qui caractérise une société.

Cette définition sous-tend qu'un groupe humain, privé brusquement d'État et donc de politique publique, cultu-

relle ou autre, (ré)inventerait la musique, les récits, aussi bien mémoriels que fictionnels, la curiosité du monde qui l'entoure, etc. La culture préexiste aux politiques culturelles.

En France, les politiques culturelles publiques sont largement cadrées par la pensée de Malraux telle qu'elle transparaît dans le décret n° 59-889 du 24 juillet 1959 portant organisation du ministère chargé des Affaires culturelles :

Le ministère chargé des Affaires culturelles a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français; d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent.

La culture, en France, est définie comme étant la mission, l'objet, d'un ministère. C'est l'État centralisé ici qui est le sujet de l'action culturelle, non les citoyens, pas plus que des instances fédérales ou régionales. Dans les pays fédéraux ou ceux, comme l'Espagne, qui sont dotés d'instances régionales fortes, la pluralité des points de vue inscrite dans la structure institutionnelle modifie *de facto* le paradigme.

La décentralisation, engagée en France depuis 1983, aurait-elle changé la donne et permis une plus grande prise en compte des droits culturels dans les politiques culturelles publiques qui s'écrivent désormais au pluriel? Les droits culturels sont inscrits dans la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) depuis 2015 et sont donc censés être appliqués par les collectivités territoriales. À Saint-Brieuc, les dernières élections municipales ont amené au pouvoir une équipe soucieuse de porter un projet de démocratie permanente mais la charte de la démocratie permanente adoptée en conseil municipal 4 avril 2022 ne cite pas du tout les droits culturels.

« Qu'est ce je peux faire pour vous ? » : bien commun et intérêts particuliers

Si les expériences menées par les Archives de Saint-Brieuc n'ont donc pas été impulsées par une politique publique locale volontariste, quels sont les mécanismes à l'origine de la mise en place de sciences participatives dans ce service ? La réouverture du service des Archives, en 2001, s'était accompagnée de propositions d'animations culturelles comme des conférences et des cours de paléographie. À la fin d'un de ces derniers, un érudit local habitué des Archives nous a expliqué qu'il trouvait la démarche très intéressante mais que cela ne résolvait pas son problème, à savoir qu'il avait un document, issu du fonds des Archives départementales, qu'il n'arrivait pas à lire et que cela le bloquait dans l'article qu'il souhaitait rédiger. Nous avons décidé de créer un club de paléographie dont le fonctionnement était collaboratif : chacun pouvait apporter, ou non, un document à transcrire et tout le monde s'employait à résoudre les problèmes paléographiques. C'est de cette logique que sont nés ensuite les premiers projets collaboratifs auxquels les plateformes d'internet ont donné une plus grande audience. Ce sont les citoyens, futurs collaborateurs potentiels, qui choisissent les fonds qu'ils souhaitent traiter et les traitements qu'ils souhaitent opérer. Pour autant, est-ce que les droits culturels impliquent de laisser aux citoyens seuls les clés de la recherche scientifique ? Le risque serait alors que le bien commun soit confisqué au profit d'intérêts particuliers. Dans son guide pratique « Actions », l'Agenda 21 de la culture place en premier titre les droits culturels. Il y est stipulé que :

les droits culturels sont incompatibles avec les discours donnant une lecture figée de la culture ou de l'identité en les réduisant à des expressions simplistes et popu-

listes, qui déforment l'histoire et limitent les libertés. L'identité prédéfinie n'est plus une condition préalable régulatrice pour réguler notre existence commune. De nos jours, sa construction est devenue un facteur fondamental d'un projet collectif. Alors qu'elle n'était qu'un point de départ, l'identité est désormais devenue un processus négociable.

Le processus de négociation et d'élargissement permanent qui est la base des droits culturels exclut que des intérêts particuliers, sectaires et populistes ou bien simplement privés et individuels prévalent. C'est là précisément le rôle que doit jouer le professionnel de la culture comme l'instance scientifique, chef d'orchestre et non plus « tout-sachant ». Dans les projets portés par les Archives municipales, la validation de l'archiviste, représentant d'une instance politique légitimement élue, intervient après négociation avec les citoyens-contributeurs.

Le « qu'est-ce que je peux faire pour vous ? » est bien à la base de nos projets, le « vous » étant le collectif, le bénéficiaire commun.

Si on analyse les différents projets portés par les Archives, on s'aperçoit tout d'abord que la question du support technique est pour nous secondaire et tributaire du choix des contributeurs, même s'il peut parfois être un catalyseur d'action.

Pour le projet de la correspondance de Jean-Louis Bagot, maire puis député au moment de la Révolution, Wikisource, jugé trop complexe à s'approprier, a été écarté par les contributeurs au profit de Transkribus. Développé par l'université d'Innsbruck, Transkribus est un logiciel d'aide à la transcription qui permet une édition en TEI (*Text Encoding Initiative*) du texte et des indexations.

Il propose un certain nombre de tâches automatisées comme la reconnaissance des zones de texte et des lignes

qui serviront ensuite de support à la transcription. Sur des textes manuscrits comme les délibérations de la communauté de ville de la fin du XVIII^e siècle, cette automatisation n'est pas probante car le logiciel ne distingue pas, par exemple, les lignes de la marge de celles du texte principal. À la demande d'un des contributeurs, une tentative d'automatisation de la transcription des courriers de Jean-Louis Bagot a été réalisée, sans grand succès. La méthode consistait à envoyer à l'équipe de Transkribus un extrait du fonds avec sa transcription afin d'entraîner le logiciel. Nous pouvions ensuite avoir accès à une proposition de transcription réalisée par intelligence artificielle.

Les erreurs étaient si nombreuses que nous avons renoncé à l'utiliser, d'autant qu'il est beaucoup plus gratifiant pour nos contributeurs de transcrire un texte plutôt que de corriger une transcription erronée. Là encore, c'est le facteur humain qui détermine le choix.

Les balises TEI sont, quant à elles, à réaliser manuellement. Les résultats de la transcription réalisée sur Transkribus ont ensuite été publiés sur le site des Archives municipales.

Aujourd'hui, la transcription collaborative se poursuit avec les délibérations de la communauté de ville, même si l'impact du COVID-19 et des confinements a été très négatif sur la communauté des contributeurs, conduisant à sa diminution drastique.

D'autres projets de *crowdsourcing* reprennent peu à peu vie après la crise épidémique, il s'agit d'actions d'indexation collaborative menées sur différents documents, grâce à la plateforme Zooniverse. Le premier de ces projets, l'indexation du fonds Anne Duportal est un cas spécifique intéressant à étudier. Ludovic Anne Duportal est un érudit local du XIX^e siècle qui avait réalisé un précieux travail de relevés dans les registres paroissiaux, reconstituant les familles.

Il avait ensuite classé les fiches dans un ordre alphabétique parfois un peu brouillon.

Ce fonds fut tout d'abord mis en ligne tel quel avec comme clé d'entrée la première lettre du nom de famille. Il apparaissait évident qu'une indexation plus précise de ce fonds riche d'informations mais d'un abord rébarbatif serait apprécié du public. Pourtant deux essais, l'un mené par le service des Archives, l'autre par le centre généalogique avait avorté, par manque de temps (et de fait, sans doute, de motivation) des deux côtés. L'utilisation de Zooniverse, plateforme gratuite et libre portée par l'université d'Oxford a permis aux personnes intéressées par les résultats de cette transcription d'unir leurs forces. Mis en place en janvier 2017, le fonds était indexé deux mois plus tard, 120 contributeurs ayant généré plus de 4000 clés d'indexation permettant de rendre le fonds plus accessible.

Qu'est-ce qui explique le succès de cette action, alors même qu'elle n'était pas portée par la collectivité (pas de plan de communication, aucun support technique, aucune ressource humaine ou financière supplémentaire)? Outre l'utilisation de Zooniverse qui sert de catalyseur, le relais par le centre généalogique des Côtes d'Armor fut déterminant. Dans un article précédent, j'ai exploré l'idée que la massification de la généalogie, à partir des années 1970, et au moins jusqu'à ce que la crise du COVID-19 ne rebatte les cartes, pouvait être considérée comme un exemple vertueux et édifiant de la saisine des droits culturels par les citoyens.

Aujourd'hui, le résultat de ce travail est exploité par les chercheurs pour des travaux historiques comme l'édition des notices biographiques des maires de Saint-Brieuc, à paraître aux Presses universitaires de Rennes.

Un contre exemple intéressant est apporté par l'indexation du contrôle sanitaire des navires. Fortes du succès

remporté par l'indexation du fonds Anne Duportal, les Archives avaient proposé aux contributeurs de choisir les fonds à traiter. Ceux-ci avaient proposé les rapports de la commission sanitaire du port qui enregistre chaque navire y entrant, afin de prévenir les épidémies.

Ces archives permettent de découvrir l'activité marchande maritime de la ville. Malgré le volume faible du fonds (quelques centaines d'items) le travail avança peu entre 2018 et 2022. Il a fallu que de nouvelles forces vives, peu nombreuses mais efficaces, se manifestent après la crise sanitaire pour que le fonds soit indexé. Les motivations de ces nouveaux contributeurs sont moins généalogiques et davantage tournées vers l'envie d'un loisir occupationnel, ce qui pose la question du recrutement de ces nouveaux bénévoles, non fédérés dans une association constituée.

Les passeports intérieurs avaient été choisis par les contributeurs, en même temps que les archives du contrôle sanitaire des navires, comme fonds à indexer. Ces documents, créés au moment de la Révolution française et tombés en désuétude à la fin du XIX^e siècle, étaient nécessaires pour sortir d'un canton.

Contrairement au contrôle sanitaire des navires, leur indexation connut un franc succès avec plus de 50 000 clés d'indexation générées par 270 personnes en trois ans et la publication des deux premières tranches chronologiques. L'argument pour stimuler les contributeurs est d'ordre généalogique : non seulement ces documents citent les ancêtres voyageurs mais ils sont parmi les seuls à en faire une description physique.

Le traitement de ce fonds s'arrêta net au moment du premier confinement, alors même qu'il s'agissait de tâches dématérialisées que chacun pouvait faire de chez soi. Ce sont les nouveaux contributeurs qui, ayant terminé les contrôles

sanitaires des navires, font aujourd'hui avancer cette indexation.

Changer de sujet, un objectif en soi ?

L'objectif premier des droits culturels n'est pas de produire du savoir de qualité mais de (re)donner aux citoyens leur rôle d'acteurs de leur culture. Si les généalogistes, se saisissant avant l'heure de leurs droits culturels, ont produit du savoir utilisé aujourd'hui par les universitaires, est-ce un hasard, un incident non reductible ?

Dans son essai *La cathédrale et le bazar*, l'informaticien Eric S. Raymond vante les mérites d'une structuration horizontale de projet qu'il juge plus efficiente qu'une structuration pyramidale descendante.

Dans le domaine scientifique qui est le mien, à savoir l'histoire, je serais encline à me demander comment il est encore possible d'imaginer que, dans une démocratie, l'histoire ne soit pas écrite par et avec les citoyens, cette démarche collective nous sortant enfin tous de la protohistoire.

Pour autant le défi n'est pas mince : il ne s'agit ni plus ni moins que de retourner l'action publique. Dans un article intitulé « Le collaboratif, un changement de posture », j'ai plaidé sans succès pour la création d'un profil de poste de chargé de projet culturel participatif s'appuyant sur une forme de lâcher-prise managérial.

L'Agenda 21 de la culture avec sa boîte à outils semble également fort hésitant dans ses formulations, tant l'habitude est ancrée de se placer du point de vue du donneur d'ordre. Dans la partie « Le patrimoine, la diversité et la créativité », les actions préconisées se cherchent un sujet. Les premières actions citées mettent « le gouvernement local » en position d'acteur et les actions suivantes débutent par un peu précis « il existe » :

e. Il existe des politiques et des programmes qui construisent l'excellence à partir de la proximité avec les habitants et leurs initiatives [...].

i. Il existe des politiques relatives à la protection du patrimoine culturel dans toutes ses dimensions matérielle et immatérielle.

j. Il existe des politiques et des programmes consacrés à la culture scientifique, en partenariat avec les organisations locales de la société civile, les acteurs privés, les institutions culturelles et les centres de formation. Ces programmes sont sensibles aux interactions entre la culture scientifique, artistique, l'histoire locale et la vie quotidienne.

Pour essayer d'avancer sur cette question d'une action culturelle publique qui ne serait plus uniquement active mais au moins en partie réceptive, en partant de mon expérience, je dégagerais deux pistes. La première concerne l'aspect spatio-temporel de ces projets : un projet participatif prend plus de temps qu'un projet autoritaire et fonctionne mieux, semble-t-il, dans des petits groupes. Un temps long, qui n'est pas forcément celui du politique, pour un espace localisé me semblent être de bonnes conditions pour la réussite d'un tel projet. Ensuite, la prise en compte d'un public est souvent le reflet du fonctionnement interne des structures qui portent le projet : comment peut-on imaginer accorder de l'importance aux paroles et aux actes des citoyens si on ne le fait pas pour ses propres collègues? La question des droits culturels pourrait profitablement être insufflée dans les techniques de management moderne.

Conclusion : intégrer la citoyenneté invite au décloisonnement

Si je partage en grande partie la vision, somme toute assez pessimiste, de Philippe Teillet quant à la capacité des droits culturels à modifier réellement la structure de l'action publique culturelle, il me semble que les droits culturels, en faisant appel aux citoyens dans leurs diversités d'expression, invitent aux décloisonnements. Les réussites observées dans le domaine des sciences participatives pourraient être sources d'inspiration : à des porteurs de projets artistiques qui prétendent qu'on ne peut pas intégrer des amateurs à des spectacles artistiques car seuls les professionnels sont en mesure d'assurer l'excellence, on pourrait poser la question rhétorique : est-ce que la science, elle, ne vise pas l'excellence ? Au-delà de cet exemple, il semble que la dichotomie apparente entre objectif d'efficacité et saisine de ses droits culturels par le citoyen (et par là, sa place dans la Cité culturelle) puisse se transformer en cercle vertueux : dans nos expérimentations, la fiabilité et l'efficacité des données produites étaient porteuses de sens pour les contributeurs ; l'implication des citoyens dans une réflexion globale sur l'histoire et le patrimoine collectifs, dont la généalogie est la partie émergée, permet à la science historique de progresser grâce à leurs contributions.

Et pourquoi ce duo gagnant ne s'enrichirait-il pas de l'exploration d'autres champs : l'*empowerment*, l'action sociale, l'écologie, etc. Ne pourrait-on pas, par exemple, convoquer la pensée du jardinier et paysagiste Gilles Clément, inventeur de la notion de « Tiers paysage », « [f]ragment *indécidé* du jardin planétaire, [...] constitué de l'ensemble des lieux délaissés par l'homme. Ces marges rassemblent une diversité biologique qui n'est pas à ce jour répertoriée comme richesse ». En mettant en valeur la qualité écologique des lisières, des bordures, de l'entre-deux, il substitue la négocia-

tion à la domination. N'est ce pas un écho de la proposition de l'Agenda 21 de la culture qui souhaite que les droits culturels œuvrent à remplacer « une lecture figée [...] de l'identité prédéfinie [...] condition préalable pour réguler notre existence » par une identité « facteur fondamental d'un projet collectif et « processus négociable » ?

Particip-Arc

Une plateforme au service des recherches culturelles participatives

Alexandra Villarroel Parada

Introduction

En 2017, le ministère de la Culture lance un appel à manifestation d'intérêt visant à mettre en avant l'apport des démarches participatives aux projets de recherche culturelle en termes d'innovation méthodologique et scientifique. Une trentaine de chercheurs et de professionnels du secteur se réunissent pour croiser leurs pratiques au sein d'un réseau « Particip-Arc », coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN). Le réseau se pose trois objectifs : étudier les dynamiques de recherche participative, comprendre les publics et analyser les outils et l'infrastructure technique de la participation. En 2020, une plateforme numérique collaborative est créée pour mettre en avant les différentes démarches de « recherches culturelles participatives ». Cette contribution présente l'architecture et le fonctionnement de cette plateforme, ainsi que la façon dont elle facilite le travail en réseau, et pour le réseau.

Public, architecture, et règles de fonctionnement

Le réseau Particip-Arc regroupe aujourd'hui 120 personnes aux profils et thématiques d'étude très variés. Ce sont principalement des chercheurs, des collectivités locales, des musées et des associations œuvrant dans le domaine culturel, ou encore des institutions culturelles (BNF, archives, ministère de la Culture...). Les sujets abordés relèvent de la linguistique, l'histoire, la musique, la conservation du patrimoine, l'archéologie, l'architecture, les arts du spectacle, l'ethnologie, les arts plastiques... Dans tous ces secteurs, des démarches participatives liées aux projets de re-

cherche émergent, accompagnées de leur lot de questionnements spécifiques. Le réseau décroïssonne ainsi fortement les catégories, les disciplines, mais aussi les approches de la participation. Afin de préciser collectivement ce que l'on entendait par « recherche culturelle participative » (RCP), le réseau choisit de se référer à la définition large et inclusive inscrite dans le rapport « Les sciences participatives en France ». Ainsi, pour les acteurs du réseau, les recherches culturelles participatives se définissent comme « les formes de production de connaissances scientifiques dans les mondes ou les domaines de la culture, auxquelles des acteurs non-scientifiques-professionnels – qu'il s'agisse d'individus ou de groupes – participent de façon active et délibérée ». Rapidement, le réseau se dote d'une plateforme contributive afin de créer une banque de ressources à même de promouvoir les démarches de RCP et d'alimenter les structures et personnes engagées dans ces activités. La plateforme Particip-Arc s'adresse à deux types de public. D'une part, des citoyens souhaitant s'impliquer sur des projets de recherche culturelle et qui trouvent dans la plateforme un panel d'initiatives à découvrir et dans lesquelles potentiellement s'engager. D'autre part, des acteurs intéressés par les recherches culturelles participatives, telles que définies ci-dessus, en vue d'alimenter leurs pratiques professionnelles. Il arrive que certains de ces acteurs souhaitent rejoindre le réseau et créer un compte sur la plateforme. Nous avons donc un recouvrement entre les périmètres des membres du réseau et des contributeurs de la plateforme. De façon concrète, la plateforme Particip-Arc se structure autour de trois rubriques. Premièrement, l'annuaire des projets met en lumière la diversité des programmes de recherches culturelles participatives existants au sein du réseau. Ensuite, un centre de ressources propose des contenus pour appuyer les porteurs de projets. Enfin, des actua-

lités et événements sur les projets ou les recherches culturelles participatives au sens large sont mis en avant. Les membres du réseau Particip-Arc disposent en outre d'un accès réservé qui leur permet d'accéder à un annuaire des membres, avec leurs coordonnées et des informations les concernant.

Il convient de préciser que la mise en place des fonctionnalités du portail a été portée par un groupe de travail composé de plusieurs membres afin de s'assurer, notamment du fait de la très grande diversité de disciplines concernées, que les terminologies employées englobaient bien la pluralité des acteurs impliqués. Cette implication des membres a, par exemple, été particulièrement utile lorsqu'il a fallu déterminer une liste de mots clés et de thématiques auxquels rattacher les projets et les différentes publications.

Pour participer au réseau, les personnes intéressées doivent ainsi créer un profil sur la plateforme indiquant leur activité, leurs compétences en lien avec les recherches culturelles participatives, et la façon dont cette thématique raisonne avec leurs activités professionnelles. De la même façon que la définition des RCP se voulait inclusive, la démarche d'adhésion au réseau, et donc d'inscription sur la plateforme, n'est pas restrictive mais permet l'accès à toute personne se reconnaissant dans la démarche de RCP. Les contributeurs de la plateforme, et membres du réseau, entretiennent des liens différents avec les recherches culturelles participatives : par la mise en œuvre au travers d'un projet, en tant que partenaire ou que participant, en étudiant les processus de participation à la production de connaissances nouvelles dans les champs culturels, ou encore en étant « simplement » intéressés par ce sujet. La volonté d'ouverture se traduit par ailleurs dans l'absence de modération dans ces inscriptions au réseau : il n'existe pas de validation des inscriptions. Il sera juste demandé au fu-

tur membre, de façon obligatoire, d'exprimer en quelques phrases en quoi il/elle se retrouve dans cette démarche de recherche culturelle participative. Il peut renseigner par ailleurs ses disciplines de travail ou encore les compétences dont il dispose.

Si l'inscription sur la plateforme n'est pas conditionnée à une validation en amont, il existe par contre une modération pour les projets présentés. Le réseau Particip-Arc, récemment créé, porte un enjeu de visibilité sur le sujet des recherches participatives et de clarté dans le message diffusé. Si le fait d'avoir une approche ouverte et transversale des modalités de participation, et leurs champs sémantiques associés (recherches contributives, recherches participatives, co-recherche, sciences participatives...) est assumé, il n'en résulte pas moins la nécessité d'établir certaines limites, au risque de couvrir un périmètre beaucoup trop large, vue la multiplicité des participations possibles au sein des activités culturelles. En cela, le réseau se positionne bien sur le créneau de la recherche, et plus explicitement de la production de connaissances scientifiques, en incluant notamment la création de corpus de données utilisables par la suite pour des recherches, processus très présent dans le domaine des archives (voir par exemple le projet Passports intérieurs). Ainsi, des initiatives de participation des publics, sans objectif de création de connaissances scientifiques, ne seraient pas incluses dans le périmètre des projets publiés sur la plateforme. L'ensemble des domaines couverts par le ministère de la Culture sont intégrés au sein du réseau et les projets reflètent cette grande diversité : patrimoine, archéologie, architecture-urbanisme, arts visuels et sonores, arts plastiques, cinéma, communication...

Faire réseau : par et hors de la plateforme

Les activités du réseau Particip-Arc ne se limitent pas à l'enrichissement de cette banque d'information sur les RCP. Plusieurs actions ont été mises en place depuis cinq ans pour susciter et structurer les échanges et la production de connaissances. Ainsi, des séminaires en ligne ou en présentiel réunissent régulièrement les membres autour de thématiques communes, telles que la place des territoires dans les RCP, l'articulation entre sciences participatives et musées, ou encore un focus sur les recherches participatives dans le champ artistique. Ces échanges donnent lieu à des productions, sous des formats variés (vidéos, notes de synthèse, édition spéciale d'une revue, etc.) qui viennent alimenter les contenus de la plateforme via l'espace ressource. Les membres se mobilisent également pour proposer des réponses communes à des appels à projet, ou des communications conjointes lors de colloque, marquant ainsi une volonté d'action collective. Ce croisement d'idées, entre acteurs aux profils larges et disciplines diversifiées, génère par la suite de nouveaux projets originaux et innovants.

La plateforme devient ainsi le réceptacle de l'ensemble de ces productions conçues par les membres. Elle compile la matière, les ressources, les activités, autant d'éléments qui circulent et que les membres peuvent utiliser. En cela la plateforme alimente les recherches culturelles participatives, les projets en devenir, et permet de renouveler les pratiques.

Lors de la création de la plateforme, la dimension réseau de cet outil a été pensée pour être vecteur d'interconnexion entre les membres. De façon concrète, l'interface réservée aux membres donne accès à l'annuaire du réseau. L'objectif de cet annuaire étant de faciliter la prise de contact et les partenariats entre membres du réseau. Dans les faits, il n'est pas facile de mesurer comment cette interface interne

permet, ou pas, de susciter les prises de contact et il semblerait que les interactions entre membres bénéficient aussi largement des temps de rencontres « physiques » tout autant, voire peut-être plus, que des interactions numériques. Si l'on sait que de nouveaux projets ont émergé grâce au réseau, on tend à croire que ce sont plus les rencontres organisées, physiques ou virtuelles, qui ont permis de générer ces liens, plus que des interactions suite à la rédaction d'une fiche membre sur la plateforme. L'instauration d'une complémentarité entre ces deux modalités de mise en relation des membres est, dans tous les cas, nécessaire.

Par ailleurs, la plateforme ne s'anime pas seule, et il convient de préciser qu'un mi-temps salarié est dédié à la coordination du réseau, comprenant le travail d'animation du portail. Cela se traduit par une sollicitation des membres pour la mise en ligne d'une description de leurs projets, la réalisation d'une veille bibliographique sur les sujets relatifs aux recherches culturelles participatives, la communication ou encore un accompagnement en cas de difficulté technique éventuelle. Cette animation va prochainement être renforcée par l'édition d'une *newsletter* qui reprendra certains contenus du site, mettant ainsi en lumière ce portail, et incitant le plus grand nombre à y contribuer.

Conclusion

Ainsi, dans le cadre du réseau Particip-Arc et de sa plateforme associée, la contribution numérique des membres (description de projets, ajout de ressources, post d'actualités ou événements) permet de rendre visible et d'accompagner ce secteur original des recherches culturelles participatives. Elle donne corps à une communauté d'acteurs, et facilite la structuration de ce collectif, engagée il y a cinq ans. Ces contributions ne sont toutefois pas toujours spon-

tanées, et le travail d'animation de la communauté est indispensable pour encourager les membres à contribuer. L'augmentation significative du nombre de membres du réseau, passé de 50 à 120 en 18 mois, traduit un fort dynamisme. Le portail permet de structurer une banque d'informations, projets, ressources, actualités, événements, reliés entre eux par le prisme des recherches culturelles participatives, et incarne la transversalité thématique et méthodologique. La plateforme fait réseau, et le réseau alimente la plateforme. Celle-ci est la face visible de ce collectif, toujours en cours de construction. Elle propose un discours commun sur l'objet qui réunit ces acteurs très variés, un objet d'identification et de communication.

WikiTopia Archives

Un levier pour inciter les collectionneurs à ouvrir leurs collections

Jean-Olivier Gransard-Desmond

Introduction

Si les collections publiques sont aisément identifiables et deviennent de plus en plus faciles d'accès, il n'en est pas de même des collections privées. Ces dernières représentent une littérature grise dont l'accès permettrait de répondre à des problématiques en cours, voire de générer de nouvelles pistes de travail.

À travers la genèse et le fonctionnement du programme WikiTopia Archives mené par l'association ArkéoTopia, une autre voie pour l'archéologie, nous évoquerons l'importance scientifique et sociétale d'inciter les collectionneurs privés à ouvrir leur collection ainsi que la difficulté du respect de l'anonymat des propriétaires privés. L'ensemble permettra également d'aborder la question de plus en plus cruciale de l'espace physique d'intérêt général qu'il faudrait pouvoir trouver afin d'assurer la pérennité d'accès à des données relevant des communs.

Pourquoi s'intéresser à des collections privées ?

Comme le souligne le spécialiste de l'histoire culturelle André Rauch ³⁷, il convient de pratiquer les collections privées comme n'importe quelle autre bibliothèque ou lieu d'acquisition d'informations.

La raison de cet intérêt est double. Tout d'abord, les collections privées contiennent des informations pouvant être très utiles aux chercheurs. C'est ce dont témoignent Abdelhamid Boujdad Mkadem et Paul Nieuwenhuysen quand ils évoquent des bibliothèques privées « bien connues des

37. Voir le billet de blog « Paroles de chercheur : André Rauch ».

chercheurs nationaux et même étrangers » dans la *Gazette du livre médiéval* n°58/1³⁸ ou encore Marie Goupil-Lucas-Fontaine³⁹ en 2021 pour l'étude de la chanson française du XX^e siècle. Ensuite, rendre visible des collections restées invisibles ou peu visibles peut contribuer à l'apparition de nouveaux sujets de recherche. Dominique Pety l'a bien compris. Professeure de littérature française et chercheuse au laboratoire LLSETI (Laboratoire Langages, Littératures, Sociétés, Études Transfrontalières et Internationales) - EA 3706, elle évoque le cas de la place du timbre postal dont le statut a changé entre le XIX^e siècle et le XX^e siècle ainsi que, pour la même période, la place même des artefacts par rapport aux textes. Elle note également que l'amateur du XIX^e siècle, comme le particulier contributeur sur les plateformes, « valorisent l'échange informel, l'investissement créatif qui sont source de nouveaux contenus culturels et patrimoniaux ».

S'intéresser à des collections privées représente donc un moyen supplémentaire de comprendre une époque, de retrouver la trace de lieux ou de documents ayant disparu et bien d'autres possibilités indispensables à l'élaboration de l'Histoire humaine. Cependant, à la différence des collections publiques, il n'existe pas encore de moteur de recherche permettant de les interroger directement même si des échanges ont souvent lieu entre collectionneurs sur internet notamment pour l'identification de leurs pièces. Les collectionneurs ne souhaitent pas divulguer leurs coordonnées pour différentes raisons dont celle de la sécurité de leur collection.

38. Voir « Les défis du financement des projets de numérisation des manuscrits. Le cas des associations culturelles au Maroc », 2012.

39. Voir le billet de blog « Collections privées, collections publiques : le petit format des familles ».

En tant qu'organisme défendant la recherche archéologique et participant à la production scientifique, ArkéoTopia est ouverte à des échanges avec des particuliers en capacité de fournir de nouvelles données sur les origines de la recherche archéologique en France et les débuts de l'archéologie celte du XIX^e siècle. L'opportunité d'un programme de recherche de ce genre représente également l'occasion d'une démarche de science ouverte propre à servir d'exemple afin d'inciter les collectionneurs à ouvrir leurs collections, qu'il s'agisse d'archives ou de tout autre type de collections comme la numismatique, les objets d'art et, plus encore, ceci dans le respect de la législation en vigueur.

Un échange avec des collectionneurs privés s'est présenté en décembre 2017 lors d'une vente sur le site Delcampe, avec l'identification par David Commarmond, archéologue amateur et membre de l'association ArkéoTopia, de six lettres écrites entre 1838 et 1850 par Ambroise Comarmond. La possibilité de réaliser un travail sur des archives privées au sein de collections privées allait voir le jour.

WikiTopia Archives, genèse d'un programme

L'acquisition de ce premier corpus s'est faite avec l'appui du réseau de l'association. Le contenu des lettres a alors incité à acquérir un second corpus, rassemblant cette fois 207 documents envoyés à Anatole de Barthélémy et provenant d'expéditeurs variés. En effet, si Ambroise Comarmond (1786-1857) était médecin de formation, il fut par la suite conservateur des musées Archéologiques de la ville de Lyon, actuel musée des Beaux-Arts. Il fut également membre de plusieurs sociétés savantes ce qui explique le contenu des lettres échangées avec le Secrétaire général de la préfecture des Côtes-du-Nord de l'époque, également porté sur l'ar-

chéologie et proche de Prosper Mérimée : Anatole de Barthélemy (1821-1904).

La condition, pour les acquéreurs, était de permettre à ArkéoTopia de numériser les documents afin de les rendre publics, de telle sorte qu'une étude puisse en sortir, mais également que d'autres scientifiques puissent en profiter. En plus des différentes dimensions liées à l'archéologie (découvertes, questionnements, confrontations), les lettres témoignent de considérations touchant à la vie socio-économique et aux relations avec les autorités de l'époque qu'entretenaient les épistoliers, ce qui intéressera les historiens contemporanéistes notamment.

En mars 2018, la première séance du programme de recherche WikiTopia Archives est lancée, via l'espace projet des WikiTopia Party sur Wikipédia, afin de commencer la numérisation des archives. Cette activité, inédite pour l'association, nécessita une organisation de plusieurs mois pour que les différents outils utiles au bon fonctionnement du programme soient mis en place. Commencée à trois, l'équipe se structure et sept personnes en moyenne en composent l'ossature. Elle rassemble des archéologues professionnels, bénévoles et amateurs ainsi que ponctuellement des citoyens. Via la page projet sur le site d'ArkéoTopia, tout le monde peut participer à la première étape qui consiste à numériser, téléverser et transcrire ces archives.

Si l'objectif premier était de permettre de rassembler ces documents vendus séparément et acquis par des particuliers afin de les mettre à disposition de tous, il fallait déterminer un espace de mise à disposition qui puisse être aisé à manipuler, pérenne et ne nécessitant ni contraintes d'installations complexes, ni contraintes financières de long terme.

Stocker et diffuser la matière première, choisir son espace juridique

Le programme WikiTopia Archives nous a d'emblée amené à considérer les dimensions juridiques et éthiques vis-à-vis des données de recherche.

L'enjeu était de penser les questions de l'espace de stockage de toute cette matière première ainsi que l'espace au sein duquel la diffuser, de façon à pouvoir répondre à nos besoins en respectant au mieux les dimensions susmentionnées.

La complexité de répondre à un tel enjeu se situe dans la diversité des formats et objets que nous traitons dans ce projet, parmi lesquels nous retrouvons : les archives elles-mêmes, leurs métadonnées ainsi que leur transcription.

Un laboratoire, comme un scientifique, se doit aujourd'hui de se poser la question de la diffusion des données avant même d'avoir commencé à travailler. Les cas de suppression des données par le gouvernement Trump et les risques matériels (financement notamment) ont mis en évidence la dimension cruciale de cette question.

Initié en novembre 2016 à l'université de Pennsylvanie (États-Unis), le projet Data Refuge a pour objectif de garantir une préservation des données factuelles accumulées par les organismes scientifiques fédéraux américains sur les modifications climatiques en cours afin d'éviter une suppression par le gouvernement Trump comme évoqué dans l'article « *Burning the Data. Attacks on Climate and Energy Data and Research* ». D'autres avaient déjà brûlé des livres ou supprimé des écrits pour des raisons idéologiques, un espace institutionnel n'est donc pas forcément gage de sécurité pour les données scientifiques.

Le problème ne concerne pas seulement les risques dus à une personnalité politique, mais également à la gestion des ressources. Une plateforme numérique implique un serveur et une maintenance, donc un financement, garan-

tissant la pérennité de l'espace numérique. Sans cela, l'espace et son contenu sont voués à disparaître. C'est ainsi que l'importante bibliothèque numérique scientifique Persée s'est retrouvée menacée de disparition le 10 mai 2011, générant un appel à pétition de son équipe sur portailpersees.wordpress.com.

À la recherche d'un espace numérique neutre respectant les principes FAIR, ArkéoTopia a fait le choix de concentrer son travail sur les projets de la galaxie Wikimedia développés par la Wikimedia Foundation pour la diffusion dont j'ai déjà présenté les intérêts pour la recherche scientifique sur le site de l'Acfas en 2022. De plus, si des espaces numériques institutionnels existent comme *Scripto*, leur facilité de mise en œuvre n'est pas aussi évidente que le projet Wikisource de la galaxie Wikimedia. Répondant aux normes *open software* de la science ouverte, Wikimedia Commons permet la diffusion des doubles numériques des archives et Wikisource permet d'assurer leur transcription en licence CC BY-SA. La fouille de données s'effectuera dans un second temps à partir d'une plateforme développée sous Isilex en licence OpenGPL et développée par Xavier-Laurent Salvador.

Une fois l'espace numérique de travail identifié, il convenait de mettre en place la procédure permettant d'assurer l'anonymat des collectionneurs tout en permettant que d'autres chercheurs puissent les contacter via ArkéoTopia.

Anonymat des collectionneurs, comment faire?

La matière du programme WikiTopia Archives est constituée d'archives privées remontant au XIX^e siècle. Si le droit ne concerne plus les auteurs dont la propriété intellectuelle est tombée dans le domaine public, il n'en va pas de même des supports qui relèvent de collections privées. Selon l'article L111-3 du code de la propriété intellectuelle

(CPI), un acquéreur n'est investi d'aucun droit sur l'acquisition qu'il effectue. Il l'achète, il n'en est donc pas l'auteur. Cependant, si l'œuvre n'a jamais fait l'objet d'une publication, la publication à titre posthume assure au propriétaire des droits d'exploitation selon l'article L123-4 du CPI.

Afin d'assurer une transmission des documents dans la durée et pour respecter également le RGPD (Règlement général sur la protection des données), il convenait d'établir une convention autorisant l'association, d'une part à publier les archives sous la licence libre la moins contraignante et d'autre part à pouvoir fournir les coordonnées à un scientifique ou toute personne réalisant des recherches sur le document.

Le collectionneur privé n'étant pas l'auteur, nous avons organisé la traçabilité à partir de Wikimedia Commons en recourant aux rubriques *institution* pour le propriétaire et à la rubrique *source* pour le contact avec ArkéoTopia. Pour cette dernière rubrique, une normalisation de la présentation a été réalisée sous la forme : « Ce document a été placé sur Wikimedia Commons par ArkéoTopia, une autre voie pour l'archéologie dans le cadre du projet WikiTopia party - Archive ». Un courriel générique étant associé dans le profil ArkéoTopia au sein de la galaxie Wikimedia, la mention permet à toute personne intéressée de prendre contact avec l'association.

Pour assurer la liaison avec le propriétaire, un tableur, accessible uniquement par les membres d'ArkéoTopia intervenant pour le service Recherche, relie le nom de l'archive à son double numérique avec le nom du propriétaire pour lequel figure également le détail de ses coordonnées sur un principe proche du suivi des transcripteurs.

Au sein de ce triptyque, une difficulté demeure : le suivi des propriétaires dans le temps. Outre les déménagements et autres changements de coordonnées possibles, la ques-

tion de la cession des archives à d'autres personnes est également une difficulté dès que le nombre de propriétaires atteint une masse critique.

Conclusion : ouvrir les collections privées, un enjeu pour la recherche et les Communs

À l'ère de la science ouverte, le programme WikiTopia Archives constitue un levier pour inciter les propriétaires privés à ouvrir leurs portes à la communauté scientifique afin que des données intéressantes l'Histoire de l'Humanité puissent être libérées.

Ce programme permet donc :

1. de renforcer l'importance des acteurs non-professionnels comme cela a été montré par la thèse *Plateformes contributives patrimoniales. Entre institution et amateur* de Marta Severo⁴⁰ ;
2. de mettre en évidence les outils issus du mouvement du logiciel libre dont la galaxie Wikimedia est une des extensions ;
3. d'apporter sa contribution à la question des relations entre *biens communs* et *Communs* développé dans le rapport de 2022 *Archéologie & bien commun. Figures de la propriété et du préjudice archéologiques*.

Toutefois, le programme met également en évidence une limite : la traçabilité à long terme des propriétaires. Si l'accès au double numérique est assuré, qu'en est-il de l'accès

40. Voir par exemple l'article « Professionnels, bénévoles, amateurs et citoyens : des acteurs de la recherche pour quels apports ? » et plus récemment par le rapport de 2022 sur l'Étude relative au bénévolat et à la participation de la société civile aux politiques des patrimoines.

aux originaux sur le temps long ? L'achat par un particulier le 12 mars 2023 d'une lettre de Robespierre à Danton datée de 1793 montre combien certains scientifiques sont encore attachés au travail sur original. À la différence de l'État français, un particulier n'est pas soumis à la protection du domaine public en matière d'acquisition ce qui laisse ladite acquisition aliénable et prescriptible. De fait, elle peut passer de main en main plus ou moins rapidement ce qui rend son suivi difficile. S'il s'avérait que le double numérique présente des lacunes du fait de l'évolution des outils d'acquisition numérique ou tout simplement d'une mauvaise reproduction, comment s'assurer de la possibilité d'un nouveau travail sur le document original ?

Association PhDOOC

Un MOOC collaboratif sur le doctorat et la poursuite de carrière

Lauriane Baylé

Introduction

Le MOOC (*Massive Open Online Course*) *Doctorat et Poursuite de Carrière*, et l'association PhDOOC porteuse du projet, ont été co-crées en 2016 par Adeline Bossu, chargée du déploiement des MOOCs dans le cadre du projet européen *ECO Digital Learning* (2013-2016), et Sarah Richard, doctorante en chimie à l'université de Paris Cité. L'objectif du projet est avant tout de rompre l'isolement des doctorants et de parer au manque de préparation et d'information quant à leur poursuite de carrière après leur thèse.

L'association permet aux différents acteurs de l'écosystème de la formation doctorale, de l'insertion professionnelle et de la recherche de se retrouver dans la co-construction du MOOC, qui est aujourd'hui devenu un espace commun pour partager, produire, échanger autour de la poursuite de carrière suite à l'obtention d'un doctorat.

Le dispositif est composé de cinq unités principales permettant de comprendre le marché du travail, de faire un bilan de compétences, de construire son projet professionnel, d'étendre son réseau professionnel, de connaître les marchés cachés et ouverts, puis de se lancer dans des candidatures. Afin d'aider les participants à se projeter dans différents scénarios professionnels, des unités optionnelles sont disponibles sur la carrière académique, l'entrepreneuriat, l'innovation sociale, la santé mentale et le changement de cap. Des espaces d'échanges sont ouverts tout le long de l'animation du MOOC et des webconférences en direct sont présentées chaque semaine pendant l'animation du dispositif avec les partenaires du MOOC afin de permettre aux participants d'échanger directement avec des experts.

Le texte suivant s'attache à montrer comment l'association PhDOOC mobilise ses contributeurs et contributrices, comment elle anime sa communauté et enfin comment elle noue des partenariats afin de valoriser et promouvoir l'insertion professionnelle des docteurs et doctorants via le MOOC.

Organisation de l'association PhDOOC

L'association a clôturé l'animation de la saison 7 à la mi-mars 2023 du MOOC *Doctorat et Poursuite de Carrière*. Elle compte une trentaine de bénévoles, une salariée et une stagiaire afin de toujours améliorer le contenu créé.

Pour mobiliser cette équipe, l'association utilise des systèmes de communication numériques.

Au quotidien, les outils comme Trello (outil à interface graphique accessible pour gérer un projet en équipe), Gmail et WhatsApp permettent de communiquer et d'organiser des réunions. L'équipe de l'association se réunit toutes les trois semaines, et toutes les semaines en période de MOOC, ce qui permet d'échanger et d'être à jour sur les actions de chaque groupe de travail au sein de l'association.

L'association a pour but non seulement de préparer le contenu du MOOC mais aussi de transférer des compétences aux bénévoles. Ainsi, chaque bénévole peut évoluer dans l'association et accéder à de nouvelles connaissances. En juin 2022, l'assemblée générale a été effectuée en présentiel à Paris. Cette occasion a permis à tous les membres de l'équipe associative de se rencontrer et de renforcer ses liens. La bonne entente et la convivialité au sein de l'association sont rendues possibles grâce au temps informel dédié aux activités de *team-building* et ludiques. L'association a à cœur de permettre ces échanges entre les bénévoles.

Pendant ces temps forts, l'association a pu réfléchir sur :

- un chemin d'intégration des bénévoles. Comment intégrer, aiguiller, et encadrer les nouveaux bénévoles ?
- la gestion de l'engagement chez PhDOOC au quotidien une fois que le bénévole est intégré.

Les réflexions ont mené à la mise en place d'une fiche de suivi créée pour chaque nouveau bénévole afin de connaître ses besoins et de suivre son intégration au sein de l'association. Une personne volontaire joue le rôle de marraine ou de parrain du nouveau bénévole. De plus, afin de rendre plus visible les disponibilités de chacun et de mieux se connaître, un espace sur Trello dédié à l'organisation du travail a été créé où les bénévoles peuvent tenir à jour une fiche personnelle. Ainsi, chacun peut, s'il le souhaite, mettre ses disponibilités, les moyens de contacts à privilégier et même son humeur ! Enfin, l'association a créé des badges bénévoles en français et en anglais afin de permettre aux personnes d'indiquer sur les réseaux sociaux professionnels leur participation au MOOC et de valoriser les compétences liées à leur expérience. Toutes ces mesures ont été mises en place afin de répondre aux besoins des bénévoles de prendre part, comme ils le souhaitent, à la vie de l'association de manière ponctuelle ou continue sur une période donnée. Le but étant de proposer à chaque bénévole un engagement personnalisé au sein de l'association tout en assurant les tâches propres à la bonne conception du MOOC.

L'association a mis en place un système d'auto-formation entre bénévoles afin de monter en compétence sur des logiciels (comme Trello, la construction d'un site internet...). De plus, chaque bénévole peut se lancer dans une tâche en étant accompagné et acquérir ainsi de nouvelles compétences (par exemple, la gestion de la comptabilité, la communication via les réseaux sociaux). L'association favorise

les actions de chaque bénévole et permet de tester de nouvelles choses (comme des rencontres en présentiel ou bien des visuels pour la communication).

Toutes ces initiatives ont été prises pour matérialiser les processus d'amélioration continue et de co-construction qui caractérisent l'association et son mode de fonctionnement, avec l'objectif d'aboutir à une meilleure communication entre toutes et tous les membres de sa communauté!

Animation de la participation

Durant le MOOC, afin d'inciter les participants à collaborer, à partager leurs avis et expériences, diverses solutions sont mises en place :

- des webconférences sont proposées toutes les semaines, durant l'animation du MOOC, en français et en anglais, avec des intervenants experts en lien avec l'unité de la semaine. Les webconférences sont diffusées en direct sur YouTube, l'occasion pour les participants de dialoguer directement avec des experts. Lors de la saison 7, cinq webconférences ont eu lieu pour parler des compétences des docteurs avec Matthieu Lafon d'ADOC Talent Management, de la stratégie des carrières des docteurs avec Sarah Blackford de Biosciences careers, du processus de recrutement avec Sam Barrett de Russell Tobin et Laurent Masscheleyn de RD2 conseil et des candidatures et des processus de recrutement avec Sandra Giron de l'ABG ;
- des entretiens avec des experts sont également enregistrés en amont puis diffusés à travers les espaces interactifs du MOOC afin de proposer de la diversité dans les interventions ;
- des sondages sont proposés à chaque ouverture d'unité et les résultats sont affichés durant les web-

conférences afin de pouvoir lancer des discussions. Par exemple « Pouvez-vous formuler trois compétences que vous avez acquises depuis le début de votre thèse? ». Cela permet aux participants de faire un point avant l'unité et ainsi de voir leur progression et au MOOC de comprendre les points à accentuer;

- des activités sont proposées à chaque unité et les participants sont invités à partager des ressources et leurs avis sur des fils de discussions. Ainsi chaque participant peut faire le point sur des axes à améliorer sur ses propres compétences par exemple et le partager aux autres;
- un document collaboratif appelé « Guide des doctorants » est créé pour chaque nouvelle saison sur lequel les participants peuvent contribuer. Ce document centralise les informations et permet de les retrouver plus facilement. Le guide est sauvegardé chaque année;
- des murs virtuels collaboratifs sur Padlet (application en ligne de création d'espaces de travail collaboratifs) sont proposés afin de partager des ressources (articles, podcasts...) par thématique. Par exemple, le MOOC propose un Padlet afin de répertorier les compétences développées au cours d'un doctorat;
- un dispositif appelé *Doc-To-Doc* permet de créer des binômes/groupes de doctorants/docteurs suivant leur orientation métier ou leur domaine d'expertise doctorale;
- lors de la saison 6, à l'initiative d'un participant, un serveur Discord a été ouvert au nom du MOOC. L'espace est désormais géré par le participant et

l'équipe PhDOOC, avec le souhait que ce type d'initiative puisse fleurir et se pérenniser.

Afin de toujours mieux accompagner les participants et leur permettre d'échanger entre eux, l'association met en place continuellement de nouveaux contenus et dispositifs. Ainsi pour la saison 7, le serveur Discord a été maintenu par l'association et laissé libre dans le fonctionnement aux participants. Pour permettre aux participants de rencontrer des anciens bénévoles ou docteurs en postes, l'association a créé un dispositif appelé *HelpDoc* : l'objectif est de proposer aux participants pendant l'animation du MOOC et en dehors de cette période des rencontres avec des docteurs et doctorants aux parcours particuliers. L'inscription se fait via HelloAssos et les participants peuvent s'inscrire à autant de rencontres qu'ils le souhaitent. L'intervenant peut proposer un suivi avec les participants afin de créer un vrai lien et l'objectif est d'être en groupe restreint afin de mieux échanger (dix personnes maximum). Jusqu'à présent, onze rencontres ont été possibles, comme par exemple la rencontre avec Ewa Zlotek-Zlotiewicz et Maya Anderson-González sur être chercheuse-entrepreneuse en coopérative, ou bien la rencontre avec Christine Duthoit, chef de projet ingénierie cellulaire et immunologie, avec un total de quinze participants. Les premiers retours sont très positifs de la part des participants et des intervenants car cela permet une approche plus personnelle. De plus, en janvier 2023 une bénévole de l'association a proposé une rencontre en présentiel à Grenoble avec trois docteurs afin de parler de la poursuite de carrière. Ces nouveautés autour du MOOC font suite aux demandes de participants recueillies grâce au questionnaire de satisfaction du MOOC.

Des nouveaux modules sont également apparus sur les thèmes de la santé mentale. La création de ce contenu est collaborative avec l'apport des bénévoles et experts. Ces

contenus ont été également demandés par les participants et le module sur la santé mentale a été particulièrement apprécié cette année.

Afin de construire le contenu et de promouvoir le MOOC, l'association construit des partenariats avec des experts, qui sont invités à alimenter le MOOC en partageant des ressources ciblées (comme l'association Klask qui propose un module optionnel sur l'innovation sociale) ou en co-animant des espaces dédiés comme des fils de discussion ou des webconférences. Ainsi, de nombreux partenaires tels que l'Association Pour l'Emploi des Cadres (APEC), ADOC Talent Management et l'Association Bernard Grégory (ABG) contribuent chaque année à l'animation du dispositif.

L'association est également partenaire de nombreux établissements d'enseignement supérieur qui soutiennent le MOOC en le proposant à leurs doctorants. Cela signifie que le MOOC est répertorié dans leur catalogue de formation et qu'il est possible pour les doctorants de ces universités d'obtenir des attestations de réussite, à condition d'avoir validé un parcours. Les partenariats sous forme de subventions sont favorisés car cela correspond mieux aux valeurs et aux objectifs d'un projet non-lucratif comme celui proposé par PhDOOC. L'association vise avant tout à valoriser des initiatives à destination des doctorants et à proposer un dispositif gratuit et accessible au plus grand nombre plutôt qu'à proposer des prestations à des fins commerciales.

L'avantage de ce mode de fonctionnement est d'être en contact direct avec des universités et des écoles doctorales pour répondre aux besoins des apprenants. Afin de prendre contact avec des partenaires potentiels, des mails sont envoyés avec la plaquette du MOOC. Cette plaquette présente le dispositif, le plan de la formation et les compétences acquises à la fin du MOOC. Si les partenaires po-

tentiels sont intéressés, l'équipe chargée des partenariats envoie le dossier de présentation de l'association qui contient plus de détails. L'association propose également aux participants, s'ils le souhaitent, de devenir ambassadeur. Leur rôle est de faire connaître le MOOC auprès de leurs pairs, mais aussi auprès des associations étudiantes, des écoles doctorales... Enfin, des badges de participation en français et en anglais ont également été créés afin de permettre aux participants de valoriser leur expérience d'apprentissage collaboratif en lien avec le MOOC.

Le but est de co-construire le MOOC, de permettre l'échange avec le plus grand nombre de doctorants et de favoriser les interactions entre pairs.

En plus de la communication sur les réseaux sociaux et auprès des universités et experts, le MOOC contribue à des événements. Par exemple, en 2022, l'association a participé à la conférence de la communauté « Open Education Global » à Nantes. Elle a également animé un atelier en ligne intitulé « Comment améliorer la constitution de groupes d'entraide et leur fonctionnement avec des REL : focus sur le dispositif DocToDoc du MOOC Doctorat et Poursuite de Carrière » dans le cadre de la conférence OE Global 2021. PhDOOC est présente chaque année au Phd-Talent Career Fair à Paris et y anime une conférence dédiée au MOOC *Doctorat et Poursuite de Carrière* afin de faire connaître le dispositif auprès de potentiels partenaires, participants et parties prenantes de l'écosystème autour de la poursuite de carrière des plus hauts diplômés. Enfin, PhDOOC a participé à la première édition du festival podcaston avec la réalisation d'un épisode hors-série du podcast *Papa PhD* dédié au bénévolat pendant la thèse.

Ce MOOC *Doctorat et Poursuite de Carrière* est également lauréat de l'appel à projet « Science et société » du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Inno-

vation (2021 et 2022), du Trophée Oriane de l'innovation numérique pour l'orientation tout au long de la vie de la Région Île-de-France (2021), du prix de l'OPEN MOOC Award de l'Open Education Consortium (2019) et également du prix PEPS 2017 dans la catégorie « Innovation pédagogique » décerné par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Tous ces prix permettent au MOOC de se faire connaître et de montrer un gage de qualité sur le dispositif mis en place. Ils permettent également d'assurer la pérennité du MOOC.

Le MOOC a réuni près de 22 000 participants lors des sept saisons avec près de 3000 participants francophones et anglophones lors de la saison 6 et de la saison 7, ce qui montre l'intérêt et le besoin du MOOC auprès des doctorants et des docteurs en coopération avec les acteurs du doctorat. Les sondages de la saison 7 sont en cours d'étude mais les résultats de la saison 6 montrent que 90 % des participants estiment que le MOOC a répondu à leurs attentes, 89,8 % des participants ont qualifié leur expérience sur le MOOC d'excellente ou de satisfaisante, 90,8 % des participants déclarent que ce MOOC va les aider dans leur vie professionnelle et plus des $\frac{3}{4}$ des participants pensent que le MOOC est adapté à la situation des docteurs/doctorants et qu'il répond à leur problématique. La motivation des participants est nourrie à la fois par l'envie et la fierté de faire partie d'une communauté de doctorants et docteurs. Tous ces retours motivent l'association à continuer son travail et à toujours proposer des contenus adaptés aux participants.

Conclusion

Ainsi le MOOC *Doctorat et Poursuite de Carrière* est un dispositif en ligne gratuit visant à aider les doctorants et les docteurs à co-construire leur future vie professionnelle,

mais aussi une communauté d'entraide dématérialisée, ouverte et pérenne. Le but est de permettre l'échange, la co-construction du MOOC via les participants, les bénévoles et les experts qui y contribuent. Le choix de l'association PhDOOC a été de construire un dispositif structuré et des ressources pour faire réfléchir les participants et les inciter à se mettre en action, à chercher des ressources et à partager leurs découvertes avec leurs pairs. Plusieurs dispositifs leur permettent de partager et de centraliser ces ressources au sein même du MOOC. Par ailleurs, l'association a pour but aussi de faire monter en compétences ses bénévoles. Chaque bénévole a la possibilité d'évoluer dans ses actions et responsabilités avec un véritable suivi et un accompagnement dans les différentes tâches de l'association.

PhDOOC a pour objectif de créer un véritable commun numérique alimenté par de multiples acteurs-bénéficiaires qui vont des experts jusqu'aux utilisateurs finaux, en passant par les bénévoles et les parties prenantes institutionnelles issues de secteurs d'activité complémentaires.

L'association ne cesse de se développer, misant sur le transfert des compétences et pratiques, mais également sur le co-design et la collaboration pour enfin assurer des prises de décisions collectives. La communauté s'enrichit au fil des saisons et le MOOC assure une plateforme d'échanges et de collaborations aux acteurs variés de cet écosystème.

Archives nationales participatives

Projets participatifs autour d'archives numérisées

Romain Le Gendre

Introduction

Depuis une vingtaine d'années, la numérisation massive de documents originaux, le développement d'internet et sa démocratisation, ainsi qu'un attrait pour l'histoire personnelle et familiale ont encouragé les services d'archives à proposer sur leurs sites internet des fonctionnalités collaboratives d'indexation. L'objectif recherché est de permettre des recherches plus rapides dans les archives mises en ligne et d'offrir une granularité plus fine dans leur description. En 2017, les Archives nationales ont mis en place un site internet Archives nationales participatives pour communiquer sur leurs projets collaboratifs et attirer de nouveaux bénévoles.

En cinq ans, cet outil a permis de mobiliser des bénévoles autour d'une dizaine de projets. La stratégie 2021-2025 des Archives nationales a inscrit dans son axe 1 consacré aux publics un objectif intitulé « Amplifier les démarches participatives ». Le souhait est de développer une plateforme unique et à l'échelle pour faire des usagers des archives des acteurs et des contributeurs.

Les pratiques collaboratives dans les services d'archives

Des pratiques collaboratives existent dans le domaine des archives depuis longtemps. L'engouement pour les recherches généalogiques, dans les années 1980, a conduit à la création d'associations généalogiques qui se sont notamment donné comme tâche de dresser des relevés nominatifs des actes conservés dans les registres paroissiaux et d'état civil. Ces relevés, destinés en priorité aux adhérents de l'as-

sociation généalogique, ont pu également être donnés et mis à disposition dans les services d'archives départementales ou municipales, souvent dans une logique d'entente cordiale.

Au début des années 2000, les services d'archives ont démarré, avec l'appui du ministère de la Culture, la numérisation de l'état civil. Sa mise en ligne sur internet a suivi quelques années plus tard. Mais comme cette numérisation avait souvent été réalisée à partir de bobines de microfilms, il n'était pas rare de se retrouver face à des lots de plus de 500 images, voire jusqu'à 1000 images, couvrant plusieurs décennies et différents types d'actes. Dans ces conditions la recherche d'un acte précis pouvait s'avérer longue, surtout à une époque où le haut débit n'était pas généralisé. Certains sites d'Archives départementales ont donc fait appel à leurs usagers pour poser des signets afin de signaler, par exemple, ici le début de l'année 1812, ici le début des sépultures de 1745, ici les mariages de 1680, etc.

Ces initiatives rencontrant un public heureux d'aider la communauté, l'idée a émergé de le solliciter pour relever d'autres informations : ainsi, lors d'un colloque organisé par l'Association des archivistes français en 2012, la responsable des Archives municipales d'Orléans, dans une présentation intitulée « Un pari pour l'avenir ? Le travail collaboratif avec les usagers des Archives municipales d'Orléans », évoquait le projet d'indexation proposé sur leur site internet et en faisait un premier bilan.

Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale ont accéléré les choses : les Archives de France avaient pour objectif de proposer un accès unifié à tous les registres matricules militaires des soldats ayant combattu lors de ce conflit. Dans le cadre de ce projet Grand mémorial, chaque service d'archives départementales était donc vivement encouragé à faire indexer nominativement les

fiches matricules des soldats des classes 1887 à 1921. Certains services ont alors mis à contribution leurs usagers en ligne, plutôt que de recourir à un prestataire privé pour réaliser ce travail. Pour encourager la participation, et créer une émulation entre contributeurs, voire une compétition, plusieurs prestataires de sites internet d'archives avaient d'ailleurs développé des fonctionnalités de classement type « podium » ou « badge ».

La démarche du ministère de la Défense avec Mémoire des hommes était peu ou prou similaire : le défi proposé – et réussi grâce à quelques 2500 contributeurs! – était de retranscrire, avant le 11 novembre 2018, les informations présentes sur les quelques 1,4 million de fiches de morts pour la France ⁴¹.

En parallèle, des sites de généalogie ont mobilisé leurs usagers pour qu'ils numérisent dans les salles de lecture des documents d'archives qui ne l'avaient pas encore été par les services d'archives départementales et municipales. Une fois ces ressources mises à disposition sur leur plateforme, un appel est fait pour indexer nominativement ces documents, dans l'objectif de faciliter les recherches de la communauté généalogiste (voir par exemple le projet Au-delà de l'état civil).

Archives nationales participatives

Les Archives nationales, créées en 1790, conservent les archives des organes centraux de l'État français (exception faite des fonds du ministère des Armées, du ministère des Finances et de celui des Affaires étrangères). Les fonds conservés représentent un total de plus de 380 km linéaires d'archives permettant de documenter l'histoire de France depuis le VII^e siècle jusqu'à nos jours. Du fait de la longue

41. Voir le bilan du « défi collaboratif » sur Mémoire des hommes et 1 Jour - 1 Poilu.

tradition de centralisation administrative française, les Archives nationales conservent des documents qui intéressent tout le territoire, et donc un public large et varié qui ne peut pas forcément se déplacer facilement à Paris ou à Pierrefitte. La demande d'accéder à des fonds d'archives numérisés est donc importante.

En 2016, un rapport interne intitulé « Pour des Archives nationales participatives » avait dressé le constat d'une demande du grand public pour des instruments de recherche à granularité fine, voire très fine : le public veut, en un clic, des noms propres, des adresses, des métiers, des dates précises, parce que son temps est précieux, ou simplement parce que certains publics ne sont pas engagés dans une démarche de recherche académique, forcément plus longue et systématique, nécessitant des prérequis.

L'année suivante, un portail Archives nationales participatives avait vu le jour sous la forme d'un blog Wordpress administré par certains archivistes chefs de projets participatifs. Cet outil avait alors pour but de centraliser les projets des Archives nationales, de faire appel aux internautes pour participer à l'enrichissement des inventaires, de mettre en avant le travail des bénévoles et leurs découvertes, et de valoriser les usages des contenus.

L'architecture complexe du système d'information des Archives nationales et l'absence de moyens financiers dédiés aux projets participatifs ont cependant contraint leurs responsables scientifiques et limité le choix des outils proposés aux usagers : ceux-ci prenaient connaissance des projets sur le portail, choisissaient une ou plusieurs cotes d'archives à indexer ou retranscrire, visualisaient les images numérisées via la visionneuse de la Salle des inventaires virtuelle, et remplissaient enfin le formulaire Framiform configuré pour l'occasion par les archivistes. Cette absence d'un outil ergonomique unique et la nécessité de passer d'un écran

à l'autre ont donc pu freiner des bonnes volontés. Malgré tout, cinq projets ont pu être menés à bien et ont trouvé leur public. Certains bénévoles étaient particulièrement réactifs et soucieux de bien faire. Même s'il n'y a pas eu d'étude sur le « profil » de ces contributeurs, on a souvent constaté que les plus investis étaient des retraités, notamment de l'Éducation nationale. Ce sont ces contributeurs, parfois moins d'une dizaine par projet, qui ont dans les faits réalisé 80 % du travail de transcription ou d'indexation.

Le seul projet ayant fait l'objet de développements spécifiques (grâce à des financements extérieurs) est le projet Testaments de Poilus qui visait à produire une édition électronique d'un millier de testaments de poilus de la Première Guerre mondiale retrouvés dans les fonds du Minutier central des notaires de Paris et des Archives départementales des Yvelines et du Val-d'Oise.

Le projet s'est appuyé sur deux plateformes, l'une pour la transcription des documents et leur encodage en XML-TEI, l'autre pour présenter leur édition et faire des recherches dans ce corpus. Un colloque de clôture, les 24 et 25 novembre 2022, a permis de faire un bilan du projet et a notamment donné la parole aux contributeurs, dont les motivations personnelles étaient variées.

Le projet GIROPHARES

À l'occasion de l'élaboration de ses axes stratégiques pour 2021-2025, l'institution a fait le constat du manque d'un outil ergonomique et répondant aux besoins des archives, en comparaison du formidable vivier de contributeurs constitué par ses usagers et des nombreuses possibilités de projets participatifs pouvant être mis en œuvre. L'objectif était donc de développer une plateforme collaborative unique, afin que des internautes puissent participer à la description en ligne de tous types de documents d'archives conservés

aux Archives nationales. L'obtention d'une aide au titre de l'axe « Innovation et transformation numérique », thématique « Développer l'usage de la donnée au service de l'action publique » du plan France relance a permis de développer, à partir de 2022, une première version de cette plateforme. Elle a ouvert au public en mai 2023, et a été baptisée GIROPHARES pour « Génération d'Instruments de Recherche et d'Outils Participatifs Historiques aux Archives par Recueil d'Éléments Structurés ».

La plateforme comporte deux éléments essentiels :

- un applicatif « métier » spécifique, qui permet aux bénévoles de travailler sur des lots ou collections d'archives numérisées (ou d'archives nativement numériques) pour les annoter ou les transcrire. Cet outil permet ensuite de réinjecter facilement le résultat de ce travail dans la Salle de lecture virtuelle des Archives nationales, mais aussi de le publier sous forme d'*open data* ;
- des pages internet constituant le point de contact entre les internautes bénévoles et les agents des Archives nationales. En plus de donner accès à l'application décrite ci-dessus, ces pages intègrent des fonctionnalités (notamment un forum) qui aident à fluidifier l'échange d'informations entre l'ensemble des acteurs d'un même projet participatif, dans une logique de construction et d'animation de communautés.

Cinq projets participatifs sont proposés à son démarrage :

- transcription de résumés d'arrêts du Conseil du roi (XVII^e-XVIII^e siècles) ;
- indexation de 8000 placards de décès parisiens (fin du XVII^e siècle-début du XIX^e siècle) ;

- transcription de fiches nominatives de relevés d'archives concernant les émigrés de la Révolution française (environ 50 000 fiches);
- saisie des affaires criminelles portées devant la Cour de cassation (1871-1914, environ 100 000 affaires);
- indexation nominative d'un fichier des ecclésiastiques rémunérés par l'État entre 1880 et 1905 (environ 86 000 fiches).

On s'est interrogés, lors des développements de l'outil, sur les modalités de contrôle des contributions : fallait-il prévoir une relecture systématique par l'archiviste? Ou une double lecture, qui aurait mis en évidence les retranscriptions non concordantes? Devant le nombre d'images à indexer pour la plupart des projets, le choix a été fait de faire confiance aux contributeurs. C'est l'archiviste qui, une fois les contributions recueillies, sera libre de contrôler ou pas les contributions avant de les publier dans la Salle de lecture virtuelle des Archives nationales.

La question s'est aussi posée de la reconnaissance publique éventuelle du travail des contributeurs : certains projets participatifs mettent ainsi en place des systèmes de classement public des meilleurs contributeurs, de podium, ou encore de badges. Il a semblé plus intéressant de se concentrer sur la mise en place d'outils de discussions et d'échanges, pour tenter de fédérer et de créer du lien entre passionnés autour des projets participatifs proposés, et le sujet de la « gamification » a été mis de côté. Ces sujets reviennent toutefois régulièrement lors des discussions entre archivistes ou à l'occasion de présentations de la plateforme, et il n'est pas dit que des choix différents soient faits dans l'avenir.

Mais l'innovation la plus attendue serait que la plateforme puisse faire appel, dans des versions ultérieures, à des algorithmes d'intelligence artificielle : pour transcrire auto-

matiquement des documents imprimés (OCR⁴²) ou manuscrits (HTR⁴³), ou encore identifier les entités nommées comme les personnes ou les lieux (NER⁴⁴). Le rôle du contributeur pourrait alors changer : il deviendrait alors correcteur, « perfectionneur » chargé de relire les lectures ou les identifications créées par l'intelligence artificielle.

Vis-à-vis des publics des Archives nationales, l'ambition de cette plateforme participative est d'être un vrai outil de démocratisation culturelle des contenus des archives. Grâce aux projets de transcription ou d'indexation, ceux-ci deviennent plus facilement accessibles par des requêtes simples, et ils peuvent ainsi être plus facilement réutilisés. GIROPHARES favorisera ainsi, on l'espère, une interaction aisée entre l'institution, ses professionnels et les usagers qui souhaitent devenir acteurs de la connaissance de ce patrimoine archivistique encore trop méconnu.

Conclusion

Le cliché de l'archiviste, seul dans sa tour d'ivoire, qui inventorie des documents anciens pour en permettre la communication à une poignée d'érudits, est révolu. D'abord parce que l'inflation de la production documentaire a fait des archivistes les responsables de volumes bien plus conséquents et les animateurs d'équipes plus importantes qu'autrefois; ensuite parce que la consultation des archives est une pratique culturelle populaire. La soif de généalogie, d'histoire familiale et locale est éteinte grâce à la mise en ligne, sur internet, de centaines de millions de documents.

42. OCR : *Optical Character Recognition*, soit, en français, la reconnaissance optique de caractères ou ocrisation.

43. HTR : *Handwritten Text Recognition*, ou reconnaissance de l'écriture manuscrite.

44. NER : *Named-entity recognition* ou reconnaissance d'entités nommées.

Cette rencontre d'un public motivé et d'une documentation numérique considérable a suscité le développement d'entreprises de *crowdsourcing* permise par la pratique des documents d'archives ainsi que par les connaissances des usagers. Le rôle de l'archiviste est de rendre possible ce travail sur les sources, de l'encadrer (plus ou moins, selon la nature des projets), et de le faire connaître (par la médiation numérique). Les projets participatifs seront couronnés de succès si l'on réussit à créer un réseau solide, une communauté virtuelle (notamment en s'appuyant sur des communautés réelles, associations de généalogie ou d'amis des archives) et à donner de la reconnaissance au travail de ces passionnés.

Histoires de nature

Une collection participative sur les changements environnementaux

Frédérique Chlous

Aurélia Desplain

Romain Julliard

Introduction

Histoires de nature. Une collection participative sur les changements environnementaux (en allemand *Natur der Dinge, eine partizipative Sammlung des Anthropozäns* et en anglais *Changing Natures, collecting the Anthropocene together*) est un programme de science participative franco-allemand qui a pour but de créer une collection numérique participative sur les changements environnementaux en cours, à partir d'objets et de documents du passé accompagnés de récits personnels.

Collection d'histoire naturelle d'un nouveau genre, Histoires de nature cherche à restituer les points de vue familiers et intimes sur les transformations de notre environnement. Quelles traces du passé nous questionnent à propos des changements environnementaux? Quels objets, documents, quels souvenirs nous interpellent aujourd'hui à ce sujet? Qu'avons-nous pu oublier?

Comprendre les perceptions individuelles et collectives des changements environnementaux

Il en est ainsi de notre passé. C'est peine perdue que nous cherchions à l'évoquer, tous les efforts de notre intelligence sont inutiles. Il est caché hors de notre domaine et de sa portée, en quelque objet matériel (en la sensation que nous donnerait cet objet matériel), que nous ne soupçonnons pas. Cet objet, il dépend du ha-

sard que nous le rencontrions avant de mourir, ou que ne nous le rencontrions pas⁴⁵.

Cette citation de Marcel Proust précède immédiatement le fameux passage au cours duquel l'auteur, en croquant une madeleine trempée dans le thé, fait l'expérience d'une remémoration, du surgissement d'une mémoire enfouie : celle d'un passé dont l'expérience sensible provoque la réminiscence. Sans cette expérience sensible, le passé, que nul souvenir n'aurait ravivé, aurait été perdu à jamais. Et si le passé de la nature était captif de nos souvenirs oubliés ? Et si nous avons besoin de madeleines pour que surgissent ces souvenirs et que l'état antérieur de la nature nous reviennent en mémoire ? Histoires de nature est un programme de science participative qui a pour but de créer une collection numérique participative sur les changements environnementaux en cours, à partir d'objets et de documents du passé accompagnés de récits personnels. Porté conjointement par le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris et le Museum für Naturkunde Berlin, ce projet propose d'interroger les savoirs locaux, les expériences personnelles et les représentations des impacts humains sur la nature.

Le constat de départ est tout d'abord celui des changements environnementaux majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées : l'érosion de la biodiversité, l'épuisement des ressources et des sols, la fragmentation des habitats et des écosystèmes, le changement climatique... C'est aussi celui de nombreuses questions de société qui en découlent, autour de la santé, de l'alimentation, de la préservation des ressources et du patrimoine... Plusieurs auteurs et autrices de disciplines variées (notamment écologie, psychologie, philosophie) analysent les difficultés à percevoir ces changements aux échelles individuelles et collectives, et mettent

45. Marcel Proust. 1946. *Du côté de chez Swann*. Gallimard.

en évidence des processus impactant les représentations et les relations à la nature passée, présente et future. Actuellement, si les images de feux de forêts ou les courbes exponentielles d'émissions de gaz à effet de serre nous sont désormais familières, savoir ne semble visiblement pas suffire, pour reprendre les termes d'Anne-Caroline Prévot et de Cynthia Fleury⁴⁶. Peut-être même est-ce exactement le contraire : l'incertitude et la complexité des situations que nous arbitrons toutes et tous au quotidien nous conduisent à ne pas tenir compte de risques que nous jugeons comme dépassant nos capacités à y répondre. D'autre part, la fin des grandes idéologies politiques progressistes, ancrées dans une représentation d'un futur forcément meilleur grâce aux progrès scientifiques, bouleverserait nos capacités d'action⁴⁷. Enfin, le concept d'amnésie environnementale générationnelle formulé par le psychologue environnemental Peter Kahn, fait l'hypothèse d'un oubli de l'état antérieur de l'environnement, à échelle d'une vie humaine, et de normalisation autour de l'état contemporain de l'environnement, même si cet état s'avère être un état dégradé par rapport à un état antérieur dont nous n'avons pas fait l'expérience⁴⁸. Alors comment parler aujourd'hui des changements environnementaux et de la crise de la biodiversité? Le programme de science participative Histoires de nature, dont la bande-annonce a été produite par l'Institut national de l'audiovisuel à partir de son fonds d'archives amateurs, va explorer la relation que chaque individu peut avoir à la nature passée, pour interroger les mémoires individuelles

46. Fleury, Cynthia et Anne-Caroline Prévot. 2017. *Le souci de la nature : Apprendre, inventer, gouverner*. CNRS Éditions.

47. Klein, Étienne et Denis Lafay. 2017. *Sauvons le progrès*. Éditions de l'Aube.

48. Kahn, Peter H. et Stephen R. Kellert. 2002. *Children and nature : Psychological, sociocultural, and evolutionary investigations*. The MIT Press.

et collectives sur les changements environnementaux. La porte d'entrée choisie est celle des savoirs locaux, des multiples perceptions et interprétations, des émotions, le registre du familial.

Pour créer une collection numérique de témoignages « populaires » des changements en cours et de l'évolution des relations entre les êtres humains et la nature, le Muséum national d'Histoire naturelle en France et le Museum für Naturkunde Berlin en Allemagne ont développé conjointement une plateforme numérique participative dont l'objectif est triple. Un premier objectif est celui de conservation par la constitution d'une collection patrimoniale, numérique, produite par les participants et participantes qui vont déterminer le périmètre de cette collection par leurs contributions, tirées d'archives originales, familiales. Un second objectif est d'ordre scientifique, avec la création d'un corpus ouvert pour la recherche permettant la construction de projets scientifiques autour de la plateforme. Un dernier objectif est celui d'engagement social par la contribution à l'amplification de la prise de conscience des changements en cours, en les rendant plus perceptibles pour un large public.

La plateforme « Changing natures » pour collecter, consulter, débattre

Changing natures est en accès libre. La plateforme a été développée par l'unité mixte de service « Méthodes et outils pour les sciences participatives ».

Une première version a été lancée le 16 juin 2022, la seconde est déployée depuis le 7 octobre 2022. Chacune et chacun peut se rendre sur le site et consulter la collection qui est en cours de création par des participantes et des participants, depuis différents endroits du monde. La collection peut s'explorer de plusieurs manières.

La vue en galerie présente sous forme de vignettes les différents objets et documents déposés par les participantes et participants. Chaque vignette donne à voir une miniature d'une image associée à une localisation d'origine de l'objet ou du document concerné, et on peut aussi lire sur cette carte quelques mots-clés qui nous renseignent sur la thématique générale abordée par la contribution.

La vue cartographique permet d'apercevoir en un coup d'œil l'étendue géographique de la collection en cours de construction. Les lieux qui sont figurés sur cette carte dynamique sont les lieux d'origine des objets ou documents déposés sur le site. En zoomant sur la carte, on peut voir les *clusters* se diviser pour aller vers une géolocalisation de plus en plus précise.

Enfin, il est possible d'explorer la collection grâce à des filtres de recherche : recherches par période temporelle, par localisation et par mots-clés.

Lorsque l'on clique sur l'une des vignettes de cette collection, on entre dans l'exploration détaillée de l'objet ou du document concerné. On découvre ainsi le média (une ou plusieurs images, PDF, enregistrements sonores ou vidéos) accompagné d'informations sur cet objet ou document : les habitats et les espèces, les matières et les pratiques, les thématiques générales et les émotions que suscitent cet objet ou ce document à la personne. On trouve également ensuite des éléments de localisation et de datation dans la vie de cet objet, accompagné du récit personnel du participant ou de la participante.

Pour contribuer à la collection en déposant soi-même un ou plusieurs objets ou documents, en commentant la contribution d'un ou d'une autre, en y ajoutant des éléments (mots-clés, dates, événements ou récit), il est nécessaire de se créer un compte. Une fois son compte créé, on dispose d'un ta-

bleau de bord qui reprend l'ensemble de ses contributions et interactions avec les autres utilisatrices et utilisateurs. La plateforme est entièrement trilingue français, allemand et anglais, les contenus sont traduits automatiquement et instantanément par un algorithme d'intelligence artificielle. Cet atout permet de dialoguer dans sa propre langue avec des locuteurs et locutrices des trois langues prises en charge par la plateforme à ce jour.

La méthodologie participative pour les sciences humaines et sociales : une approche sensible

En choisissant le registre de l'intime et du familier, en permettant le partage d'images, de récits, de sons, de vidéos, *Histoires de nature* vient interroger les représentations que chaque personne peut se faire de l'environnement. Au moment du dépôt sur la plateforme d'un ou plusieurs objets ou documents, les contributrices et contributeurs sont invités à faire une narration qui raconte leur lien personnel avec cet objet, ce qu'il dit des changements environnementaux à leurs yeux. Un champ de métadonnées a également été prévu pour renseigner les émotions que cet objet suscite chez la personne.

Grâce aux fonctionnalités d'interaction, les contributions seront l'occasion de débattre collectivement sur certains sujets, comme cela a été le cas lors d'un atelier de présentation du programme à des professionnels de la jardinerie. Nous avons consulté ensemble la contribution « Plaidoyer pour le DDT ». Voici le récit que l'on peut lire sur la plateforme :

J'ai retrouvé ce vieil exemplaire du mensuel « Courrier de l'Unesco » (février 1972) en vidant la maison de ma grand-mère. En première de couverture, ce titre m'a frappé : « un savant plaide pour le DDT ». Il s'agit

de Norman E. Borlaug dont on apprend qu'il a reçu le Prix Nobel de la Paix. En arrière-plan, une photo artistique de libellule gribouillée par une main inconnue : « sale bête ». À l'intérieur, un dossier de neuf pages rédigé par ce savant décrit les mérites des pesticides, en particulier du DDT pour sauver le monde des famines engendrées, selon lui, par les insectes ravageurs des cultures. Ces insectes sont décrits avec des adjectifs très évocateurs : « tueurs », « parasites », « pillards ». Photos à l'appui, ils sont seuls sur le banc des accusés. L'article ne questionne pas les systèmes de production agricole dans lesquels on constate les dégâts de ces insectes. Il ne questionne pas non plus les effets potentiels des pesticides sur le reste de la chaîne alimentaire. Le fait qu'une organisation mondiale, publique, sérieuse comme l'Unesco relayait ce genre de discours il y a cinquante ans m'a paru invraisemblable dans le contexte actuel. Le fait d'avoir trouvé ce numéro dans le grenier de ma grand-mère, paysanne née en 1926, a également été une surprise. J'ai imaginé qu'il s'agissait peut-être d'une lecture scolaire de l'un de ses enfants. Je me suis demandé si l'article en question avait eu une influence sur l'utilisation de produits chimiques sur la ferme familiale.

Les métadonnées renseignées par l'auteur sont nombreuses, tant sur l'environnement dont il est question (l'habitat et les espèces) que sur les pratiques et thématiques générales abordées par cette contribution. L'auteur partage en outre ses émotions de surprise et d'amertume.

Le DDT ou dichlorodiphényltrichloroéthane, produit chimique de synthèse utilisé comme insecticide dans les années 1930 à 1970, sera finalement interdit dans la plupart des pays en raison de son impact environnemental et sanitaire. À la lecture de cette contribution, les échanges ont été

vifs. Plusieurs jardinières et jardiniers ont noté qu'il n'y avait rien d'étonnant à trouver un tel discours dans les publications des organisations internationales puisque le début des années 1970 était encore une période d'une utilisation massive de cet insecticide dans le monde entier. Une personne a fait le lien avec certaines de ses archives personnelles, des journaux de la même époque qui documentent l'utilisation du DDT dans le contexte de la guerre du Viêtnam et de la déforestation massive conduite par le gouvernement des États-Unis. Une autre se remémorait les vidéos publicitaires diffusées dans les années 1950, vantant les vertus de cet insecticide pour lutter contre les moustiques vecteurs du paludisme. Les fonctionnalités de commentaires, d'ajouts de récits ou de mots-clés par la communauté des utilisatrices et utilisateurs ont vocation à permettre ces échanges et débats directement sur la plateforme. C'est précisément la dynamique qu'Histoires de nature espère impulser. Au commencement, il y a un récit intime et des émotions, qui nous disent quelque chose de singulier sur les changements environnementaux. Puis, il y a des possibilités d'échanges de connaissances, d'expériences, de ressentis qui viennent enrichir, déployer et approfondir un sujet.

Conclusion

La plateforme *Changing natures* a été conçue et développée pour répondre à trois objectifs étroitement liés : de conservation, de recherche et sociétal. La plateforme héberge les contenus originaux, sans édition ni modération de la part de l'équipe qui administre le projet. Une charte de bonne conduite a néanmoins été rédigée à l'intention des membres de la communauté, l'équipe du projet s'assure du respect de cette charte. La collection entend refléter et explorer une diversité d'idées, de points de vue, et permettre un apprentissage collectif. Le corpus constitué pourra ser-

vir de base à la réalisation de programmes de recherche, par un accès à la base de données et à des outils d'exploration de ces données (en cours de construction à ce jour), et en permettant aux équipes de recherche de contacter les contributrices et contributeurs pour des enquêtes qualitatives plus poussées. Enfin, en redonnant du poids aux savoirs locaux, l'ambition de la plateforme est de contribuer à un véritable dialogue entre science et société. À côté des connaissances scientifiques sur l'érosion de la biodiversité (voir par exemple le rapport de 2022 de l'IPBES), sur le changement climatique (voir par exemple le résumé du 6^e rapport du GIEC de 2023), il s'agit de laisser une place à l'intime et au familier pour constater et documenter autrement ces changements, à échelle d'une vie humaine. Chacun et chacune en a une expérience : une photo, une chanson, un livre ou un ancien article de presse peut remémorer des souvenirs enfouis sur les états passés de la nature. Histoires de nature suit cette intuition que la remémoration et l'approche par le sensible sont les clés d'une appropriation de connaissances sur les questions des changements environnementaux. La plateforme espère.

Nantes Patrimonia

Plateforme collaborative des patrimoines nantais

Pierre Fauvel

Alizé Sibella

Introduction

À Nantes, le patrimoine imprègne le paysage urbain, témoignant du temps long et d'une grande diversité d'activités. Consciente de cette richesse, la Ville de Nantes, à travers la Direction du Patrimoine et de l'Archéologie (DPARC), mène depuis de nombreuses années une politique publique visant à préserver, connaître, faire connaître et valoriser les patrimoines nantais dans leur plus grande pluralité : végétal, paysager, archéologique, architectural, immatériel, mémoriel, archivistique, etc.

Par ailleurs, la prise en compte des droits culturels tient une place importante dans la politique patrimoniale nantaise. En effet, dans la lignée de la loi NOTRe (7 août 2015), de la loi Liberté Création Architecture Patrimoine (LCAP) (7 juillet 2016) et de la convention de Faro adoptée par le Conseil de l'Europe le 20 octobre 2005, la Ville de Nantes se donne pour objectif d'améliorer l'accès de chacun au patrimoine, à en favoriser la gestion durable et à promouvoir la gouvernance démocratique en replaçant le citoyen au cœur des préoccupations patrimoniales. En réaffirmant le droit pour chaque citoyen d'exprimer ce qui fait patrimoine, la Ville se donne pour ambition d'offrir des espaces d'expression et de valorisation, croisant les regards et les sensibilités des professionnels et des amateurs, des experts et des passionnés. Au-delà de l'enjeu patrimonial, ces espaces d'échange ont une forte dimension citoyenne et urbaine, car ils permettent de nourrir les débats sur la Ville et le cadre de vie de chacun. Ils visent à rendre les Nantais acteurs de la vie de leur ville, de leurs quartiers, par des sujets qui les rassemblent et leur ressemblent.

Une mobilisation citoyenne ancienne autour du patrimoine nantais

Les transformations urbaines et sociales que Nantes connaît depuis les années 1990 ont généré une forte demande mémorielle de la part des habitants et des associations. Ainsi, depuis une trentaine d'années, des citoyens nantais se chargent de transmettre l'histoire et la mémoire de leurs quartiers.

Ces démarches de réappropriation de l'histoire et de construction d'une mémoire locale bénéficient du soutien des Archives municipales depuis 1999 grâce à la création du service Histoire et mémoires des quartiers. Depuis 2009, une collection de publications *Quartiers à vos mémoires* initiée par les Archives de Nantes rend compte de ce travail.

De nombreuses autres démarches citoyennes sur le patrimoine ont également été menées depuis une vingtaine d'années : parcours découverte *Laissez-vous conter* (2009), le Conseil Nantais du Patrimoine (créé en 2009), les cartographies sensibles de quartiers (2009), le *Dictionnaire de Nantes* (publié en 2013), les inventaires participatifs du Bas-Chantenay (2013) et des Rives de Loire (2021) ainsi que les Plans Paysage et Patrimoine (PPP) initiés par la ville dans différents quartiers (2015-2021). Dix secteurs ont bénéficié des Plans Paysage et Patrimoine tel que Nantes Sud, Bellevue Chantenay Sainte-Anne, Dervallières - Zola, Erdre / Saint-Donatien, Toutes-Aides / Doulon, Hauts-Pavés Saint-Félix, Breil Barberie, Vallée du Cens à Nantes Nord, Nantes Erdre et Dobrée-Gigant.

Ces démarches se sont effectuées grâce à l'engagement de groupes d'habitants et d'associations, qui ont mené des recherches, inventorié des données, recueilli des témoignages, des photos, des documents anciens et ont ainsi contribué à l'histoire de la ville et de ses quartiers ainsi qu'à la fabrique des patrimoines.

Vers le prolongement digital des pratiques participatives présentielles

Forte de ces démarches participatives et des ressources des Archives de Nantes, la Ville de Nantes disposait d'une communauté, de savoir-faire participatifs ainsi que d'un socle de connaissances sur le patrimoine à la fois riche, dense et passionnant. Il fallait trouver un moyen de capitaliser ces informations éparées, de les rendre visibles et accessibles facilement par le plus grand nombre et surtout de permettre de prolonger et d'amplifier ces pratiques collaboratives existantes, d'où l'idée de Nantes Patrimonia.

Le projet est né d'une volonté politique forte, celle de promouvoir le dialogue citoyen au cœur de la vie démocratique locale. Ainsi, la création d'un « wikipatrimoine à la nantaise » comme outil de co-construction de la connaissance sur le patrimoine, faisait partie des projets culturels collaboratifs annoncés dans le programme de Johanna Roland et de son équipe, pour les élections municipales de 2014.

Dès le début du projet, il est apparu naturel d'impliquer les citoyens nantais et les futurs usagers tout au long du processus de création de l'outil. Ainsi, entre 2016 et 2018, différents ateliers regroupant des citoyens, associations et professionnels du numérique et du patrimoine ont été menés afin de définir, dans un premier temps, le périmètre du projet – quelle définition du patrimoine, quels attendus de la plateforme en matière de contenus et de fonctionnalités –, puis, dans un second temps, afin de co-construire la maquette fonctionnelle et ergonomique du futur outil. Enfin, en juin 2018, les Nantais ont été conviés lors d'une rencontre pour échanger sur les modes de collaboration possibles en vue de participer à Nantes Patrimonia. Un temps d'échanges a été organisé, regroupant une cinquantaine de personnes. Cette rencontre s'est articulée autour des té-

moignages d'anciens participants de démarches participatives, qui pourraient potentiellement contribuer à la plateforme. Des ateliers pratiques ont également été proposés pour comprendre toutes les formes possibles de participation citoyenne. L'objectif était de démontrer que le futur outil se voulait être le prolongement digital d'une démarche présentielle déjà approuvée et que chacun pouvait y trouver sa place. Le résultat de ces ateliers s'est concrétisé par la mise en ligne de Nantes Patrimonia en mai 2019.

Nantes Patrimonia : une plateforme numérique au service des patrimoines

Nantes Patrimonia est l'interface web d'un écosystème numérique qui permet de découvrir l'histoire et les patrimoines de Nantes. Les outils et bases de données collectent, stockent, traitent, analysent et restituent les données patrimoniales. Les utilisateurs peuvent explorer cette histoire à travers une cartographie interactive : le patrimoine autour de vous ; des parcours patrimoniaux thématiques autour de l'histoire d'un quartier, d'un thème ou d'une personnalité nantaise ; une encyclopédie vivante contenant des articles historiques, des iconographies, des vidéos, des contenus audio, et des références bibliographiques. De plus, le site propose des actualités culturelles et patrimoniales.

Nantes Patrimonia utilise principalement des ressources provenant des Archives de Nantes, du *Dictionnaire de Nantes* et des experts en architecture, archéologie et patrimoine industriel, fluvial et maritime de la DPARC, ainsi que des contributions apportées par des citoyens, des associations et des professionnels. La plateforme tente d'aborder le patrimoine au sens large et sous différents angles. Ils comprennent la géographie de la ville, tels que son substrat, son hydrographie, sa topographie, sa géologie, sa biodiversité. L'architecture et l'urbanisme sont aussi abordés, comme

la « forme de la ville », son développement urbain, son patrimoine bâti, ses grands aménagements urbains. La société et la culture font partie des angles d'approche, tels que les modes de vie, les sujets du quotidien, le travail, les loisirs, les arts, les sports. Les événements nantais constituent également une approche importante, y compris les faits et les périodes de l'histoire nantaise ayant profondément marqué la ville et ses habitants, tels que la traite Atlantique, la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale, les manifestations de mai 68... Enfin, les personnalités nantaises ayant eu un impact significatif sur l'histoire de la ville sont étudiées, y compris les femmes et les hommes qui ont contribué à son rayonnement.

Depuis 2020, des outils de contribution en ligne sont disponibles et permettent d'enrichir les contenus de la plateforme en apportant des compléments d'informations sur un article historique, en déposant une anecdote ou encore un témoignage. L'ensemble de ces contenus fait l'objet d'une modération avant publication.

La contribution peut aussi se faire par prise de contact directe avec l'équipe en charge de l'animation du site. Des temps de rencontre présentiels sont organisés afin de présenter les modalités de contribution, d'accompagner les contributeurs dans leurs recherches et ainsi d'assurer un suivi tout au long du processus, garantissant la qualité et la fiabilité des contenus produits. Ce mode de faire, plus individualisé et rassurant, reste aujourd'hui la méthode privilégiée des contributeurs.

Une démarche structurante ancrée dans un projet de direction

Afin de répondre aux enjeux du projet de direction et d'inscrire la démarche Nantes Patrimonia dans la durée, une restructuration des équipes du service a été nécessaire et a fait

l'objet de la création d'un nouveau pôle « Développement des projets et partenariats culturels et scientifiques ». Ce pôle assure la coordination de la politique publique patrimoniale de manière transverse en développant, structurant et valorisant tous les projets et les partenariats qu'ils soient techniques, numériques, scientifiques ou culturels. Le pôle a ainsi pour principales missions de développer la coproduction des connaissances sur les patrimoines nantais, de garantir leur capitalisation, de favoriser leur partage et d'assurer une veille stratégique, évaluative et prospective.

Et c'est à ce titre que le pôle a en charge la coordination et le pilotage de Nantes Patrimonia. Le service s'est ainsi donné les moyens de faire vivre ce dispositif en dédiant une équipe de cinq personnes pour s'occuper du déploiement et de l'animation du site : une responsable de service/rédactrice en chef, un chargé de projets numériques pour le suivi technique, une chargée de médiation numérique pour le suivi des contributions, une chargée des ressources documentaires multimédias ainsi qu'une assistante de communication chargée de l'intégration des contenus. Ce travail du quotidien est mené en étroite collaboration avec les Archives de Nantes (contenus éditoriaux), la Direction du Dialogue Citoyen (volet participatif), la Direction de la Communication (stratégie de communication et réseaux sociaux) ainsi qu'avec le Département des Ressources Numériques (développement technique).

Une mobilisation et animation du quotidien

Les premiers mobilisés afin de contribuer sur le site sont les agents de la Direction du Patrimoine de l'Archéologie (DPARC). Ainsi chaque architecte, archéologue, archiviste ou chargé d'étude de la DPARC pilotant ou co-pilotant un projet comprenant de la production de connaissance patri-

moniale, intègre dans sa méthodologie un volet « capitalisation / communication / valorisation » pour Nantes Patrimonia. À titre d'exemple, le projet de restauration de la grue noire, débuté en septembre 2022, a fait l'objet de la publication d'un article d'actualité, d'une page encyclopédique, d'un dossier thématique et d'un parcours autour des anciens chantiers navals Dubigeon. La plateforme sert ainsi de vitrine pour valoriser l'action publique en matière de patrimoine.

Le pôle « Développement des projets et partenariats culturels et scientifiques » travaille au quotidien à la mise en place de partenariats avec d'autres services tels que la Direction Nature et Jardin, la Direction à l'Urbanisme, les équipes de quartiers, des établissements culturels de la Collectivité comme la bibliothèque municipale, la médiathèque Jacques Demy, le musée Jules Verne, le château des ducs de Bretagne. Le pôle travaille également avec des structures institutionnelles tels que le service de l'inventaire régional, l'Institut national de l'audiovisuel avec la fresque « Nantes, métamorphose d'une ville » et des acteurs de l'enseignement supérieur comme l'université de Nantes, l'École centrale de Nantes, l'École de design, l'École d'architecture, ainsi qu'avec des partenaires associatifs tels que la Maison des Hommes et des Techniques, le Centre d'Histoire et du Travail, DASTUM 44, la Cinémathèque de Bretagne.

De nombreuses actions sont entreprises par le pôle afin de faire connaître la plateforme et de susciter la contribution et la participation sur le site. Nantes Patrimonia s'appuie notamment sur les réseaux sociaux de la Ville tels que Facebook, Twitter et Instagram pour diffuser des informations, ainsi que des appels à participation ciblés, tels que le recueil de témoignage dans le cadre des Journées européennes du patrimoine et du matrimoine (JEPM) 2023 sur

la thématique du sport et du patrimoine vivant, ou encore le partage de souvenirs liés du carnaval. Nantes Patrimonia diffuse aussi une lettre d'information mensuelle présentant les dernières productions. Des campagnes d'affichage sur l'espace public sont également organisées. Des communications sont faites à l'échelle locale, régionale, nationale (avec le label « Territoire Innovant ») et même internationale (avec le réseau Eurocities et notamment le projet « Cultural Heritage in action »).

Conclusion

Après trois ans d'existence et de fonctionnement, Nantes Patrimonia est devenu un site à part entière dans le paysage numérique nantais. Encore peu connu du « grand public », la progression de la fréquentation n'en reste pas moins constante. En 2023, la plateforme comptabilisait 378 534 visiteurs (soit 1037 par jour) et 627 788 pages vues (soit 1719 par jour) contre 226 891 visiteurs (soit 621 par jour) et 398 209 pages vues (soit 1090 par jour) pour l'année 2022. Des actions de communication à travers les sites institutionnels, les réseaux sociaux de la Ville, la signalétique *in situ* ou lors d'événementiels, sont à l'étude afin d'optimiser la visibilité du site.

Le travail quotidien de mobilisation et d'animation de la contribution sur la plateforme semble toutefois trouver écho auprès des nantaises et des nantais. À titre illustratif, 62 % des pages encyclopédiques présentes actuellement sur le site (soit 543 pages sur 879) sont issues de contributions externes écrites par des associations, des universitaires, des partenaires professionnels, des structures institutionnelles et d'habitants, même si ces derniers restent peu nombreux. Ces contributeurs ont créé des articles sur divers sujets, présentant par exemple les établissements Aumon, les soupes communistes de 1907, les rosaces de tramway, les heurtoirs

de porte, le parc floral de la Beaujoire, l'ancien hôpital Laënnec, les portraits de l'artiste Michel Noury ou la poétesse Hélène Cadou, etc.

On peut aujourd'hui parler d'une « communauté Nantes Patrimonia » car l'ensemble des contributeurs ayant participé à la démarche partage un intérêt et une passion commune, celui de transmettre une mémoire collective et singulière de Nantes.

Les premières analyses de la contribution sur le site ont permis de mettre en exergue que le profil type du contributeur individuel de Nantes Patrimonia reste actuellement le citoyen retraité « expert » dans un domaine spécifique. Un des grands enjeux pour l'équipe de Nantes Patrimonia, dans ces prochains mois et prochaines années, sera de réussir à diversifier les types de contributeurs. Cela passera notamment par des modes et des formats de contributions appropriées en fonction du public ciblé mais surtout par de la sensibilisation autour de la légitimité de chacun à contribuer.

Mémoire minière dans le Nord-Pas-de-Calais

Institutions et témoins sur la plateforme Facebook

Juliette Le Marquer

Introduction

Le projet institutionnel « Mineurs du Monde » a été porté début 2014 par la région Nord-Pas-de-Calais afin de valoriser la mémoire et le patrimoine miniers sur le territoire. Il s'inscrit dans le sillage des projets en lien avec l'élection du bassin minier à l'UNESCO en 2012. « Mineurs du Monde » a pris part à plusieurs grands projets tels que celui de la fresque « Mémoires de Mines », en coproduction avec l'Institut national de l'audiovisuel. Ce dispositif est une fresque chronologique interactive qui présente l'histoire de la mine et des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, à travers des archives vidéos de 1940 à 2010. « Mineurs du monde » a également été partenaire avec l'université d'Artois dans le cadre d'une université populaire. Ce projet a mis en place des cours du soir, séminaires et conférences sur le sujet, et a remis, deux années consécutives, des *bourses-reporters* à dix étudiants en journalisme afin de réaliser des reportages dans les bassins miniers de divers pays (Canada, Allemagne, Indonésie, etc.). Créé en mars 2015, son groupe Facebook éponyme valorise ses actions en partageant des liens autour de la fresque « Mémoires de Mine » ou de l'université populaire. Le projet est désormais terminé et la dernière publication Facebook date de fin 2016. Pourtant, en visitant ce dernier, on se rend compte que sa communauté est toujours active, et porte un grand intérêt sur les documents photographiques publiés sur le groupe, où ils construisent des récits.

La part des témoins

Bien que « Mineurs du Monde » soit porté par un projet institutionnel, plusieurs « témoins » rencontrés sur le territoire suivent ce groupe, en particulier pour les photographies d'archives mises en ligne. Le groupe étant ouvert, il permet à toute personne inscrite sur le réseau d'accéder à ses contenus. Les personnes que nous désignons ici comme des « témoins » possèdent diverses filiations à la mine, qu'ils aient été mineurs ou bien enfants de mineurs. Pour reprendre les termes de Michèle Gellereau, ces derniers peuvent être soit des « témoins directs », ayant connu la mine, ou des témoins secondaires, c'est-à-dire qui fondent leur expérience sur les témoins directs, et sur les savoirs qu'ils collectent⁴⁹. Ces derniers sont très présents sur le groupe Facebook étudié. S'ils ne peuvent pas publier de billet sur « Mineurs du Monde », l'espace des commentaires leur permet de produire des récits, de tailles variables, ajoutant des connaissances, et une dimension mémorielle aux publications. Sur l'une des photographies d'archives, on aperçoit une visite à la mine du président Charles de Gaulle, en septembre 1959. Cette photographie est accessible à partir du fil d'actualité du groupe Facebook, ou en cliquant sur l'onglet « Photos », à partir de la page d'accueil. Comme sur toutes les autres photographies, la description de « Mineurs du Monde » est très sommaire. Elle indique plusieurs éléments liés au document : l'action en cours, « 25 septembre 1959 » ; le nom du photographe, « Paul Walet » ; et le lieu où l'archive est conservée aujourd'hui, « Archives Région Hauts-de-France Nord Pas de Calais - Picardie ». L'archive a reçu quatorze mentions « j'aime », a été partagée deux

49. Gellereau, Michèle. 2006. « Mémoire du travail, mémoire des conflits. Comment les témoignages se mettent en scène dans les visites patrimoniales ». *Communication Et Langages*, 149(1), p. 63-75.

fois et commentée trois fois. Le premier commentaire, est laissé par Raymond (R), dont le nom est anonymisé.

Dans son commentaire, Raymond décrit des savoirs qu'un profane n'aurait pas remarqué en observant la photographie. En effet, selon lui, les parois de la galerie ont été blanchies, le sol nettoyé, voire creusé pour que le président ne se cogne pas. Son statut d'ancien mineur lui permet de lire des indices sur la photographie, tel que le contraste entre le visage noir des mineurs et la blancheur des parois. Les deux autres commentaires sur cette photographie, laissé par Clément (C) et Pierre (P) font écho à celui de Raymond. Clément apporte un indice aux propos de Raymond en signalant la tâche de peinture sur la manche du général. Pierre, quant à lui, apporte une localisation plus précise du lieu de visite, dont selon lui, une plaque prouve encore aujourd'hui ce passage historique. Ainsi, selon Michèle Gellereau, cet espace de commentaires « se constitue comme un espace social de production de connaissance et de sociabilité ». La photographie, devenue objet central de leurs médiations, est portée par leurs récits. La lecture de ces derniers induit qu'ils connaissaient la mine, mais à différents degrés. Ainsi, si nous pouvons affirmer que Raymond est un témoin direct (car nous l'avons rencontré), Pierre et Clément peuvent être témoins directs ou témoins secondaires. Cependant, leurs commentaires témoignent tous d'une filiation particulière à la mémoire minière. Les récits ne sont donc pas inscrits dans une perspective scientifique, mais construisent à la fois leur identité de témoins et une médiation mémorielle autour des documents d'archives.

Lors de la visite de ce groupe Facebook, on remarque que les témoins s'approprient l'espace des commentaires, mais que l'institution reste muette dans ce même espace. En effet, au-delà des publications sur le groupe, l'institution n'intervient jamais dans les commentaires, bien que nous ayons

remarqué des questions ou des apostrophes lui étant parfois adressées. Si la création du groupe pouvait laisser croire à un rapprochement entre institution et témoins pour la valorisation de la mémoire minière, notre observation du groupe n'a montré aucun échange entre les deux parties. L'écriture sur le groupe renvoie à une certaine autorité de l'institution où la logique participative est autorisée mais peu prise en compte.

Du côté des commentaires, la participation des internautes renvoie à une « écriture émotionnelle », que l'on retrouve classiquement sur ce type de plateforme. Les témoins produisent des commentaires liés à leur vécu, leurs connaissances et leurs savoirs personnels, se greffant aux contenus de l'institution. Ce constat met en avant une hiérarchie entre l'institution et la communauté des témoins, où deux activités d'écriture ont lieu sur le même espace. Le témoin apporte ses propres récits à la documentation photographique « qu'il vient pondérer et partiellement détourner en y apportant une dimension affective ». Sur une autre photographie, on observe un portrait de groupe connu de treize rescapés de la catastrophe de Courrières de 1906. Cette photographie se retrouve régulièrement sur les groupes et pages Facebook de témoins où elle attire commentaires, partages et mentions « j'aime ». Si elle a rencontré peu de succès sur ce groupe (une mention « j'aime » et un commentaire de la même personne), le commentaire de Claude (C) « Respect et Hommages » rappelle qu'au-delà d'une mémoire officielle, il faut honorer la mémoire des hommes qui ont vécu cet événement terrible. « Mineurs du Monde » décrit cette photographie de manière plus neutre, parlant d'une « carte postale ». Cette description ne met pas plus à l'honneur ce document qu'un autre, alors qu'il représente la seconde catastrophe minière mondiale la plus meurtrière. Cette photographie, montrant des hommes de tout âge, fait

partie des quelques documents très symboliques de cet événement tragique. Un grand nombre de publications sur le groupe sont marquées par cette dichotomie dans l'écriture de l'institution et celle des témoins, moins tournés vers la valeur esthétique et matérielle du document, mais de sa puissance symbolique.

La pérennité du projet « Mineurs du Monde »

Ces observations sur les pratiques d'écriture en ligne de l'institution régionale liée à « Mineurs du Monde », centrées sur la valorisation de documents, peuvent nous interroger sur l'intérêt de leur présence sur Facebook. Certes, le réseau lui assurait une vitrine qui était alimentée constamment, mais l'institution n'a pas tiré parti de sa « capacité à mobiliser les usagers ». Nous avons par ailleurs constaté qu'entre les premières et les dernières publications sur le groupe, il n'y a pas eu de publication adressée particulièrement à la communauté (par exemple, pour annoncer la fin du projet en 2016). Cependant, s'il est aujourd'hui plus compliqué de trouver des informations sur le projet « Mineurs du Monde », les éléments publiés sur Facebook sont restés intacts, et comme nous l'avons dit plus tôt, ont continué d'être *aimés*, commentés, et partagés par la communauté.

Si le projet de fresque avec l'Ina est resté en ligne, le site internet du projet, dont le domaine était privé, a expiré. Seul le nom du domaine indique que celui-ci a bien existé. Sur le site de la fresque « Mémoires de Mine », le logo « Mineurs du Monde » est utilisé en bannière et photo de profil, mais le projet est très brièvement présenté. De plus, le lien URL vers le site ne fonctionne plus. Ainsi, en ligne, l'identité du projet est peu visible et peut sembler complexe lorsque l'on ne connaît pas ses porteurs. La conservation des données

sur un site à domaine privé, pour un projet avec un financement limité dans le temps, montre un grand engouement de départ, mais qui ne peut s'engager sur un archivage numérique pérenne des données. De plus, bien que la fresque « Mémoires de Mine » soit toujours en ligne, elle ne présente pas de photographies d'archives, mais uniquement des vidéos d'archives.

Sur le réseau social Facebook, il semble que la création du groupe inverse cette tendance à l'effacement du projet, du moins six ans plus tard. En effet, il lui redonne une identité concrète où il garde des indices visibles, tel que son logo et ses événements. Les archives publiées au cours de ces six années sont conservées par le réseau social. Ainsi, si leurs publications jour après jour a permis au projet de se donner un aspect dynamique, ce geste routinier a permis de conserver en ligne les documents d'archives. Ces derniers, malgré la fin du projet, peuvent continuer d'écrire des commentaires sur les photographies.

Ainsi, au-delà d'une médiation à sens unique, où l'institution publie des savoirs en ligne et l'internaute les lit, la présence sur une plateforme, telle que Facebook, donne une visibilité à la parole des témoins. En ce sens, si des projets tels que « Mineurs du Monde » s'adressent au départ plutôt à un public restreint (amateurs d'archives et aspirants aux cours du soir), la création d'un groupe Facebook pour diffuser des photographies d'archives permet de mettre à disposition des objets à une nouvelle communauté, celle des témoins. À ce titre, et comme nous avons pu le voir plus haut, les photographies d'archives sont au centre de la logique d'écriture des témoins, qui voient en elles un lieu d'expression de la mémoire minière et un vivier de connaissances qu'ils sont parfois les seuls à pouvoir restituer. « Mineurs du Monde » tient donc un rôle essentiel

dans la création d'un espace d'expression pour cette communauté grâce à la diffusion de ses documents.

Conclusion

Au terme de cette courte contribution, nous avons pu discuter de la portée que pouvait avoir la création d'un groupe public sur Facebook, par une institution, et de la place de sa communauté en son sein. Notre intérêt, à travers l'exemple du projet « Mineurs du Monde », était de voir comment se construit et s'organise un tel espace, autour de règles d'écriture hiérarchisantes, mais aussi finalement d'une grande liberté d'expression. En effet, face aux descriptions très neutres des photographies par « Mineurs du Monde », les témoins écrivent avec une plus grande liberté et témoignent d'une plus grande émotion dans leurs publications. De ce constat, nous nous sommes interrogées sur l'intérêt de la présence d'une institution sur cette plateforme amateur, d'autant plus lorsque celle-ci n'intervient pas sur ses propres publications. Au-delà d'une pérennisation du projet « Mineurs du Monde », la création de ce groupe permet aux témoins de construire une mémoire, dont les objets de médiation – les photographies – sont consignées aux archives. Cet assemblage, sous forme de série documentaire, crée un espace particulier pour les témoins qui redécouvrent une mémoire à travers ces publications. Selon Marie Després-Lonnet, « la constitution d'une série est en effet à la fois une mise en visibilité du projet qui a conduit à sa production et un mode d'appréhension et de mise en ordre d'un ensemble photographique ». Le groupe devient alors une vitrine du projet et un moteur pour la valorisation des photographies d'archives, assurée par les témoins de cette mémoire.

Ce livre a été élaboré avec \LaTeX dans la chaîne éditoriale de [sens public]. Le document tex a été généré avec pandoc à partir des fichiers sources markdown, bibtex et yaml, composés sur l'éditeur de texte Stylo.

